

nebleau

Le Monde

55 ANNEE - N° 16815 - 7,50 F - 1,16 EURO FRANCE METROPOLITAINE

MERCI 17 FÉVRIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INTERACTIF

- L'ordinateur pallie les handicaps
- 8 pages d'offres d'emplois



La navigatrice Isabelle Autissier est en perdition au milieu du Pacifique sud

LA NAVIGATRICE Isabelle Autissier, en tête du classement de la course à la voile autour du monde en solitaire avec escales, a déclenché une des baisses de tension de son monocoupe, PRB, lundi 15 février, à 15 h 23 (heure française). Une très brève communication téléphonique avec son équipage à Paris a permis d'établir qu'elle avait sans doute chaviré. Elle se trouvait alors au milieu du Pacifique sud, à mi-chemin entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et le cap Horn, une zone peu fréquentée et réputée pour la violence de ses intempéries. Seul le navigateur italien Giovanni Soldini (Filo), qui croisait à près de 200 milles, a pu détourner son bateau pour essayer de lui porter secours. Il devait atteindre les lieux mardi en début d'après-midi (heure française).

Lire page 23

La Turquie s'empare du leader kurde Öcalan

● Le chef du PKK a été enlevé au Kenya ● A Ankara, le premier ministre a annoncé, mardi matin, qu'il était détenu en Turquie ● Il s'était réfugié dans l'ambassade de Grèce à Nairobi ● Des militants kurdes occupent plusieurs ambassades et consulats grecs en Europe

LE CHEF REBELLE kurde Abdullah Öcalan a été intercepté, lundi 15 février, à l'aéroport de Nairobi, au cours d'une opération secrète et conduite en Turquie, a annoncé mardi le premier ministre turc, Abdullah Öcalan, recherché par la justice turque qui impute les 29 000 morts du conflit séparatiste kurde, avait quitté l'Italie le 16 janvier - sa demande d'asile politique ayant été refusée par les autorités italiennes - puis s'était réfugié à l'ambassade de Grèce à Nairobi.

La décision des Grecs de la remettre aux autorités kényanes a déclenché, mardi matin, un mouvement de colère des communautés kurdes en Europe. A Paris, Moscou, Londres, Vienne, Copenhague, Bonn, Hambourg, Marseille, les ambassades et consulats de Grèce ont été pris d'assaut. A La Haye, l'épouse de l'ambassadeur de Grèce et leur enfant étaient retenus en otages depuis la menace d'une grenade. L'ambassadeur de Grèce à Vienne et son



épouse étaient également bloqués à l'intérieur de la légation, ainsi que cinq autres personnes. Le consulat de Grèce à Marseille a été envahi par plusieurs dizaines de Kurdes qui menaçaient de s'immoler par le feu. A Bruxelles, une cinquantaine de manifestants brandissaient la même menace. A Genève, une quarantaine de manifestants ont pénétré dans l'immeuble des Nations unies.

Le ministre grec des affaires étrangères, Théodore Pangalos, a expliqué que Abdullah Öcalan avait passé outre les conseils du personnel diplomatique grec de Nairobi et avait choisi de suivre les autorités kényanes jusqu'à l'aéroport pour tenter de gagner les Pays-Bas, où il aurait salué la Cour de justice internationale de la question kurde. La voiture dans laquelle il était monté « s'est écartée soudainement du cortège » et a « disparu », a ajouté le ministre grec.

Ces explications n'ont pas convaincu les Kurdes. La porte-parole du PKK a déclaré, depuis Bruxelles, que « ce qui s'est passé n'a pu se faire sans que les autorités grecques ne soient au courant ».

Lire page 3

Le marché de l'électricité

- La directive européenne sur la concurrence en vigueur vendredi
- La libéralisation restera limitée en France
- 400 grandes entreprises pourront choisir leurs fournisseurs
- Le PCF et la CGT réservés sur la fin du monopole d'EDF

Lire pages 16 et 17

Grand bruit, petit budget

LE BRUIT demeure le parent pauvre de l'environnement. Dans une étude rendue publique mardi 16 février, l'Institut français de l'environnement (Ifen) évalue à 5 milliards de francs le montant annuel dépensé en moyenne en France depuis 1990 pour lutter contre les nuisances sonores. Ce montant est, selon l'Ifen, deux fois inférieur au budget consacré à la lutte contre la pollution atmosphérique et dix fois inférieur à celui engagé pour le retraitement des déchets. Claude Lanure, auteur d'un rapport alarmant remis en décembre 1998 à Dominique Voynet, ministre de l'environnement, déclare au *Monde* que, « sans réelle volonté politique, rien n'avancera ».

Lire page 10

Au cœur de la Kabylie



CHANTEUR engagé et discret, défenseur de la démocratie, de la langue tamazight et de la culture kabyle, Louis Aït Menguellet, quarante-neuf ans, vit en Algérie mais ne peut plus s'y produire depuis 1993. Son dernier disque ne comporte qu'une chanson, *Imagan* (« Témoin »), « découpée en dix morceaux pour éviter la lassitude ».

Lire page 28

Une école publique britannique privatisé horaires et discipline

LONDRES
de notre correspondant

La « dame de fer » en révèle, ses successeurs travaillistes l'ont fait. Pour la première fois dans l'histoire moderne du Royaume-Uni, une école publique déficiente a fait appel à des intérêts privés pour une reprise en main dûment rémunérée. A partir de la rentrée prochaine, la King's Manor School de Guilford, dans le Surrey, sera administrée, gérée et dirigée par la filiale d'une entreprise spécialisée dans la formation, la société 3 E Ltd. Les syndicats dénoncent « l'abandon » des autorités concernées et accusent le pouvoir travailliste de laisser « privatiser l'enseignement public ». Le gouvernement, qui encourage depuis un an « l'association » d'intérêts privés à la gestion des écoles dans vingt-cinq zones « d'action éducative » spécifiques, rejette les critiques et se défend de toute « privatisation ».

De fait, techniquement, l'école secondaire de Guilford reste au domaine public, ses programmes seront ceux définis par l'autorité de tutelle et ses enseignants continueront d'être payés par la collectivité. La société 3 E Ltd

s'occupera du reste, notamment de la discipline intérieure, des horaires et des méthodes d'enseignement. Elle disposera aussi du droit de sélectionner jusqu'à 15 % des élèves - ce qui n'est théoriquement pas permis dans les établissements publics - et, au-delà du contrat proprement dit dont le montant n'est pas connu, elle recevra des primes spéciales en fonction de ses résultats.

Établissement de quatre cents élèves, situé dans une zone de HLM réputée difficile de cette riche région d'Angleterre, la Manor School, qui pourra recevoir le double d'élèves si les « bons » ne la fuyaient pas, a un taux d'échec scolaire deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Dans un pays où l'éducation publique est très décentralisée et où la plupart des trente mille établissements sont gérés et financés en grande partie par les autorités locales, l'école de Guilford risque carrement d'être fermée. Le Parti conservateur, qui a salué au niveau national cette « approche imaginative » d'un problème réel, le conseil municipal de Guilford a choisi de se livrer à une première « expérience historique ».

« Dangereux précédent », a commenté Nigel de Gruchy, le secrétaire général de l'Association nationale des enseignants. Le plus gros syndicat de la profession, l'Union nationale des enseignants britanniques, a interpellé le gouvernement et demandé qu'une entreprise privée ne soit autorisée à « encasser un profit dans l'éducation ». De fait, David Blunkett, le ministre de l'éducation qui devra approuver ou rejeter la métamorphose de Manor School, avait indiqué en 1996, en encourageant les écoles en difficulté à prendre « un nouveau départ », que le profit resterait banni de l'éducation nationale. Le ministre a néanmoins fait savoir par la voix de ses conseillers qu'il y avait « une grande différence entre l'administration d'une école pour le profit - ce qui reviendrait à privatiser - et toucher des honoraires pour gérer un établissement en conformité avec la loi ».

En clair, les conservateurs de Guilford ont aujourd'hui la bénédiction de travailleurs dont le programme, dans les années 80, prévoyait la nationalisation des écoles privées.

Patrice Claude

L'Europe des concentrations bancaires

A L'INITIATIVE du groupe communiste de l'Assemblée nationale, les députés devaient débattre, mercredi 17 février, en présence de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de l'avènement du secteur bancaire en France. Particulièrement inquiètes sur

l'évolution de l'emploi, les organisations syndicales concernées ont mobilisé les élus. Les salariés du Crédit lyonnais, qui doit être bien-tôt privatisé, ceux du Crédit foncier de France, dans la même situation, ou les représentants des Caisses d'épargne, dont la réforme est lancée, veulent profiter de l'oc-

casion pour se faire entendre. Le gouvernement comme les dirigeants des établissements français écouteront avec attention. Mais ils ne renonceront pas pour autant à leurs priorités.

L'Etat reste soucieux de sortir d'un secteur qui lui a coûté beaucoup d'argent et où il s'est avéré

être un actionnaire particulièrement médiocre, voire dangereux. Il n'a, de toute façon, pas le choix : Bercy est lié par les engagements pris auprès de la Commission européenne. M. Strauss-Kahn partage, en outre, la préoccupation qui anime la plupart des dirigeants financiers : défendre la place du secteur bancaire français dans le monde et surtout dans la zone euro.

Seule l'émergence de grands pôles financiers français privés, riches, rentables, s'appuyant sur une solide part de marché, permet d'améliorer cette place. Regroupées, plus fortes, les banques françaises peseront plus lourd quand démarrent les fusions transnationales en Europe. Elles pourront alors nouer des alliances d'égal à égal, voire absorber des établissements étrangers. Ce faisant, elles permettront de maintenir en France un certain nombre de centres de décisions financiers. Pour beaucoup, cela constitue la meilleure stratégie de défense de l'emploi au niveau national. La CGT l'a en partie reconnu, en saluant le rapprochement de la Société générale et de Paribas et en appelant de ses voeux une alliance pour la BNP.

Sophie Fay

Lire la suite page 15

PUTAIN, 10 ANS !

www.guignols.cplus.fr

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Grenz, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 SCAN ; Côte d'Ivoire, 100 F CPA ; Danemark, 27 DKK ; Espagne, 150 PES ; Finlande, 150 FIM ; Grèce, 500 DRH ; Irlande, 1,60 C ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 35 FL ; Malte, 10 CH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 CON, 250 PTE ; République fédérale d'Allemagne, 250 DM ; Royaume-Uni, 1,20 STG ; Suisse, 100 FRA ; USA (New York), 2,50 USD ; USA (other), 2,50 S.

M 0147 - 217-7,50 F



International	2	Météorologie	25
France	6	Jens	25
Société	10	Carrefour	26
Régions	12	Années classées	26
Horizons	13	Culture	27
Entreprises	16	Guide culturel	29
Communication	18	Kiosque	30
Tableau de bord	19	Abonnements	30
Aujourd'hui	22	Radio-télévision	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

BIODIVERSITÉ Une conférence mondiale sur la biodiversité s'est ouverte, dimanche 14 février, à Carthagène, en Colombie. Les Etats membres de l'ONU y discutent l'éla-

boration d'un « Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques ». ● AU CŒUR des débats : la nocivité potentielle des organismes génétiquement modifiés (OGM) et la

liberté de leur commercialisation, prônée par les Etats-Unis et les grandes sociétés d'agro-chimie. ● UN PROJET de directive de la Commission européenne cherche à permettre aux in-

dustriels européens de rattraper leur retard sur les producteurs américains, mais les parlementaires de Strasbourg ont voté un rapport beaucoup plus contraignant. ● LA CHINE et l'Argen-

tie se sont lancées, à la suite des Etats-Unis, dans la production d'OGM. De nombreux pays pauvres ou émergents, comme le montre l'exemple brésilien, sont en revanche hésitants.

L'avenir du commerce des produits génétiquement modifiés se joue à Carthagène

Un groupe de travail sur la biosécurité tente de formaliser en Colombie un « Protocole sur les risques biotechnologiques ». Le débat oppose les Etats-Unis et les grandes entreprises, qui veulent libéraliser le commerce des OGM, aux pays pauvres et aux écologistes, qui défendent le « principe de précaution »

LES PRODUITS transgéniques peuvent-ils s'échanger à travers le monde sans contraintes ? La préservation de l'environnement n'impose-t-elle pas des règles particulières s'opposant à la liberté du commerce ? Telles sont les questions posées cette semaine à Carthagène, ville de Colombie située sur la côte caraïbe. Sous l'égide de l'ONU, le groupe de travail sur la biosécurité est réuni depuis dimanche 14 février pour élaborer un « protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (...) pouvant avoir des incidences néfastes pour (...) la biodiversité ».

L'énoncé est obscur. L'ennemi essentiel, comme en témoignent la présence de plusieurs centaines de représentants d'Etat et celle de plusieurs dizaines d'observateurs de grandes entreprises - telles Novartis et Monsanto -, ou d'associations écologiques comme Greenpeace ou RAFI (Rural advancement foundation international). Car l'expansion de l'agriculture transgénique à travers le monde dépend largement de la plus ou moins grande sévérité de l'accord qui pourrait être produit à la fin de la semaine. La raison d'être de la discussion est que les organismes génétiquement modifiés

(OGM) seraient susceptibles d'avoir un effet nocif sur la biodiversité et, parallèlement, sur la santé. Ainsi, certains exigent que le protocole interdise les OGM intégrant un gène résistant aux antibiotiques.

Les OGM sont des organismes - plantes ou animaux - dans le génome desquels on a inséré un gène d'un autre organisme lui conférant une propriété particulière. Un effet négatif éventuel se produirait si, par exemple, un gène de résistance à un pesticide passait d'une variété de blé à une herbe adventice : cette herbe résistante à l'herbicide pourrait proliférer au détriment d'autres espèces végétales. La communauté internationale a donc jugé nécessaire, au Sommet de la Terre, à Rio en 1992, d'entourer de précautions particulières la diffusion des OGM.

NOTIFICATION PRÉALABLE

La discussion sera tendue. Pour un groupe de pays mené par les Etats-Unis (qui n'ont pas ratifié la Rio Convention sur la biodiversité), les risques potentiels des OGM sont surévalués et il ne faut pas placer de contraintes excessives sur leur commerce. Au contraire, un groupe important de pays du tiers-monde, regroupant notamment

beaucoup d'Etats africains et menés par l'Ethiopie, veulent des garanties internationales sévères. L'Europe a une position moins tranchée, mais son opinion publique est très sceptique sur l'intérêt des OGM.

Le premier point de discussion est le champ d'extension du proto-

cole : doit-il ne concerner que les OGM vivants capables de se reproduire (sémen, animaux), ou inclure aussi les matières premières agricoles, voire les produits dérivés ? Les Etats-Unis et les multinationales défendent l'idée que les grains, par exemple, étant destinés à la consommation, ne menacent

pas la biodiversité. Mais, leur est-il répondu, on ne peut garantir que des grains ne se perdent pas dans les transports et ne partent pas dans l'environnement. Cette discussion a de lourdes conséquences économiques : de son issue dépendra la création ou non d'une filière séparée de commercialisation pour les produits OGM, ce qui en freine la généralisation.

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Autre question majeure débattue à Carthagène : celle des règles imposées aux mouvements de produits transgéniques. On s'oriente vers un système de notification préalable, dans lequel le pays importateur recevra des informations précises sur les OGM concernés. La question est particulièrement importante pour les pays en développement, qui n'ont que rarement les moyens scientifiques d'analyser les produits. Selon un schéma classique, les libéraux poussent à limiter les exigences de ce système d'information. Dans la foulée, l'articulation du protocole avec les autres traités internationaux, notamment avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est délicate : si la norme en

vironnementale définie par le protocole est trop faible, il reviendra à l'OMC de juger les conflits commerciaux autour des OGM. Un pays pourra-t-il refuser l'importation de produits transgéniques s'il juge qu'ils présentent des risques pour l'environnement ?

Enfin, on pourra voir surgir dans le protocole l'inscription du « principe de précaution », par opposition à ceux qui demandent des preuves scientifiques de la nocivité des OGM. Ces produits commencent à être largement diffusés. Pour le moment, leurs effets négatifs sont suspectés, mais pas prouvés. Faut-il être prudent - peut-être trop -, ou n'agit qu'après l'accident - qui ne se produira peut-être pas ? Problème juridique majeur : le principe de précaution n'a pas encore de définition dans le droit international.

Le président du groupe de travail, le Danois Veit Koester, a fixé à vendredi soir l'échéance de l'élaboration du texte. Compte tenu de la radicalité des oppositions sur de nombreux articles, un accord en fin de semaine serait une vraie performance.

Hervé Kempf

Le Brésil n'ouvre sa porte qu'avec réticence aux OGM

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Comme beaucoup de pays émergents, le Brésil hésite sur l'attitude à adopter face aux OGM (organismes génétiquement modifiés). « La position brésilienne est possible d'ajustements en fonction des débats qui auront lieu à Carthagène », dit Luiz Antonio Barreto de Castro, président de la Commission technique nationale de biosécurité (CTN-Bio) au ministère de la science et de la technologie. Ingénieur agronome, formé à l'université californienne UCLA, le principal responsable brésilien chargé du contrôle des produits transgéniques quittera son poste fin juin, « laissé des procès que [lui] intentent Greenpeace et d'autres ONG ». « Puissance agricole, le Brésil a accumulé, explique-t-il, un énorme retard dans le domaine de la biotechnologie. Il est temps de réagir. »

De fait, à la fin de 1998, la CTN-Bio a pour la première fois émis un avis favorable à propos de deux projets pionniers concernant le soja, dont le Brésil est le deuxième exportateur mondial derrière les Etats-Unis. Transmis au ministère de l'agriculture pour approbation (apparemment une simple formalité), les deux dossier entérineront le ralenti du Brésil aux OGM. Le premier concerne l'emploi de soja transgénique importé pour la fabrication d'huile strictement destinée à l'exportation. Le second, « cheval de Troie » dénoncé à grands cris par nombre d'associations environnementales, émane de la compagnie américaine Monsanto. En septembre 1998, cette der-

nière a en effet annoncé son intention d'investir, les quatre prochaines années, 350 millions de dollars (310 millions d'euros) dans l'installation à Camaçari, banlieue pétrochimique de la grande banlieue de Salvador de Bahia, d'une usine dédiée à son produit vedette, l'herbicide Roundup. Monsanto précisait que « cette production supplémentaire (la firme dispose déjà d'une fabrique dans l'Etat de São Paulo) servira de Carthagène, une cinquantaine d'organisations latino-américaines représentant les associations de petits agriculteurs, les communautés indigènes et les ONG de défense de la nature se sont réunies le 22 janvier 1999 à Quito (Équateur) pour « rejeter l'invasion agressive des OGM en Amérique latine, zone où la biodiversité agricole est la plus importante de la planète ». La déclaration publie à l'issue des travaux

Chine et Argentine suivent les Etats-Unis

Si les Etats-Unis concentrent l'essentiel des cultures transgéniques dans le monde, ils sont suivis par deux pays émergents, la Chine et l'Argentine. Selon les statistiques compilées par l'Isoaa (International service for the acquisition of agribioth applications), les Américains ont planté 8,1 millions d'hectares en OGM en 1997, soit 64 % du total mondial, la Chine 1,8 million d'hectares (14 %) et l'Argentine 1,4 million (11 %). L'enthousiasme argentin déteint sur son voisin au nord, le Brésil : la contrebande de semences provenant d'Argentine est florissante depuis plusieurs années, en dépit des enquêtes menées par la police. Ce qui laisse penser que des fermiers brésiliens de la zone frontalière ont déjà anticipé sur les décisions de la CTN-Bio.

également à répondre à la demande pour son utilisation dans les semences Roundup Ready qui sont en ce moment soumises aux procédures de régulation ». La stratégie brésilienne de Monsanto se base sur le feu vert proposé des autorités locales pour la production de semences génétiquement modifiées, capables en particulier de résister au Roundup. « Si l'on produit des semences, c'est pour les planter », admet le président de la CTN-Bio, laissant entendre que les plantations de soja transgénique servent bientôt autorisées. A l'en croire, « le soja n'ayant pas de parents sylvestres au Brésil, les risques pour l'environnement sont extrêmement réduits ».

INVASION AGGRESSIVE Il estime pourtant que les exportateurs brésiliens « sauront s'adapter aux exigences du marché international en tenant compte de la méfiance des Européens à l'égard du soja génétiquement modifié ». Leader sur son créneau, Carrefour-Brésil s'apprête à s'allier sur la position de la maison mère. « Nous sommes en pourparlers avec des triturateurs qui devront nous garantir sous contrat la livraison de produits sans altération génétique, destinés à être vendus sous marque propre », précise Michel Olier, directeur local des achats.

En prévision de la conférence

condamne « cette technologie qui exacerbe le processus de développement mondialisé basé sur les inégalités entre régions, l'exploitation des êtres humains et de la nature et la subordination des économies paysannes et traditionnelles du tiers-monde à l'expansion des agro-industries ». Jean-Jacques Séville

Des désaccords croissants au sein de l'Union européenne

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

La Commission de Bruxelles n'aura pas la tâche facile à Carthagène. Non seulement les Etats membres de l'Union européenne sont divisés sur la mise sur le marché des OGM, mais en outre le Parlement européen a pris une position qui peut hypothéquer le projet de directive de l'exécutif communautaire, largement fondé sur la liberalisation des échanges commerciaux. Le Parlement a en effet sérieusement durci le projet de texte de la Commission qui doit néger les autorisations de mise sur le marché européen, en remplacement de l'actuelle directive 90/220, jugée de plus en plus inadaptée.

Le rapport du travailleur David Bowe, voté à une large majorité (230 voix pour, 177 contre, 32 abstentions) le 11 février à Strasbourg, s'appuie en effet sur « le principe de précaution », plus contraignant que celui proposé par Ritt Bjerregaard, le commissaire européen à l'environnement. Pour Bruxelles, la réalisation d'une étude du risque avant d'autoriser la commercialisation d'un produit est une réelle garantie pour le consommateur. La majorité de l'Assemblée strasbourgeoise ne l'entend pas ainsi et a adopté quatre amendements qui corrigent les aspects ultralibéraux du texte de la Commission.

Le rapport parlementaire introduit la notion de « responsabilité civile », assortie d'une « prime d'as-

urance » qui rend responsable le producteur, mais aussi l'importateur dans le cas d'un produit en provenance d'un pays tiers, si l'OGM concerné est néfaste pour la santé humaine ou nuisible pour l'environnement. Il demande ensuite l'interdiction de la commercialisation d'un produit qui contient un gène résistant aux antibiotiques.

La troisième disposition importante souhaitée par les eurodéputés concerne le « consentement préalable », selon lequel l'exportateur communautaire doit obtenir une double autorisation avant de pouvoir vendre son produit sur un marché en dehors de l'Union : celle de l'Etat membre dont il dépend, et celle du pays de destination. L'objectif est de protéger les pays en développement qui n'ont pas toujours les moyens techniques et scientifiques de tester la qualité des OGM importés.

GARDE-FOU Le quatrième amendement porte à d'au moins 20 ans (contre sept années proposées par Bruxelles) la durée d'autorisation de commercialisation d'un produit, et il demande qu'elle puisse être suspendue, voire supprimée, si des doutes apparaissent quant à ses effets sanitaires et environnementaux.

Malgré ces gardes-fous, les Verts européens n'ont pas voté le texte final, considérant qu'il reste trop laxiste. Ils contestent qu'il reste trop ouvert à la structure et au contenu de la Commission.

Marcel Scotto

Le rat et la patate, chronique d'un scandale britannique

LES RISQUES qui présentent les aliments génétiquement modifiés ont-ils été suffisamment estimés ? La question, depuis quelques jours, est l'objet d'un débat sans précédent dans les journaux britanniques. Le coup d'envoi a été donné le 12 février à la « une » du *Guardian*. Vingt scientifiques internationaux, révélait le quotidien, ont signé un appel à la réhabilitation du chercheur Arpad Pusztai, suspendu par le Rowett Research Institute (Aberdeen, Ecosse), en août 1998. Celui-ci avait affirmé, au cours d'une émission télévisée, sans publication scientifique à l'appui, que des rats nourris avec des pommes de terre génétiquement manipulées présentent des déficiences organiques et immunitaires (Le Monde du 15 août 1998).

Arpad Pusztai, soixante-huit ans, n'a toujours pas publié les résultats de ses recherches. Et de nouveaux détails donnés par *The Guardian* - la taille du cerveau des rats aurait également été affectée par leur alimentation, mais le chercheur n'en aurait rien dit « parce qu'il jugeait que les répercussions politiques seraient trop lourdes » - ne sont guère convaincants. « Un expert jette le discrédit sur l'étude des risques des OGM » de Pusztai, titrait *The Independent*, mardi matin 16 février. Mais l'ensemble est ailleurs. Comme ce fut le cas, en France, tout au long de l'année 1998, les consommateurs de Grande-Bretagne expérimentent une méfiance croissante vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés (OGM).

NOURRITURE FRANKENSTEIN

Ce même vendredi 12, le gouvernement de Tony Blair faisait savoir qu'il ne jugeait « pas nécessaire » d'imposer un coup d'arrêt sur la « nourriture Frankenstein ». Cette position fut défendue tout au long du week-end par le responsable ministériel, Jack Cunningham, qui a notamment déclaré à la BBC que les produits actuellement en vente (maïs, soja, concentré de tomate et certains fromages) sont « sans danger ». Tel n'est pas l'avis des chercheurs signataires de l'appel, qui réclament un meilleur étiquetage et proposent que les aliments transgéniques subissent des tests rigoureux avant d'être homologués. « Le problème est

que la réglementation sur les aliments n'est pas, et d'ailleurs, aussi stricte que celle sur les médicaments », estime Jonathan Rhodes, professeur de médecine à l'université de Liverpool. « Lorsqu'on se met à toucher à la structure génétique des aliments, il faut commencer à les considérer comme des produits pharmaceutiques », renchérit un autre signataire, Vyvyan Howard, toxicopatologiste de la même université.

Lundi 13 février, la polémique continuait dans les journaux britanniques. Une commission d'éthique indépendante sur les OGM pourrait « surveiller et filtrer les expérimentations, faire des recommandations et restaurer la confiance d'un public qui verrait que le gouvernement écoute tous les arguments en présence », écrivait *The Guardian*. Plus terre à terre, *The Daily Mail* affirmait, le même jour, que « les inspecteurs sanitaires chargés de vérifier la conformité des sites d'expériences de culture d'OGM ont découvert des irrégularités dans au moins 70 d'entre eux ».

Catherine Vincent

OISB

L'anglais à Oxford

L'anglais à Paris

L'anglais à Bristol

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISB est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langue. Selon l'océan, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs. 10 informations et inscriptions: Bordeaux 05 56 99 99 99, Lille 03 20 40 28 38, Lyon 04 72 44 60 74, Paris 01 53 59 44 44, Rennes 02 99 79 78 44, Strasbourg 03 88 45 38 00

En prévision de la conférence

JF 14 150

ifiés se joue à Carte

Bruxelles dénonce les plans budgétaires français et allemand

Leur réduction des déficits est trop faible

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

La France et l'Allemagne sont à leur tour tancées par la Commission européenne pour avoir relâché leur effort d'assainissement des finances publiques. Des déficits sont au contraire accordés à l'Espagne et à la Belgique. La Commission a rendu publics, mardi 16 février, ses projets de « recommandations » sur les quatre derniers programmes de stabilité présentés par les gouvernements de l'Euro 11, afin de démontrer que la politique macro-économique qu'ils ont prévue de mettre en œuvre au cours de la période 1999/2002 est bien conforme aux exigences du Pacte de stabilité et de croissance, qui est le fondement de l'Union économique et monétaire. Comme il l'a fait avec l'Italie voici dix jours, le commissaire Yves-Thibault de Silguy réclame des engagements supplémentaires à Bonn et à Paris.

Vu le contexte politique, vu aussi la crainte que le relâchement conjoncturel devienne plus sévère que ce qui a été prévu jusqu'à ce, ce rappel à l'ordre pourrait susciter quelques grognements d'ici à la prochaine réunion de l'Euro 11, le 15 mars, au cours de laquelle les ministres des finances doivent se prononcer sur les textes de la Commission.

Aux Français, comme aux Allemands, la Commission reproche de tirer avec l'abime. A Paris comme à Bonn, on prévoit d'aboutir à un déficit des finances publiques de l'ordre de 1% en 2002, alors que le Pacte invite les pays de la zone euro à viser une situation proche de l'équilibre ou excédentaire. Elle déplore le manque d'ambition de ces programmes, qui, à ses yeux, permettront probablement de respecter les contraintes du Pacte de stabilité si les hypothèses macro-économiques qui les sous-tendent se vérifient, mais n'y parviendront pas en cas de croissance un peu moins forte.

Dans une analyse détaillée d'une trentaine de pages (non publiée) des fluctuations cycliques en France et en Allemagne, qui tient compte des spécificités de ces deux pays, notamment démographique,

phiques, la Commission constate que, en cas de retourment de conjoncture ou même de décision politique à fort impact conjoncturel, les deux gouvernements seraient privés de toute marge de manœuvre et qu'alors le risque fatidique de voir le déficit public dépasser le seuil des 3% (ce qui interdit le Pacte) deviendrait très

AUCUNE MARGE DE SÉCURITÉ
Le programme français distingue deux hypothèses de croissance pour 1999 : 2,7 %, qui conduit à un déficit de 0,8 % en 2002, et 2,4 %, qui se traduirait alors par un déficit égal à 1,1 % du PIB. La France écarte apparemment l'idée qu'en cas de croissance moins soutenue elle prendra des mesures de correction, telles de nouvelles réductions de la dépense, afin de tenir ses objectifs. La Commission, dans le projet de recommandation qui est malmené soumis à l'examen du Comité économique et financier, puis des ministres de l'Euro 11, la presse de prendre un engagement dans ce sens, ce que ne pourra guère apprécier la gauche de la « majorité plurielle ». M. de Silguy juge la stratégie française « minimale » et regrette qu'elle n'offre « aucune marge de sécurité ».

La Commission juge l'objectif que se sont fixé les Allemands de ramener à 1% les déficits publics en 2002 trop modeste, mais, surtout, elle explique que le calendrier de cette réduction n'est pas satisfaisant : presque rien n'est fait en 1999 et en 2000, l'essentiel de l'effort étant concentré sur la fin de la période. Les divergences sont donc bien réelles entre la Commission, d'une part, la France et l'Allemagne, d'autre part. Ces deux pays, mais aussi l'Italie et, dans une certaine mesure, l'Autriche, les Pays-Bas et le Portugal, hésitent visiblement à se laisser complètement enfermer dans le cercle du Pacte de stabilité. La Commission, quant à elle, s'efforce de contenir ces tendances au laxisme.

Philippe Lemaitre

Lire aussi notre éditorial page 15

Les Américains contestent la représentation de l'euro 11 au G 7

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Apparemment, l'Allemagne n'a pas encore envoyé les invitations pour la réunion du G 7 qu'elle va présider le 20 février. Oskar Lafontaine, le ministre des finances, est dans l'embarras. Les Américains lui ont fait savoir que la formule imaginée par les Européens, en décembre à Vienne, pour la représentation de l'euro 11 aboutirait à faire siège, face aux Japonais, aux Canadiens et à eux-mêmes, un nombre trop élevé d'Européens.

Aux ministres des finances et aux gouverneurs des Banques centrales d'Allemagne, de France,

d'Italie et du Royaume-Uni viendraient s'ajouter Wim Duisenberg, le Président de la Banque centrale européenne (BCE), et le commissaire européen Yves-Thibault de Silguy, soit une délégation de dix personnes ! On devine volontiers les réactions de Larry Summers, le secrétaire adjoint au Trésor, devant cette perspective d'invasion européenne. On imagine en outre que certains Européens, au moins les Britanniques, militent discrètement avec les Américains pour que les règles du club changent le moins possible.

COMPROMIS
M. Lafontaine avait d'abord été tenté de reculer devant la mauvaise humeur washingtonienne. Mais, lors de l'euro 11 du 8 février, il a dû constater que la majorité des pays entendaient qu'on s'entende strictement aux dispositions fixées à Vienne. A titre de compromis, M. de Silguy n'assisterait peut-être pas à l'ensemble des débats.

On pourra aussi promettre aux Américains qu'une fois les mandats des banquiers centraux de la zone euro venus à expiration (qui imagineraient chasser en cours de route Hans Tietmeyer, Jean-Claude Trichet ou leur collègue italien ?), leurs successeurs ne seraient plus conviés au G 7. Mais une telle formule n'accorderait-elle pas un traitement outrageusement privilégié à Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Ph. L.

Par arrêté du 17 Septembre 1998, la Cour d'Appel de LYON a condamné : VAN DEN HOVE (Hague, né le 5 Février 1958 à Nancy (54), demeurant 24, rue de la Montagne à St-Etienne (42100), Directeur de CASINO, à la peine de 50.000 F d'amende, pour avoir à St-Etienne (42) entre le 12 Janvier 1995 et le 4 Mai 1995 étant producteur, revendeur ou prestataire de services, payé à la SA HALIEUTIS des achats de produits alimentaires périsposables dans un délai supérieur à 30 jours après la fin de la décade de livraison. La Cour a en outre, ordonné aux fins du condamné la publication de l'arrêté, par extrait, dans les journaux "Le Progrès" édition de la Loire et "Le Monde", le coût de chacune des insertions ne pouvant dépasser 8.000 F.

Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, est détenu en Turquie

Ses sympathisants investissent des légations grecques en Europe

Le chef du gouvernement turc, Bülent Ecevit, a annoncé, mardi en fin de matinée, l'arrestation du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, dit « Apo », recherché par la justice d'Ankara qui lui impute les 29 000 morts du conflit dans le Sud-Est anato-

lien. Dans plusieurs villes d'Europe, les sympathisants du PKK ont manifesté et investi plusieurs ambassades et consulats grecs.

robi. Les autorités grecques indiquent qu'il s'y trouvait depuis douze jours.

Selon le ministre grec des affaires étrangères, Abdullah Öcalan n'a pas suivi les conseils du personnel diplomatique grec et a choisi, lundi soir, de suivre les autorités kényanes jusqu'à l'aéroport de Nairobi dans l'espérance d'embarquer, à nouveau, à destination des Pays-Bas.

« Le personnel de l'ambassade grecque a suivi le convoi mais s'est rendu subitement rendu compte que sa voiture avait disparu. Le gouvernement grec a demandé à plusieurs reprises des explications au gouvernement kényan mais n'a eu aucune réponse », a-t-il ajouté.

Cette explication n'a pas convaincu les Kurdes. Contactée en Belgique depuis Ankara, la porte-parole du PKK, Muzgin Sen, a déclaré que les milieux kurdes soupçonnaient Athènes d'avoir libéré Öcalan aux autorités kényanes alors que leur chef avait demandé l'asile à l'ambassade de Grèce à Nairobi. « Ce qui s'est passé n'a pu se faire sans que les autorités grecques ne soient au courant et les Kurdes exigent des réponses », a-t-elle dit à Reuters. « Tout ce que nous savons, c'est qu'il [Öcalan] a été emmené de l'enceinte diplomatique grecque par les autorités kényanes », a ajouté la représentante de la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan.

De son côté, l'avocat allemand d'Öcalan affirme que le leader kurde a été piégé. « Selon mes informations, mon client a été extrait hier de l'ambassade de Grèce sur la foi d'une déformation de la situation émanant des autorités kényanes », a déclaré, mardi matin, Eberhard Schultz à la télévision allemande.

Alain Debève (avec Reuters)

Dans un ultimatum adressé à la direction du PKK, le ministre grec des affaires étrangères, Theodore Pangalos, a exigé que tous les otages retenus dans diverses missions diplomatiques d'Athènes soient libérés avant midi. Des mesures de sécurité renforcées ont par ailleurs été prises autour des représentations grecques à l'étranger. Mais dans plusieurs cas, elles ont été trop tardives.

Ainsi, à La Haye, l'épouse de l'ambassadeur de Grèce et leur enfant de huit ans sont retenus en otages, sous la menace d'une grenade par environ deux cents Kurdes. En Autriche, une quinzaine de manifestants prokurdos étaient également de l'immobile de l'ambassade de Grèce à Copenhague. Une quinzaine de militants ont été arrêtés. Les circonstances exactes

de l'assaut, son épouse et trois collaborateurs, a annoncé l'agence autrichienne APA. Des manifestants ont ensuite occupé puis mis le feu à l'ambassade du Kenya, près du centre de la capitale.

Des actions similaires se sont déroulées en Grande-Bretagne, en Allemagne mais aussi en Russie et en Suisse. En France, le consulat de Grèce à Marseille a été envahi par plusieurs dizaines de Kurdes qui menaçaient de s'immoler par le feu si « Apo » ne reconnaissait pas la liberté. Deux militants ont été légèrement blessés lors de brefs affrontements avec les forces de l'ordre. Une centaine de manifestants étaient toujours rassemblés, en fin de matinée, à l'extérieur du consulat, placé sous

dans lesquelles Abdullah Öcalan, dont on était sans nouvelles depuis le début du mois, a été remis aux autorités kényanes restant encore floues. Ce que l'on sait avec certitude, c'est que le chef du PKK a quitté l'Italie le 16 janvier, sa demande d'asile politique ayant été rejetée par les autorités italiennes. Au début du mois, « Apo », recherché par la justice turque qui lui impute les 29 000 morts du conflit séparatiste, se voyait interdire l'entrée aux Pays-Bas où il résultait d'évoquer la « question kurde » devant la Cour internationale de justice de La Haye. Selon Theodore Pangalos, le leader kurde se serait alors rendu au Kenya, trouvant refuge dans l'ambassade de Grèce à Nairobi.

ALARMÉE par la persistance d'une pâle situation en matière de droits de l'homme en Turquie, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a exceptionnellement décidé de tenir la réunion triennale de son bureau dans un hôtel d'Istanbul, les 13 et 14 février. Arguant du caractère « semi-public » de cette réunion, soumise à autorisation dès lors qu'y prennent part des représentants turcs d'organisations locales - notamment le président de la Fondation turque des droits de l'homme, Yavuz Ozen, et le président de l'IHD, Akin Biral - les autorités ont dépréché sur place deux policiers chargés d'empêcher les propos des intervenants.

Le lendemain, 14 février, le président de la FIDH, Patrick Baudouin, recevait une notification d'interdiction de se rendre à Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, où des rencontres avec des associations étaient prévues. La note émanait du préfet de la région de Diyarbakir, une des six régions majoritairement peuplées de Kurdes et soumises à l'état d'urgence depuis 1987. Mais, lors de l'euro 11 du 8 février, il a dû constater que la majorité des pays entendaient qu'on s'entende strictement aux dispositions fixées à Vienne. A titre de compromis, M. de Silguy n'assisterait peut-être pas à l'ensemble des débats.

COMPROMIS
M. Lafontaine avait d'abord été tenté de reculer devant la mauvaise humeur washingtonienne. Mais, lors de l'euro 11 du 8 février, il a dû constater que la majorité des pays entendaient qu'on s'entende strictement aux dispositions fixées à Vienne. A titre de compromis, M. de Silguy n'assisterait peut-être pas à l'ensemble des débats.

ÉLECTIONS « SOUS CONTRÔLE »
La cour d'assises de Manisa (centre du pays) a ainsi de nouveau acquitté, le 27 janvier 1997, des policiers accusés de tortures et d'abus sexuels sur seize adolescents (entre quatorze et dix-huit ans) arrêtés en 1993 pour avoir collé des affiches politiques sur les murs de la ville et condamnés à ce titre à des peines allant de neuf mois à douze ans de prison.

Aucune peine n'a été prononcée contre les policiers qui ont battu à mort, en 1993, Metin Göktepe, photographe au journal *Enversel*. Selon l'IHD, en janvier, quatre-vingt-onze

EN VENTE ACTUELLEMENT

LE NOUVEAU
HORS SÉRIE DE L'HISTOIRE



Le temps des
croisades

IL Y A 900 ANS,
LES CROISÉS PRENAIENT
JÉRUSALEM...
HORS SÉRIE N°4 - EN KIOSQUE - 42 F

Marie Jégo

La Roumanie, au bord de la faillite, est confrontée à de nouvelles tensions sociales

Miron Cozma, qui dirigeait la marche des mineurs en janvier et les « minériades » de 1990 et 1991, a été condamné, lundi, à dix-huit ans de prison. A Bucarest, le gouvernement négocie à nouveau avec le FMI l'obtention d'un prêt de 540 millions de dollars

Un mois après leur marche, interrompue sur Bucarest, les « gueules noires » roumaines de la vallée du Jiu sont retournées à la case départ. Les augmentations de salaire espérées n'auront pas lieu. La restructu-

VALLÉE DU JIU (Roumanie)

de notre envoyé spécial

Après avoir traversé le défilé du Jiu, qui coupe en deux les Carpates, au centre de la Roumanie, Petrosani

REPORTAGE

L'exploitation de la houille est en elle-même une opération sociale

ni, le fief des mineurs, s'annonce de loin comme une étrange petite ville engloutie sous la neige. Les routes défoncées et les HLM délabrées de l'époque Ceausescu sont à peine visibles à travers le voile épais des flocons. Cette ville de montagne pourrait aussi bien se situer dans les Alpes suisses si, vue de près, elle ne dévoilait pas son vrai visage. C'est ici que, fin janvier, quelque 10 000 mineurs sont partis vers Bucarest, à l'appel de leur leader, Miron Cozma. Leur marche forcée vers la capitale roumaine avait alors pris le court les autorités du pays et semé la panique parmi les Bucarestois encore hantés par le souvenir de leurs quatre incursions précédentes. Cette paisible vallée du Jiu devint ainsi, pendant une semaine, un véritable détonateur du mécontentement social de la Roumanie postcommuniste.

TAUX DE CHÔMAGE À 24 %

Une population locale d'environ 168 000 personnes touchée par un taux de chômage de 24 % n'a effectivement rien de rassurant dans ce pays voué à la récession économique. Sur les 45 000 mineurs de la vallée du Jiu, il n'en reste aujourd'hui que 20 300 dans les puits. Les autres ont préféré quitter leur

turbation du secteur minier est indispensable si les autorités roumaines veulent obtenir un prêt de 540 millions de dollars (475 millions d'euros) auprès du FMI, avec lequel les négociations ont repris lundi

15 février. Ce crédit est conditionné à une extrême rigueur budgétaire. Mais selon Mihnea Berindei, chercheur au CNRS, « le poids de la mafia liée aux industries minières et pétrochimiques » rend cet objectif difficile à atteindre. L'appel à la grève générale, pour lundi, a été repoussé, mais la situation sociale demeure extrêmement tendue. On ignore notamment quelle sera la réaction des mineurs après la décision,

lundi, de la Cour suprême de condamner, à dix-huit ans de prison, le très controversé dirigeant syndical Miron Cozma, organisateur de la marche de janvier et des sanglantes « minériades » de 1990 et 1991.



s'organiser et de descendre à Bucarest quand bon leur semble. Leur dernière tentative de janvier peut se répéter à tout moment. »

Pourtant, l'aventure de la marche forcée vers Bucarest s'est plutôt mal terminée pour les gueules noires. Leur grève illégale leur a coûté un mois de salaire et ils ne semblent guère disposés à répondre massivement à un nouvel appel à la grève. Une grève annon-

cée par Miron Cozma pour le 15 février a finalement été repoussée grâce aux négociations que le gouvernement a ouvertes avec le syndicat des mineurs à la fin de la semaine dernière. L'augmentation de salaire de 35 % demandée par Miron Cozma a finalement été refusée par les autorités.

Cette année, la Roumanie ne peut pas se permettre un déficit budgétaire dépassant 2 % du PIB.

La déléguée du Fonds monétaire international, présente à Bucarest depuis samedi, conditionne le prêt de 540 millions de dollars (475 millions d'euros) - demandé par la Roumanie - à une extrême rigueur budgétaire. Le prêt du FMI est indispensable pour éviter l'incapacité de paiement de la dette extérieure dont le service s'élève cette année à environ 2,8 milliards de dollars. En conclusion, les mineurs sont invités à baisser le ton. C'est ce à quoi une autre grande centrale syndicale, CNSRL-Pratia, s'est résolue, en annulant une grève générale prévue pour lundi, afin de permettre aux autorités d'achever les négociations avec le FMI.

RELANCER LES INVESTISSEMENTS

Pour éviter un scénario catastrophique, le Parlement a voté la semaine dernière la loi sur les régions défavorisées qui devrait permettre une relance des investissements dans la vallée du Jiu. Ce nouveau cadre juridique s'avère plutôt alléchant en raison des nombreux avantages fiscaux offerts aux sociétés qui envisagent de s'implanter dans cette zone. Reste à savoir si la vallée du Jiu rassure les futurs investisseurs. Rien n'est moins sûr depuis janvier. « Cette loi aurait dû être votée il y a deux ans, quand les mineurs ont été invités à quitter les

mines », affirme Valeriu Butulescu,

porte-parole de la Compagnie nationale de la houille. « On ne crée pas des emplois du jour au lendemain. »

L'exploitation de la houille dans la vallée du Jiu est en elle-même une opération sociale. Si, dans les années 80, l'industrie Roumaine consommait 20 000 mégawatts par heure, aujourd'hui elle se limite à 6 000 mégawatts dont seulement 6 % sont produits à base de houille. En 1998, la production de la vallée du Jiu s'élevait à peine à 3 millions de tonnes et la même quantité est prévue pour cette année. « En fin de compte, explique Valeriu Butulescu, l'Etat pourrait se passer de cette houille dont la qualité baisse et le prix augmente. Mais on n'envoie pas des dizaines de milliers de gens se promener dans la nature sans leur proposer quelque chose en échange. »

En ce moment, il est impératif de rentabiliser ce secteur économique. Certes, on ne peut pas assurer du travail à tous les mineurs mais on peut faire fonctionner les mines de façon rentable. Les négociations avec les syndicats avancent bien jusqu'au moment où Miron Cozma est sorti de prison. Depuis, on a vécu dans une sorte de conflit permanent. » Lundi, la Cour suprême a condamné l'immatriculé leader à dix-huit ans de prison...

Mirel Bran

Miron Cozma condamné à dix-huit ans de prison

VALLÉE DU JIU (Roumanie)

de notre envoyé spécial

Quelques centaines de mineurs ont occupé, lundi soir 15 février, le parvis de la Compagnie nationale de la houille de Petrosani, dans la vallée du Jiu, pour manifester leur solidarité avec leur leader, Miron Cozma, venu d'être condamné par la Cour suprême à dix-huit ans de prison ferme pour la descente violente des « gueules noires » qu'il avait orchestrée dans la capitale roumaine en septembre 1991, une action qui avait entraîné à l'époque la démission du gouvernement de Petre Roman.

Condamné pour « avoir sapé l'autorité de l'Etat » et « détention illégale d'armes », selon des sources judiciaires, Miron Cozma est en outre privé de ses droits civiques pendant sept ans et interdit de séjour à Bucarest et à Petro-

sani, son fief, pendant cinq ans. Le dirigeant des mineurs avait déjà purgé un an et demi de prison pour la descente de 1991. Relâché en 1998, il avait été aussitôt relégué à la tête des syndicats du Jiu et rejoignait pour un temps les rangs du parti d'extrême droite Romania Mare (Grande Roumanie). Il est par ailleurs poursuivi dans deux autres affaires, accusé d'agression à l'encontre d'un policier et d'un journaliste en 1994.

ARRESTATION IMMÉDIATE

Sur lui, Miron Cozma ne laissait paraître aucune inquiétude, samedi, deux jours avant la décision de la Cour suprême, traversant la ville de Petrosani sa tête flambant neuve. Pour tenter d'éviter une éventuelle condamnation, il avait programmé une grève des mi-

neurs pour lundi, mais des négociations ouvertes par le gouvernement avec son syndicat à la fin de la semaine avaient permis de repousser le conflit.

Le ministère roumain de l'intérieur a assuré, lundi, que Miron Cozma, qui n'était pas tenu d'assister à l'énoncé du verdict, serait prochainement arrêté. Son avocat a qualifié la décision de la Cour suprême de « sentence politique ». Le chef des mineurs tentera-t-il à nouveau de mobiliser les « gueules noires » contre les autorités ? Des sources locales à Petrosani affirment qu'il ne parviendrait plus à réunir une dizaine de milliers de personnes comme en janvier, mais une étrange agitation semble s'être emparée de la ville.

M. B.

Mihnea Berindei, chercheur au CNRS, spécialiste de l'Europe de l'Est « L'avenir est suspendu à la décision du FMI »

« Que pensez-vous de la peine de prison prononcée contre Miron Cozma ?

La justice a fait son travail, la question est désormais de savoir si la police fera le siège, si l'on procédera à l'arrestation de Miron Cozma, et dans quelles circonstances. On verra en outre si cette décision est complétée par la levée de l'immunité parlementaire de Vadim Tudor (le dirigeant du parti d'extrême droite Romania Mare, proche de Miron Cozma). Mais le monde politique roumain attend plutôt un miracle du Fonds monétaire international, espérant qu'il débloque un nouveau prêt, sans quoi le pays ira au dépôt de bilan. Le budget mis en avant pour 1999 est d'une grande austérité et répond aux critères du FMI mais il n'a pas encore été voté.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le rôle politique du FMI en Roumanie. Le Fonds a le choix entre miser sur l'actuel gouvernement ou provoquer des élections législatives anticipées dont l'issue serait aléatoire car Romania Mare pourrait alors entrer au gouvernement. Une partie de l'électorat indécis semble toutefois se mobiliser contre cette formation, qui, après une poussée dans les sondages, est retombée à 8 % des intentions de vote.

Le parti de Petre Roman (le président du Sénat) doit se prononcer

sur l'éventualité d'un déploiement de l'armée à endiguer cette marche. Cela a été un événement grave, révélant d'un manque d'autorité de l'Etat, d'un dysfonctionnement des institutions. Les forces de police se sont déployées de façon inadéquate et ont

été encerclées par les mineurs, un comportement qui a relevé à mon avis de la traîsou.

De même, les services d'information de l'Etat n'ont pas alerté les autorités sur ce qui se prépare dans la vallée du Jiu. Il faut savoir que l'encaissement de ces services est pour l'essentiel composé d'anciens officiers de la Sécurité (la police secrète de l'époque Ceausescu). Dans la police - et non pas dans l'armée -, il existe une sympathie pour Romania Mare, tirée d'une nostalgie pour le national-communisme. Les mineurs sont fortement infiltrés. Après les grèves de 1977, le régime (communiste) avait quasiment détruit cette région par la Sécurité.

« Mais qui aurait intérêt aujourd'hui à ce genre de déstabilisation ?

Avant la marche des mineurs en janvier, un programme de restructuration des mines avait été annoncé. Des parts entières de l'économie roumaine (près de 20 % du PIB) fonctionnent à perte, recevant d'importantes subventions. Les restructurations menacent des intérêts précis, ceux de l'ancienne noblesse, une classe représentée aujourd'hui par des partis politiques tels que celui de Ion Iliescu (l'ancien président) et Romania Mare. Nous avons en réalité affaire à un système de type maïeutique. En Roumanie, le poids de la mafia liée aux industries minières et pétrochimiques reste immense. »

Propos recueillis par
Natalie Nougaïredé

La Russie optimiste sur un accord au Kosovo

LE DÉPLOIEMENT éventuel

d'une force armée internationale au Kosovo ne pourra se faire qu'avec l'accord de Belgrade, a souligné, lundi 15 février à Rambovill, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov.

« Pour le moment, la première tâche

est de parvenir à un règlement politique. En ce qui concerne le soutien international à l'application de cet accord, cette question doit être décidée avec Belgrade, avec la direction du pays souverain », c'est-à-dire la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), a déclaré M. Ivanov.

Le chef de la diplomatie russe voulait d'abord deux heures de discussion avec la délégation de Belgrade et avec celle des Albanais du Kosovo. Jusqu'à présent, Belgrade

s'est déclaré hostile à tout déploiement de troupes sur son territoire pour faire appliquer un éventuel accord sur le Kosovo. La communauté internationale prévoit le déploiement d'une force de 30 000 hommes, majoritairement européens.

SOLUTION POLITIQUE

« J'ai la conviction que les deux délégations réalisent l'importance du moment, a déclaré M. Ivanov après ses entretiens. Je crois qu'elles vont travailler de manière constructive et que, dans la semaine qui reste, elles parviendront à un accord sur les questions politiques qui restent à régler. (...) Il n'y a pas de solution militaire à ce problème, mais unique-ment une solution politique. (...) Tous

les membres du Groupe de contact [Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, France et Russie] soutiennent activement ce type de solution. »

Par ailleurs, au Monténégro, un mannequin à l'effigie de Slobodan Milosevic a été brûlé, dimanche 14 février, devant plusieurs milliers de personnes au carnaval de Kotor. Le mannequin avait d'abord été « jugé » sous l'accusation d'avoir « dilapidé la fortune de la maison, enfermé ses habitants, introduit des taxes pour en sortir », autant d'allusions aux griefs faits au président yougoslave par ses détracteurs. Reconnu « coupable », l'effigie a été brûlée par deux hommes vêtus de costumes traditionnels monténégrin et albanais. - (AP) -

nvelles tensions socia

Le général Olusegun Obasanjo part favori de l'élection présidentielle au Nigeria

Trois candidats se disputent la direction du géant de l'Afrique

Le scrutin présidentiel du 27 février au Nigeria devrait opposer trois candidats à la direction du pays le plus peuplé d'Afrique et que les militaires au pouvoir ont laissé ensanglanté après plus de trente ans de « règne » quasi ininterrompu.

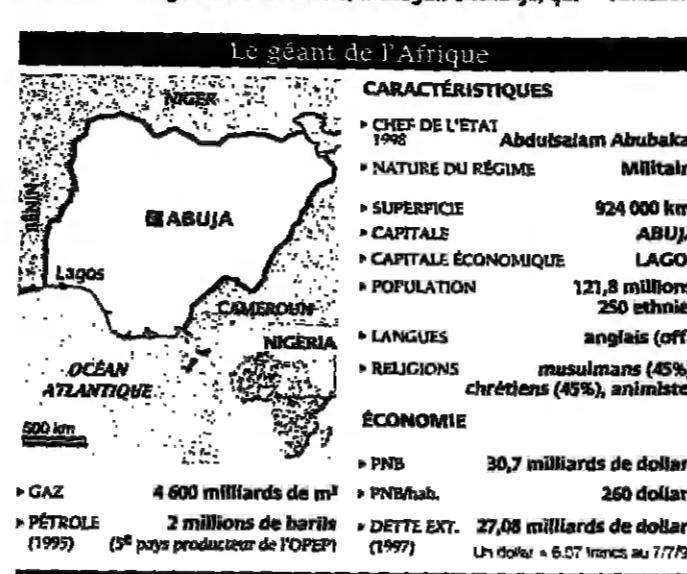
Un général à la retraite, Olusegun Obasanjo, qui fut déjà à la tête d'une junte militaire, entre 1976 et 1979, est considéré comme le favori de l'élection.

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Moins de deux semaines avant le scrutin présidentiel, prévu le 27 février, les Nigérians savent enfin le choix qui leur est proposé. Au terme d'une marche forcée d'au moins six mois qui aura vu la naissance de nombreux partis politiques, le recensement de l'électeurat et quatre scrutins, trois candidats vont se disputer la direction du plus peuplé des pays africains, un géant de 122 millions d'habitants, que ses dirigeants militaires, au pouvoir presque sans interruption depuis 1967, laissent ensanglanté. Sixième producteur mondial de pétrole, le Nigeria est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le PIB par habitant est d'environ 260 dollars (230 euros) par an, un peu plus du tiers de celui de la Côte d'Ivoire.

Le favori de cette compétition a déjà dirigé le Nigeria. De 1976 à 1979, à la tête de la retraite Obasanjo était à la tête d'une junte militaire, la seule jusqu'à présent qui ait remis le pouvoir aux civils. Le général Obasanjo a été investi, lundi 15 février, par les milliers de délégués du Parti démocratique du peuple (PDP) réunis à Jos, au centre du pays. Le PDP a déjà remporté les élections organisées dans les communautés et les Etats.

Le général Obasanjo devra affronter un ancien ministre des finances, Olu Falae, investi par l'Af-



Mais c'est bien là la seule certitude. On ne sait toujours pas si l'APP et AD seront autorisés par la commission électorale à présenter un « ticket » réunissant leurs deux candidats pour faire place au poids formidables du PDP. Au final, le tactique répond le vague des programmes. Tous les candidats se sont pour l'instant contentés de généraliser sur le retour à la prospérité qui fut celle du Nigeria dans les années 70 ou sur la nécessité d'améliorer le système éducatif.

De toute façon, le futur président du Nigeria ne sait même pas dans quel cadre constitution-

Abacha, en juin 1998, son successeur, le général Abdulsalam Abubakar ne s'est certes jamais écarté de son intention affichée de rendre le pouvoir aux civils avant le 29 mai 1999. Mais son zèle réformateur dans d'autres domaines s'est vite heurté à d'énormes pesanteurs. Qu'il s'agisse de libéraliser la distribution des produits pétroliers - afin de soulager la population victime d'une pénurie d'essence chronique - ou de lancer enfin un programme de privatisations réclamé depuis des lustres par les bailleurs de fonds multinationaux, le général Abubakar n'a pu progresser et a fini par céder devant la coalition d'officiers supérieurs, de hauts fonctionnaires et d'entrepreneurs qui a saigné à blanc le pays ces dernières années.

De plus, le retour des civils au pouvoir intervient au moment où l'effondrement des cours du pétrole entraîne tout effort de redressement des finances publiques. Certes, le FMI a repris contact avec Lagos, après des années de brouille, mais il a conditionné l'accord de nouveaux crédits et la ré-négociation de la dette à un audit du secteur pétrolier. Si cet effort de transparence a été satisfait, on mettrait à jour les circuits financiers qui ont permis à une petite minorité de s'enrichir dans des proportions considérables. Le conseiller du général Abacha pour la sécurité a détourné à lui seul 250 millions de dollars (280 millions d'euros).

Thomas Sotinel

Nombreux sont les Nigérians qui craignent que les militaires ne rendent que l'apparence du pouvoir aux civils

liance démocratique (AD), un parti essentiellement implanté en pays yoruba, au sud-ouest du Nigeria, et un quasi inconnu, Ogoniyan Onu, ancien gouverneur militaire, originaire du Sud-Est, qui portera les couleurs du Parti de tout le peuple (APP), une formation souvent décrite comme proche de la hiérarchie militaire. Etant donné que le général Obasanjo est lui-même yoruba, une certitude est au moins acquise : le prochain président nigérian sera un sudiste et le pouvoir échappera pour la première fois depuis 1979 aux élites nordistes, peules ou haoussas.

Depuis la mort du dictateur Sani il exercera son mandat. Depuis la prise du pouvoir par le général Sani Abacha en 1993, le pays vit sous le régime de l'état d'exception. Les militaires ont fait préparer une nouvelle Constitution, mais elle n'a jamais été publiée, encore moins promulguée. Elle devrait finalement entrer en vigueur après le scrutin présidentiel, et nombreux sont les Nigérians qui craignent que les militaires ne rendent que l'apparence du pouvoir aux politiciens civils, en aménageant les textes de manière à laisser intacts leurs priviléges.

Depuis la mort du dictateur Sani

Une piraterie de plus en plus brutale sévit dans les mers d'Asie

BANGKOK
de nos envoyés spéciaux

Au tournant de l'année, des pirates armés de mitrailleuses et de pistolets ont pris d'assaut le *Cheung Son*, un cargo de 20 000 tonnes, enregistré à Panama, qui se rendait de Shanghai (Chine) à Port Klang (Malaisie). Venus à bord d'une vedette rapide volée, ils ont massacré les 23 membres d'équipage, jeté les corps par-dessus bord et détourné le navire et son chargement de minerai de fer. Sept assaillants, qui ont reconnu depuis avoir assassiné les marins du navire, ont été arrêtés en Chine après la découverte d'une photo-souvenir, prise sur le pont du cargo détourné, dont on est toujours sans nouvelles.

La brutalité croissante des attaques de pirates en Asie orientale, un sous-continent bordé de dizaines de milliers d'îles et d'îlots, a figuré au centre d'une conférence sur la piraterie réunie récemment à Singapour sous l'égide de l'Organisation internationale maritime (OIM). « Je sens un certain sentiment de désespoir de l'industrie maritime à propos de ce qui peut être entrepris », constate Jeffrey Rees, le spécialiste de Scotland Yard dans ce domaine. « Actuellement, on ne pro-cède qu'à peu d'arrestations de pirates », ajoute-t-il.

192 actes de piraterie maritime ont été rapportés dans le monde en 1998, contre 247 l'année précédente et 90 seulement en 1994.

Mais ce chiffre pourrait encore augmenter, car les rapports sont lents à être transmis. Selon le Bureau international maritime (BIM) de Kuala-Lumpur, 67 marins ont été tués en 1998, contre 51 en 1997. « La croissance de l'audace et de la violence de ces crimes est évidente », estime Potengal Mundan, directeur du BIM. Près de la moitié des attaques ont lieu en Asie orientale. Dans les eaux territoriales indonésiennes, 59 actes de piraterie - record mondial - ont été rapportés en 1998, contre 47 en 1997. Un cargo japonais, le *Tenyu*, qui transportait pour 12 millions de francs (1,8 million d'euros) de lingots d'aluminium, et son « équipage » indonésien, sont actuellement retenus dans le port chinois de Zhanjiang (ex-Port-Bayard). Les treize marins chinois et les deux Coréens qui constituent, à l'origine, l'équipage de ce tanker sont présumés morts. Le *Tenyu* avait été détourné dans le détroit de Malacca, à quelque 3 000 kilomètres plus au sud.

TENUES DE CAMOUFLAGE ET M-16

La crise économique a peut-être donné un coup de foudre à la piraterie dans la région. Le BIM n'en constate pas moins que ses auteurs sont organisés en gangs agressifs et armés. Début 1998, à la lisière méridionale de la mer de Chine du Sud, des tankers ont été attaqués par des hommes « vêtus d'uniformes de camouflage et armés de M-16 », fusils d'assaut de fabrication américaine. Le long de

la côte méridionale chinoise, des cargos ont été arraisonnés par des hommes en uniforme qui les ont contraints à gagner des ports voisins où les cargaisons ont été débarquées. « Ce n'est pas la première fois que des ports du sud de la Chine sont utilisés pour mettre à l'abri des bateaux détournés », avait déjà averti, voilà un an, le BIM.

Un manque de coordination et d'expertise explique en partie le peu de succès de la lutte contre les pirates. « La meilleure chance de résoudre un crime est dans les vingt-quatre heures qui suivent les faits, et il n'est pas bon d'envoyer des instructions d'en haut qui n'atteindront pas les gens chargés du travail que dans un délai de trois semaines », estime le superintendant Rees, à Singapour.

Les enquêtes menées par les gardes-côtes de certains pays sont souvent trop lentes. Le superintendant Rees pense que la création d'une seule agence régionale serait déjà un progrès. En outre, les faits mineurs de piraterie (navires de plaisance, petits cargos) sont rarement rapportés. « Ils peuvent perdre quelques centaines de dollars mais, s'ils font un rapport à la police, leur bateau doit demeurer au port et le coût est alors plus élevé que les pertes dues aux pirates », rapporte Noel Choong, administrateur de la section régionale du BIM.

En avril 1998, tout contact a été perdu avec le *Petro Ranger*, un tanker qui transportait

L'impasse sur le désarmement bloque la paix en Ulster

BELFAST. Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, qui était reçu, lundi 15 février, par Lionel Jospin, a souligné que le désarmement de l'IRA ne constitue pas une « précondition » à la mise en place des nouvelles institutions politiques autonomes de l'Irlande du Nord. La province britannique doit en principe s'autogouverner d'ici au 10 mars (comme le prévoit l'accord de paix d'avril 1998). Londres déléguera une partie de ses pouvoirs d'administration à Belfast. Les parlementaires nord-irlandais ont commencé, lundi, à élaborer le cadre du futur exécutif local. Soumis à la pression des « ultras » de son parti, le premier ministre unioniste (protestant), David Trimble, refuse d'intégrer le Sinn Féin tant que sa branche armée, l'IRA, n'aura pas rendu ses armes.

Boris Eltsine promet d'aider les anciens combattants d'Afghanistan

MOSCOU. Le président russe Boris Eltsine a marqué, lundi 15 février, le 10e anniversaire de la fin du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en saluant les anciens combattants de cette guerre. « Le gouvernement fait et fera tout le nécessaire pour les anciens d'Afghanistan et pour les familles des victimes », a-t-il affirmé. Les derniers soldats soviétiques avaient quitté l'Afghanistan le 15 février 1989, dix ans après le début de l'intervention de l'Armée rouge. Ce conflit aurait fait 15 000 morts dans les rangs soviétiques et un million de morts parmi la population afghane. Boris Gromov, dernier commandant des unités soviétiques d'Afghanistan, a reproché vendredi au pouvoir russe de négliger les 25 000 invalides de la guerre, dont les maigres pensions ont été largement entamées par l'inflation. - (Reuters.)

DÉPÈCHES

■ AFGHANISTAN : Oussama Ben Laden est « peut-être » encore en Afghanistan, a déclaré le chef de la milice afghane des talibans, le molââb Omar, cité, lundi 15 février, par le quotidien arabe *Al-Hayat*.

■ « Il a quitté son lieu de résidence à Kandahar il y a quelques jours sans nous dire où il se rendait. Il se cache quelque part, peut-être à l'intérieur du territoire afghan. » a indiqué le chef de la milice fondamentaliste au pouvoir à Kaboul. - (APR)

■ CUBA : les trafiquants de drogue affronteront le poteau d'exécution à Cuba à partir lundi 15 février le président Fidel Castro. Le procureur général Juan Escalona a été chargé de présenter lundi le projet de loi qui rend la peine capitale aux gros trafiquants de drogue. - (APR)

■ ERITHREE-ÉTHIOPIE : des échanges d'artillerie entre les armées de ces deux pays en guerre ont eu lieu, lundi 15 février, dans la région du front est d'Assab, l'un des deux ports érythréens sur la mer Rouge à 50 km au sud-est d'Assmara. - (APR)

■ ÉTATS-UNIS : Washington et Mexico ont affirmé, lundi 15 février, leur volonté d'accentuer leur croisade contre la drogue et d'approfondir leurs relations dans plusieurs autres domaines, à l'occasion d'une visite de 24 heures du président Bill Clinton au Mexique. Le président américain a laissé entendre qu'il renouvelerait d'ici deux semaines le « certificat de bonne conduite » du Mexique dans la lutte contre la drogue, malgré le net scepticisme du Congrès américain sur les résultats obtenus par les autorités mexicaines dans ce domaine. Cette certification conditionne l'octroi d'une partie de l'aide économique américaine. - (APR)

■ IRAK : la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a promis, lundi 15 février, « une réaction rapide et sûre » de l'aviation américaine contre des objectifs irakiens au cas où Bagdad s'en prendrait aux forces américaines ou à ses voisins du Golfe. Le président irakien Saddam Hussein a menacé d'attaquer les bases en Arabie saoudite et au Koweït, d'où décollent les avions qui frappent l'Irak. - (APR)

■ JAPON : l'économie se trouve toujours plongée dans une crise profonde, en dépit de l'apparition de certains signes encourageants, estimé l'Agence de planification économique (EPA) et la Banque du Japon (BOJ) dans leurs rapports mensuels publiés simultanément, mardi 16 février. L'agence décèle « une intensification des indices de changements à venir », alors que la banque parle d'une « modération » dans le rythme de la dégradation de l'économie, grâce à l'investissement public. Mais les deux institutions notent également la chute de la profitabilité des entreprises, la dégradation du marché de l'emploi, la baisse de l'investissement et l'affaiblissement récent des exportations. - (APR)

■ VATICAN : Mgr George Carey, archevêque de Cantorbéry et primat de la Communion anglicane (70 millions de fidèles dans le monde), a été reçu samedi 13 février par le pape. Contrairement à la précédente rencontre de décembre 1996, il n'y a eu ni déclaration ni célébration communes. Mgr Carey venait inaugurer les nouvelles installations du Centre anglican de Rome. Une rencontre entre évêques anglicans et catholiques pourrait avoir lieu, révèle *La Croix* du 16 février, en mai 2000 au Canada. - (APR)

La journaliste dissidente chinoise

Gao Yu libérée pour raisons médicales

PÉKIN. La journaliste dissidente chinoise Gao Yu, qui a été libérée lundi pour raisons médicales, n'avait plus que sept mois à attendre avant le terme normal de sa peine (Le Monde du 16 février). Gao Yu, cinquante-cinq ans, avait été arrêtée en octobre 1993 et condamnée un an plus tard à six ans de prison pour avoir « divulgué des secrets d'Etat » à l'étranger, alors qu'elle travaillait pour les journaux de Hongkong *Mirror Monthly* et *Chinese Overseas Daily*. Elle figurait sur la liste des prisonniers dont Bill Clinton demande régulièrement la libération. Gao Yu a d'ailleurs été libérée deux semaines avant la visite en Chine de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Les observateurs remarquent également que son élargissement intervient à l'approche de la session annuelle de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. - (APR)

SANS TRANSITION

www.guignols.cplus.fr

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

SÉCURITÉ SOCIALE Les mauvais résultats de l'assurance-maladie, dont les dépenses ont de nouveau dérivé en 1998, relancent le débat sur la place des assureurs pri-

vés dans la gestion de ce risque. Le contexte européen encourage les assureurs à revenir à la charge, la plupart d'entre eux n'ayant en vue, à ce jour, que la couverture complémentaire.

● UNE VINGTAINE de projets ont été déposés devant le Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins, venant de la mutualité, de caisses d'assurances-maladie et de

sociétés d'assurances. Seul celui de la Mutualité sociale agricole, auquel Groupama est associé, a reçu l'agrément du ministère. ● LA CAISSE NATIONALE d'assurance-maladie a pu-

blé, mardi 16 février, les chiffres des dépenses de santé en 1998, qui ont augmenté de 4,3 %, soit un dépassement de 8,4 milliards de francs (1,28 milliard d'euros).

Les compagnies privées se posent en partenaires de l'assurance-maladie

Les nouvelles règles de concurrence entre organismes mutualistes et commerciaux encouragent ces derniers à relancer leur politique de pénétration sur un secteur réglementé, en France, par l'Etat. Seul Axa, cependant, propose de mettre fin au monopole de la Sécurité sociale

À CHAQUE DÉRAPAGE des dépenses de santé, la question revient avec insistance : les assureurs seraient-ils des gestionnaires plus rigoureux que la Sécurité sociale, et n'est-il pas temps d'introduire une dose de concurrence dans le système, comme l'ont fait les Pays-Bas et, plus récemment, l'Allemagne ? La publication des mauvais résultats 1998 de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, mardi 16 février (lire ci-dessous), va relancer le débat, même si Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a déjà rejeté la demande de certains assureurs – encore minoritaires dans la profession – d'expérimenter une mise en concurrence de la « Sécu » avec les organismes complémentaires privés pour l'ensemble de la couverture maladie.

Depuis cinquante ans, le système de protection sociale vit une forme de « Yalta » social. Les grands régimes d'assurance-maladie (salariés, indépendants, agriculteurs...), placés de fait sous la tutelle de l'Etat, ont le monopole de la couverture de base ; en 1997, ils finaient 74 % de la consommation médicale (soit 72,5 milliards de francs). De leur côté, les mutuelles, les assurances et les institutions de prévoyance prennent en charge 12 % de ces dé-

penses dans le cadre de contrats individuels ou de groupe (entreprise). Ainsi, il en reste 14 % à la charge des ménages. C'est dire si, en dehors de la couverture de base, le marché de la complémentaire reste attractif. Ces vingt dernières années, les parts du marché de la santé sont restées relativement stables, malgré le recul de la Sécurité sociale, qui rembourse 76,5 % des dépenses de médecine libérale et hospitalière en 1998. Si le volume des remboursements des compagnies d'assurances reste modeste (22 milliards de francs), la progression de la consommation médicale a créé un vrai marché de l'assurance-santé, et les assureurs ne veulent plus se contenter d'être des payeurs aveugles. « Ils ont un rôle croissant à jouer dans le domaine de la santé, en améliorant la qualité des services offerts et en s'étendant à d'autres catégories de la population par l'intermédiaire de la couverture maladie universelle », a souligné le président de l'AGF, Antoine Jeancourt-Gallignani, vendredi 12 février, en présentant la « plate-forme » protocolaire d'accord dans lequel les signataires sont d'accord sur la « nécessité d'une réorganisation du système de soins » (Le Monde du 11 février).

Si les organismes payeurs pou-

ssent dans le cadre de contrats individuels ou de groupe (entreprise). Ainsi, il en reste 14 % à la charge des ménages. C'est dire si, en dehors de la couverture de base, le marché de la complémentaire reste attractif.

● UNE VINGTAINE de projets ont été déposés devant le Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins, venant de la mutualité, de caisses d'assurances-maladie et de

caissons, ils doivent peser, en amont, sur les consommateurs et les professionnels de santé, un rôle jusqu'à présent monopolisé – et mal assuré – par les organismes de Sécurité sociale.

PARI HASARDUX

« Le système est libéré dans son aspect médical, soviétique pour ce qui concerne la « Sécu », » analyse Patrick Peugeot, PDG de la Mondiale, en novembre, lors du Forum économique-santé des Echos. Pour autant, peu de responsables de l'assurance souhaitent, dans l'immédiat, se substituer aux régimes obligatoires pour gérer au premier franc, une « révolution » que Claude Bébérard, président d'Axa, souhaite expérimenté. Il vient de proposer à la CNAMTS de gérer la couverture santé de toute une population affiliée à une caisse primaire et, en contrepartie, de laisser une autre caisse du régime général gérer l'ensemble des prestations d'assurance-maladie.

Il reste à savoir si une concurrence serait bénéfique en termes d'efficacité économique, de qualité des soins et de justice sociale. Sur ce point, les exemples étrangers montrent que le pari est loin d'être gagné d'avance, conclut une étude du Centre de recherche, d'étude et

de documentation en économie de la santé (Credes), réalisée à la demande du gouvernement dans plusieurs pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne). Dans ces deux derniers pays, soulignent ses auteurs, les caisses misées en concurrence ne se sont pas transformées en véritables acheteurs de soins. Et les risques d'« écrémage » des mauvais risques par certains organismes, notamment en Hollande, ont conduit le gouvernement à prendre des mesures pour éviter de tels dérapages.

Malgré le caractère peu convaincant des exemples étrangers et les obstacles culturels et politiques existant en France, les compagnies d'assurances bénéficient d'un environnement européen favorable. Les directives de 1992 sur l'assurance tendent en effet à banaliser l'activité des mutuelles 1945 (sans but lucratif) et à leur imposer des règles de gestion les rapprochant des compagnies d'assurances. Le gouvernement a demandé à Michel Rocard de trouver les voies et les moyens de sauver la spécificité des mutuelles sans contrevenir aux règles de Bruxelles. L'ancien premier ministre doit remettre ses conclusions à Lionel Jospin dans quelques semaines.

Jean-Michel Bezat

Pour les assureurs, un marché à conquérir

EN QUÊTE de nouveaux marchés, les assureurs s'intéressent de près à l'assurance-santé. Dans le contexte de désengagement croissant de la Sécurité sociale, l'assurance complémentaire prend une part de plus en plus large. Tous organismes confondus, cette part se situe à 12 % des dépenses totales de soins en 1997. Ce marché reste dominé par les mutuelles (relevant du code de la mutualité, comme la Mutualité française) et les institutions de prévoyance, mais les compagnies d'assurances ne veulent pas être absentes. Leur place est aujourd'hui modeste (3,1 % des prestations santé totales versées en 1997, soit 22 milliards de francs), mais elle tend à augmenter. C'est pourquoi les assureurs ont milité pour le projet de couverture maladie universelle.

Les AGF sont parties du constat que « tous les produits se ressemblent et n'ont pas de valeur ajoutée sur la santé elle-même », explique Mariane Binst, directrice des filières de soins aux AGF. La compagnie d'assurances a lancé un nouveau service qui vise à proposer à ses deux millions d'assurés (à titre individuel et collectif) une analyse précise de son devis, dans un délai maximum de 48 heures, en matière de soins dentaires et d'optique, secteur largement vacant par la Sécurité sociale et où les assureurs sont les premiers payeurs. En moyenne, « nous obtenons une baisse des prix de l'ordre de 20 % », précise Mme Binst. A titre d'exemple, les prothèses dentaires sont financées à 10 % par la Sé-

curité sociale, 40 % par les complémentaires, et le soi-disant 50 %, reste à la charge des ménages. Les AGF testent ce service depuis neuf mois auprès des 120 000 clients d'Athéna, leur filiale.

« Nous essayons d'enrichir notre métier en nous préoccupant de la santé »

AXA développe également un service de plate-forme téléphonique depuis cet été auprès de 80 000 de ses assurés, qui sont trois millions en tout. La CNP a elle aussi lancé un projet d'expérimentation il y a deux ans, sur une population de 30 000 personnes, via une filiale à 100 %, Gestion Conseil Carrés bleus, et compte étendre ce projet. Les AGF veulent aller plus loin. « La deuxième étape consiste à mettre en place des réseaux agréés d'opticiens et de dentistes ayant une offre très compétitive pour nos clients en termes de prix et de qualité », souligne Mme Binst. Cela fonctionnerait sur le même mode que les réseaux de garagistes agréés. Et les AGF pourraient appliquer ce système aux hôpitaux, cliniques, pharmacies, médecins de ville... « Nous essayons d'enrichir notre métier d'assureur santé, priori-

taire en contenu, en nous préoccupant de la santé », confie Mme Binst.

Pour l'heure, les assureurs choisissent plutôt cette voie, la préférant à celle ouverte par l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise médicalisée des réseaux de soins, qui permet des expérimentations en filières de soins. Au total, une vingtaine de projets ont été déposés devant le Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins, présidé par Raymond Soube, venant de la mutualité, de caisses d'assurances-maladie, de sociétés d'assurances... Il émet un avis consultatif, puis le ministère de la santé se réserve le droit d'approuver, ou de refuser, les projets. Pour l'heure, les agréments se font au compte-gouttes. Un seul projet avait reçu, en début d'année, l'agrément du ministère des affaires sociales, celui de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, auquel Groupama est associé. Martine Aubry semble assez réticente à l'offensive des assureurs, et notamment celle d'AXA, dont le projet, contrairement aux autres, est d'obtenir une délégation de gestion de la part du régime de base.

Certes, les assureurs visent la rentabilité. C'est pour eux un gage d'efficacité, plaident-ils. Contrairement à la santé publique, où la dimension politique a souvent un grand rôle, « le fait d'être un payeur est un levier d'action », affirme Mme Binst.

Pascale Santi

CEUX qui ont la religion de la Sécurité sociale le condamneront pour apostasie. Certains de ses amis socialistes interpréteront son ralliement au régime libéral Claude Bébérard, président du groupe Axa, comme une sorte de trahison des idéaux de

PORTRAIT

En ouvrant ses portes à cet énarque de gauche adepte de la rigueur, Claude Bébérard a choisi plus qu'une compétence : un symbole

gauche. François Mercereau doit sourire de ces anathèmes. En devenant directeur du pôle santé du numéro un français de l'assurance, cet écharqué de cinquante ans, dont Pierre Bérégovoy avait fait, en 1983, directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales – poste qu'il avait quitté en 1987, sous la première cohabitation –, poursuit dans le privé ce qu'il cherchait dans le public : une amélioration de l'efficacité et de la qualité du système de soins. En un mot, la rigueur.

Pour porter son projet de « sécurités sociales privées », dans lequel les compagnies d'assurances seraient mises en concurrence avec la Sécurité sociale pour gérer l'ensemble de la couverture maladie des assurés, le patron du groupe Axa est allé chercher non pas un assureur, mais un homme « tombé dans la « Sécu » » dès sa sortie de l'ENA, en 1973. Inspecteur général des affaires sociales, conseiller des ministres des affaires sociales sous Nicole Questiaux et Pierre Bérégovoy, entre 1981 et 1983, il incarne tout le contraire des conceptions

des débuts de la gauche au pouvoir. Il n'est pas étonnant que M. Bérégovoy, partisan de la rigueur dans la gestion de la protection sociale, l'ait nommé directeur de la Sécurité sociale en 1983. Il sera remercié par Philippe Ségurin en janvier 1987.

Après un passage dans la prévoyance-retraite, M. Mercereau réintègre le giron du public pour diriger le cabinet de Jean-Louis Bianco, d'abord au ministère des affaires sociales (1991-1992), puis à celui de l'équipement (1992-1993). La gauche étant écartée du pouvoir par les élections législatives de mars 1993, il retourne dans le privé et devient, en 1994, responsable des assurances du groupe aux AGF. En juin 1998, il s'était porté candidat à la succession de Bertrand Fragonard, le directeur démissionnaire de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), mais le gouvernement lui préfère Gilles Johanet.

D'autres anciens responsables de la Sécurité sociale ont fait un passage plus ou moins convaincant chez les assureurs : Dominique Coudreau, conseiller de Raymond Barre à Matignon, puis directeur de la CNAMTS (1979-1989), a été chargé d'une réflexion stratégique sur la santé à l'UAP (1990-1993) ; Jean-François Chadelat, conseiller de Philippe Ségurin au ministère des affaires sociales en 1987, puis directeur de l'Acooss, la « banque » de la Sécurité sociale, a été à la tête du pôle « innovation santé » d'Axa entre 1990 et 1993. Mais ces hommes avaient servi des gouvernements de droite, alors que M. Mercereau a longtemps été marqué à gauche. En lui ouvrant les portes d'Axa, M. Bébérard a choisi plus qu'une compétence : un symbole.

J.-M. B.

Les dépenses du régime général en hausse de 4,3 % en 1998

LES DÉPENSES de la branche maladie du régime général ont progressé de 4,3 % en 1998, selon les données provisoires publiées, mardi 16 février, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS),

pour le régime des salariés et à 9,1 milliards pour l'ensemble des régimes. Ces mauvais résultats s'expliquent par l'augmentation brusque et massive des remboursements entre janvier et mai, et par leur maintien à un niveau élevé au second semestre. Résultat : une progression de 6,3 % (5,8 % tous régimes), alors que le plafond de dépenses était fixé à 2,6 %. Les honoraires médicaux et dentaires remboursés par les caisses progressent de 3,7 % (4,2 % pour les généralistes, 3,3 % pour les spécialistes).

RENUREMENT DES CONTRÔLES

En revanche, indique la CNAMTS, « aucune baisse significative n'a été constatée pour les remboursements de prescriptions et de versements d'indemnités journalières », dont l'acroissement sur l'année 1998 a été respectivement de 8,1 % et 7 %. Le poste « médicaments » a été particulièrement dynamique, en partie parce que les médecins hospitaliers ont prescrit des produits que les assurés ont

achetés en ville et que des médicaments très coûteux comme les antirétroviraux (traitement du sida) peuvent être prescrits par les praticiens libéraux depuis 1997. Enfin, les dépenses de transports sanitaires progressent de 8,9 %.

Cette dévise n'est pas une surprise pour les pouvoirs publics. Elle a poussé Mme Aubry à annoncer un renforcement des contrôles sur certaines catégories de praticiens (cardiologues, ophtalmologues, biologistes, cliniques) et un réexamen systématique de tous les médicaments avec, pour critère d'évaluation, le « service médical rendu » (Le Monde daté 14-15 février). Toutefois, la ministre de la solidarité a décidé de ne pas infliger de sanctions financières aux médecins libéraux pour les dépassements d'objectif en 1998. Moins par manœuvrerie que par impossibilité de faire fonctionner le système de reversement d'honoraires inscrit dans le « plan Juppé » de réforme de la « Sécu ».

J.-M. B.

Y'A PAAAAS DE METHODE !

www.guignols.cplus.fr

Au Palais du Luxembourg, l'opposition contre-attaque sur la réforme du mode de scrutin sénatorial

Les groupes de droite du Sénat ont présenté leurs propres propositions

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), et les présidents des trois groupes de la majorité sénatoriale (RPR, centristes et Républicains et indépendants) ont présenté, mardi 16 février, leurs propositions pour réformer le mode d'élection des sénateurs. Ils répliquent ainsi au projet

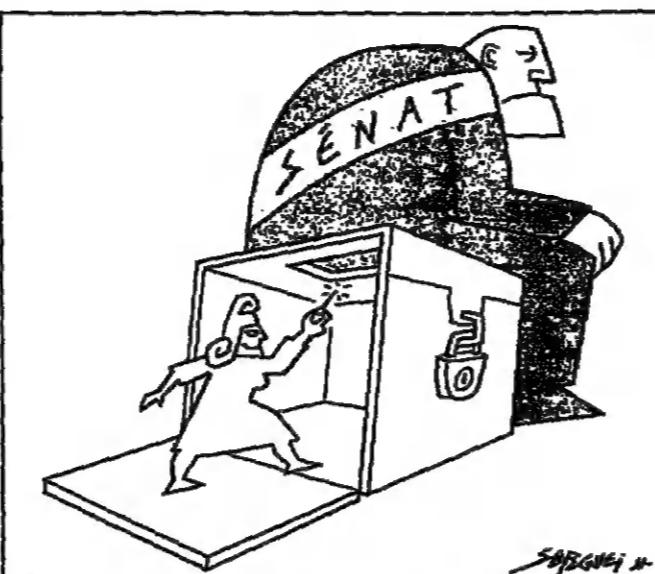
dépendants) ont présenté, mardi 16 février, leurs propositions pour réformer le mode d'élection des sénateurs. Ils répliquent ainsi au projet

de réforme que le gouvernement entend présenter en conseil des ministres le 10 mars et au Sénat début juin.

ACCUSÉE de « ringardisme » pour avoir mis en pièce le projet de loi constitutionnelle sur la parité lors de son examen en première lecture, le 26 janvier, le Sénat s'est efforcé de colmater les brèches qu'il avait ouvertes le premier ministre sur un autre front, en avril 1998, lorsqu'il avait qualifié le mode de scrutin sénatorial d'« anomalie dans les démocraties ». La conférence de presse qui devait réunir sur ce sujet, mardi 16 février en fin de matinée au Palais du Luxembourg, les trois présidents de groupes de la droite - Henri de Raincourt (Républicains et indépendants), Josselin de Rohan (RPR) et Jean Arthuis (Union centriste) - autour du président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), était avant tout destinée à adresser un message d'ouverture.

Le moment choisi n'est pas le fruit du hasard. Mardi après-midi, les députés devaient en effet examiner en deuxième lecture le texte sur la parité. Au son de contentieux tout bien que mal de nouvelles critiques contre le Sénat, s'ajoute la nécessité de ne pas laisser la « main » au gouvernement sur la question du mode de scrutin. Le premier ministre a en effet décidé, sur ce sujet, de passer à l'offensive (*Le Monde* du 30 janvier). Le gouvernement vient de confirmer que le projet de loi réformant le mode de scrutin sénatorial en préparation sera examiné le 10 mars en conseil des ministres et devrait être soumis, en première lecture au Sénat, au début du mois de juin.

Ce texte vise à corriger la surreprésentation des zones rurales qui favorise la droite, structurellement



majoritaire au Palais du Luxembourg. Sans revenir sur le nombre global de sénateurs, la durée de leur mandat et leur renouvellement par tiers, qui n'aurait pu être modifiés que par une loi organique nécessitant l'accord des deux-tiers, le projet de loi ordinaire que s'apprête à déposer le gouvernement élargit le champ d'application du scrutin proportionnel aux départements comptant au moins trois sièges de sénateurs (au lieu de cinq actuellement), ce qui permettrait à 211 le nombre de sénateurs élus à la proportionnelle (au lieu de 98 actuellement) ; en outre, le texte atténue la prédominance des délégués des petites communes dans le collège des grands électeurs sénatoriaux, en accordant un poste de grand électeur par

tranche de 500 habitants, quelle soit la taille de la commune. La droite sénatoriale devait contre-attaquer, mardi, en présentant deux propositions de loi co-signées par ses trois présidents de groupe. L'une, organique, propose d'abaisser de trente-cinq à vingt-cinq ans l'âge d'éligibilité des sénateurs, afin de l'aligner sur le droit commun, applicable, notamment, aux mandats de députés ou de membres du Parlement européen.

UN ACTE DE GUERRE Le second texte - une proposition de loi ordinaire modifiant le mode d'élection des sénateurs - est beaucoup plus prudent que le projet gouvernemental. La proportionnelle ne serait étendue

qu'aux départements comptant au moins quatre sièges (soit 134 sénateurs) ; et le texte maintient le statu quo sur la composition du collège électoral, pour la désignation des représentants des communes de moins de 9 000 habitants. La droite sénatoriale se contente d'abaisser de 30 000 à 9 000 habitants le seuil de population à partir duquel les communes peuvent élire des délégués supplémentaires, à raison d'un délégué pour 700 habitants (contre 1 000 actuellement).

L'exposé des motifs de ce texte insiste, d'emblée, sur la nécessité de préserver un « bicamérisme différencié », le Sénat étant chargé de la « représentation spécifique des collectivités territoriales ». Pour demeurer pleinement représentatif, le Sénat doit émaner clairement sa capacité de « s'auto-reformer, pour mieux remplir encore son indispensable mission constitutionnelle ».

Les sénateurs ont reçu, mardi matin sur RTL, le soutien de Claude Goasguen. Le porte-parole de Démocratie libérale a qualifié la réforme du mode de scrutin sénatorial d'« acte de guerre à l'égard du Sénat ». Si [le premier ministre] avait voulu que le texte sur la parité ne passe pas, il n'aurait pas fait autrement », a ajouté le député de Paris, en soutenant Lionel Jospin d'« arrière-pensée électorale ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Le projet de budget de la région Aquitaine a été repoussé

BORDEAUX
de notre correspondante

Le président du conseil régional d'Aquitaine, le socialiste Alain Rousset, n'a pas trouvé de majorité pour adopter le budget primitif de la région pour 1999. Après vingt heures de débat, mardi 16 février au matin, tous les élus de l'opposition - les 28 conseillers de droite, les 9 de l'extrême droite et les 8 élus de Chasse, pêche, nature et tradition (CPNT) - ont joint leurs voix pour rejeter le projet de budget, la gauche restant minoritaire avec 40 élus sur 85. Reste au nouvel exercice, s'il souhaite adopter ce budget en l'état, à utiliser la loi dite « 49-3 », remaniée en janvier 1998. Ce recours, écarté jusqu'à l'ouverture des débats, laisse M. Rousset amer. Ses tentatives de dialogue et les concessions consenties n'auront pas suffi.

Depuis novembre, M. Rousset a critiqué la « mauvaise foi » du budget 1998 établi par son prédécesseur, Jacques Valade : des recettes aléatoires et des dépenses

sous-estimées ont entraîné un « trou » de trésorerie estimé à plus de 300 millions de francs (45,73 millions d'euros). Une lettre de la chambre régionale des comptes lui a donné partiellement raison (*Le Monde* du 2 février). En plus d'un emprunt de 200 millions de francs (30,49 millions d'euros) en décembre 1998, le nouveau président de la région envisageait une augmentation importante de la fiscalité directe (de 25 %) pour combler ce « décalage budgétaire ».

« Alain Rousset a transformé ce problème de trésorerie en harcèlement médiatique ; il s'est arc-bouté et a braqué tout le monde », lâche un élus UDF. Le nouveau président espérait obtenir l'abstention d'une partie au moins de l'UDF. C'était oublier l'Alliance, même ternie, entre RPR et UDF. Et, surtout, le poids de François Bayrou, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Le tête de liste UDF aux élections européennes ne voulait pas qu'on lui reprochât une nouvelle fois, d'avoir contri-

bué à faire le jeu de la gauche, quelques semaines après l'élection régionale en Rhône-Alpes. La grande surprise est venue des « Chasseurs », dont l'abstention semblait probable. Mais, là encore, l'approche des élections européennes a modifié la donne : le président du groupe, Jean Saint-Josse, qui pourrait conduire une liste à l'occasion de ce scrutin, entendait bien se distinguer de la gauche « plurielle ».

Claudia Courtois

Bercy tente d'apaiser les craintes syndicales sur la réforme de l'administration fiscale

LE MINISTÈRE des finances a pris la mesure du mécontentement qui couve dans les grandes administrations placées sous sa tutelle et a décidé de jouer l'apaisement, au lendemain de la grève, fortelement suivie, à laquelle avaient apporté, le 28 janvier, les sept fédérations de fonctionnaires de Bercy (*Le Monde* du 28 janvier). C'est, du moins, ce que suggère la publication d'un document interne sur la réforme de Bercy.

En septembre 1998, Dominique Strauss-Kahn avait installé un groupe de travail chargé de réécrire aux missions respectives de la direction générale des impôts (DGI) et de la direction générale de la comptabilité publique (DGCP). Au fil des mois, l'inquiétude s'est renforcée : nombre de syndicalistes se sont pris à penser que le projet pourrait déboucher sur plusieurs milliers de suppressions d'emplois. Pour couper court à cette rumeur, la mission de réflexion a été autorisée à communiquer ses conclusions aux fédérations syndicales. Elles tendent à prouver que le ministère des finances, loin de disposer d'un « plan secret » de suppression d'effectifs, serait encore indécis sur la philosophie de la réforme.

Le « relevé des travaux du groupe technique » soumet, en effet, à M. Strauss-Kahn deux options de réforme. La première solution, défendue par la DGI,

consisterait à ce que celle-ci assure « la gestion et le recouvrement des impôts des entreprises », tandis que le réseau du Trésor public, c'est-à-dire celui de la DGC, « aurait en charge le recouvrement et le service de proximité pour les particuliers ». Pour mettre fin à la confusion actuelle, il s'agirait donc d'avancer vers une « spécialisation par type d'usagers ».

La seconde option, défendue par la DGCP, propose, à l'inverse, une « spécialisation par métiers ». En clair, « la DGI aurait en charge le calcul des impôts et le contrôle, tandis que seul le réseau de la DGCP prendrait en charge l'ensemble du recouvrement ».

Entre les deux grandes directions de Bercy, qui supervisent, l'une 850 recettes des impôts, l'autre 3 500 trésoreries, le désaccord est donc total. C'est tout juste si le « relevé des travaux » mentionne quelques points d'accord, comme la « création d'une unité en charge de la gestion de l'impôt des grandes entreprises » ou la « création d'un compte unique par usager ». En tout état de cause, le relevé assure que les réflexions ne sont pas suffisamment avancées pour qu'on puisse prédire quel sera l'impact social de la réforme. « Cet examen n'a pas été abordé au sein du groupe », assure le document.

Le même message devrait être délivré, jeudi 18 février, aux sept fédérations de fonctionnaires des

Des économistes discernent une amélioration de la conjoncture

DANS une note publiée lundi 16 février, la Banque de France, qui est traditionnellement plus optimiste que beaucoup d'autres instituts, estime qu'« au cours des prochaines mois » l'activité industrielle « devrait progresser, à un rythme modéré, dans la plupart des secteurs », après avoir enregistré « un léger tassement » en janvier. De son côté, le CCF vient de réviser à la hausse de 2,1 % à 2,5 % sa prévision de croissance de l'économie française pour 1999.

Alors qu'au cours des derniers mois de nombreux organismes avaient révisé à la baisse leurs estimations pour l'année en cours, c'est la première fois que l'un d'entre eux fait mouvement en sens contraire. La plupart des économistes attendent, toutefois, la prochaine enquête sur les investissements dans l'industrie, qui sera publiée vendredi 19 février par l'Insee, pour affiner leur diagnostic.

DÉPÈCHES
■ **SÉNAT** : Claude Goasguen, porte-parole de Démocratie libérale, a accusé, mardi 16 février sur RTL, le premier ministre d'« acte de guerre à l'égard du Sénat ». « Le gouvernement vient d'annoncer son intention de réformer le scrutin pour les sénateurs. S'il avait voulu que le texte sur la parité ne passe pas, il n'aurait pas fait autrement », a-t-il estimé.

■ **PARTÉ** : Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime) s'interroge, à propos de la révision constitutionnelle sur la parité, « sur l'attitude de la droite sénatoriale dans la mesure où le chef de l'Etat a affirmé son intention dans ce domaine ». « Cela pourrait révéler un manque d'autorité, explique-t-elle dans un entretien au *Figaro* du 16 février, ou, plus gravement, un double discours » du chef de l'Etat. « On ne peut tenir un discours et faire en sorte qu'il ne soit pas appliquée », ajoute la députée de Seine-Maritime.

■ **EUROPEENNES** : Sami Nabi pressenti pour conduire une liste du Mouvement des citoyens aux élections européennes, a indiqué, lundi 15 février sur Europe 1, qu'il y avait « de très fortes chances » pour que le parti de Jean-Pierre Chevènement aille « seul à la bataille ». « M. Chevènement ne négocie pas en coulisse », a-t-il expliqué.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
Au sommaire
du numéro
de février

Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'inéluctables réformes ? Invaincu sur les retraites avant l'heure, Rocard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.

Chronologie de l'année 1998

Revenez mois après mois les principaux événements de l'année passée.

18 F - 2,74 €

Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

3615 LEMONDE (2,23 F/mn)
rubrique VOL

COMPARÉZ TOUS LES TARIFS AÉRIENS SUR 500 DESTINATIONS...
VOLS RÉGULIERS, CHARTERS, PROMOTIONS

QUIZ : testez vos connaissances et gagnez des billets d'avion ou des guides de voyage

EN L'OCCURRENCE,
JE CROIS QUE C'EST CLAIR.

www.guignols.cplus.fr

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

Les trois leçons d'une première semaine de débats devant la Cour de justice

Malgré leur confusion, les audiences ont commencé à mettre en lumière les dysfonctionnements de l'Etat et les à-peu-près de la politique de santé publique. Elles ont également fait émerger le débat sur l'absence de sélection des donneurs et les collectes de sang en prison

QUATRE JOURS d'audience ont progressivement plongé la Cour de justice de la République dans un état de crise qui nul, avant le procès, n'aurait soupçonné. S'ajoutant aux doutes qu'il avait suscité la procédure mi-judiciaire mi-politique, l'incapacité du président Le Guehenec à mener les débats a jeté un voile préjudiciable sur la compréhension de l'affaire du sang contaminé. L'absence de méthodologie et de chronologie a ainsi rendu presque inaudibles les quelques parcelles de vérité qui se sont néanmoins dégagées dans trois aspects du dossier.

1. Les dysfonctionnements au sein de l'appareil d'Etat

Cheval de bataille de l'avocat général Roger Lucas, ces dysfonctionnements ont émergé par petites touches au fil des interrogatoires des prévenus. Ainsi, Edmond Hervé a indiqué ne pas avoir été informé pendant dix-huit mois de l'inapplication de la circulaire du 20 juillet 1983 qui préconisait d'écartier les sujets « à risque » des collectes de sang. De même a-t-il affirmé ne pas avoir connu l'existence de la circulaire signée en janvier 1984 par la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, qui allait à l'encontre des dispositions de juillet 1983 en encourageant les collectes en milieu carcéral. Elles ont pourtant été l'une des principales sources de contamination.

L'ancien secrétaire d'Etat a également affirmé que la question du chauffage des produits antihémophiliques « n'avait jamais fait l'objet d'un débat entre [lui-même] et [ses] collaborateurs ». De même, à l'encontre, il n'aurait pas été conseillé de procéder au rappel des personnes transfusées. Les audiences à venir des hauts fonctionnaires et des conseillers ministériels, dont nombre sont mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire, permettront peut-être, s'ils acceptent de témoigner, de confirmer ou d'informer tous ces points.

Sans qu'ait été analysée malheureusement chacun des processus de décision, étape par étape, l'audience de la Cour de justice a cependant montré également combien les informations émanant d'organismes instaurés aux fins de conseiller le secrétaire d'Etat à la santé, telle la commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), semblaient n'être pas remontées jusqu'à lui, ou alors partiellement.

Citant, sans toujours les lire, une série de lettres adressées tant à la direction générale de la santé (DGS) qu'au cabinet du ministre, ou échangées entre le secrétariat d'Etat et le cabinet du Premier ministre, l'avocat général s'est surtout pris à l'échelon des conseillers ministériels, « des gens irresponsables », a-t-il dit, qui font des choses que les ministres ignorent ». Et aux mécanismes d'information des membres

du gouvernement : « De dilution en dilution, il n'arrive pas guère d'information aux ministres... Les conseillers ministériels sont peut-être le confort des ministres, mais ils deviennent franchement la malédiction des citoyens. »

intervenus qu'en bout de chaîne et n'ont pas été sensibilisés dès le début à l'émergence du risque. Il a fallu le convaincre de l'urgence.

En ce sens, l'avocat général a regretté que le secrétariat d'Etat à la santé ne soit pas représenté par quelqu'un.

L'absence de méthodologie et de chronologie a rendu presque inaudibles les quelques parcelles de vérité qui se sont néanmoins dégagées dans quelques aspects du dossier

2. Une structure gouvernementale mal adaptée aux prises de décision en matière de santé publique

Placé sous l'autorité du ministère des affaires sociales, le secrétariat d'Etat à la santé dépendait de son ministère de tutelle pour les mesures de financement. Or aucun médecin ne figurait au sein du cabinet de Georgina Dufour. Ainsi - et les questions de l'avocat général à Georgina Dufour l'ont fait apparaître - la prise de conscience du risque sanitaire lié aux transfusions sanguines n'a pu qu'être freinée dans la chaîne des décisions. Les « payeurs », par nature récalcitrants à délier les bourses, notamment en matière de sécurité sociale, ne sont

littéralement pas au conseil des ministres, et a imaginé un renversement de la structure : « Pourquoi n'avoir pas créé un ministère de la santé de plein exercice et un secrétariat d'Etat, plus technique, à la sécurité sociale, pour le financement ? » Mme Dufour a défendu la structure d'alors, affirmant que « l'information était permanente » au sein de son ministère. Il paraît néanmoins symptomatique que le premier ministre ait été saisi, fin avril 1985, de la question du dépistage systématique chez les donneurs de sang sous un angle uniquement industriel et financier et non pas sous celui, plus évidemment, d'un risque sanitaire.

3. L'absence de sélection chez les donneurs de sang et les donneurs de sang dans les prisons

Après que les professeurs Willy Rozenbaum et Luc Montagnier eurent dit leur sentiment que le dépistage obligatoire n'avait pas tardé en France - pour, par le professeur Rozenbaum, qu'il avait été « précipité » en l'absence de mesures d'accompagnement - le chercheur au CNRS Michel Setbon a enfonce un coin dans l'une des principales accusations de cette procédure - le retard dans la mise en place du dépistage - en affirmant qu'« il n'y avait pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations ». Edmond Hervé a fait observer que même le Comité santé-justice, chargé des questions sanitaires en milieu pénitentiaire, n'avait pas fait, à l'époque, la moindre objection. Michel Lucas, ancien chef de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui viendra témoigner le 23 février, pourra certainement l'expliquer, puisqu'il en fut, avec Mme Ezratty, l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, l'un des deux coprésidents de ce comité. Et les juges, profitant de sa venue, s'interrogeront peut-être sur les raisons qui poussèrent le pouvoir politique, en 1991, à confier à cet homme la première enquête de l'IGAS sur le sang contaminé, dans laquelle il n'est pas fait mention des collectes dans les prisons.

Jean-Michel Dumay

Jean-François Burgelin et Roger Lucas, ou le tandem insolite de l'accusation

CELA FAIT PARTIE des aspects « surréalistes » de la Cour de Justice de la République. Dans le cadre de cette juridiction bancale où les victimes ne peuvent se constituer parties civiles, où les seuls avocats présents sont ceux de la défense des trois anciens ministres et où l'un des trois prévenus, Laurent Fabius, sera jugé en partie par les élus dont il est le président à l'Assemblée nationale, l'accusation devait revenir tout entière au représentant du ministère public. En l'occurrence au procureur général, Jean-François Burgelin.

Les plaignants attendaient donc tout de lui. Or c'est un procureur à contre-emploi qui a pris place face aux trois prévenus, à gauche de l'impressionnante double rangée de juges en robe noire. Silencieux, n'intervenant jusqu'ici que pour demander quelques précisions ou pour interroger sans s'étendre les témoins qu'il a cités, Jean-François Burgelin semble décontracté et souriant. Un rien amusé par le désordre ambiant, dirait-on même.

Aucune question aux trois victimes venues témoigner. Aucune aux trois anciens ministres au moment de leur déposition, mercredi 10 et jeudi 11 février. Dès le premier jour de l'audience, apparaissait donc au grand jour le rôle paradoxal de l'accusateur qui avait expliqué par deux fois, en rendant deux réquisitoires de non-lieu, en mars 1997 et en juin 1998, qu'un tel procès ne devait pas avoir lieu.

« La situation n'est pas banale », consentait-il à dire avant que ne soit inaugurée cette cérémonie judiciaire. Et il ajoutait simplement, avec un air consommé de la litanie : « J'aurais préféré entamer cette fonction à la Cour de justice autrement qu'en requerant le non-lieu. »

Mais lorsque l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, a pris la parole, l'accusation s'est réveillée. Non par la voix de Jean-François Burgelin, mais par celle de l'avocat général, Roger Lucas. Assis à sa droite, ce magistrat au grand front chauve et rond, la mèche vaguement rebattue, est alors sorti de l'ombre. Lèvres pincées, regard perçant sous des lunettes en demi-lune, il a rompu le silence de l'accusation. Son ton a été incisif, ses questions pertinentes. Il semble connaître par



Ci-dessus, Roger Lucas, avocat général, et ci-contre Jean-François Burgelin, procureur général.

ceur les 40 000 pièces du dossier sur lequel il travaille depuis deux ans.

La moindre note est lue, répercutée sur son pupitre. Et il attaque. Edmond Hervé, surtout. Georgina Dufour bientôt. Et même le président Le Guehenec, dont les innombrables boudres l'exaspèrent visiblement au plus haut point.

BALLE DE MATCH
Pour le président, le contraste est rude. Le débat, c'est Roger Lucas qui le mène. Les documents, les chiffres, les dates, c'est lui qui sait où les trouver, à quel moment exact y faire référence. De plus en plus énervé par les approximations du président, il finit par le rabrouer séchement. A quelques moments perdus, le procès tourne à l'affrontement entre l'avocat général, Roger Lucas, et le président de la Cour, Christian Le Guehenec. Le président a réussi une seule fois à prendre l'avocat général en défaut sur une date.

Comment Jean-François Burgelin et Roger Lucas ont-ils mis en place leur stratégie d'audience ? Entre la passivité apparente du procureur général et les vives accusations de l'avocat général, cette répartition des rôles serait-elle l'expression de divergences surgies au moment de la rédaction du réquisitoire ? « Je connais Roger Lucas depuis de nombreuses années », tranche Jean-François Burgelin. Notre entente est totale. A l'exception de points de détail, nous étions d'accord d'un bout à l'autre sur le contenu du réquisitoire. »

Roger Lucas, lui, ne s'exprime guère. Agé de soixante-deux ans, parquetier de toujours, ce

magistrat studieux et infiniment discret est avocat général à la Cour de cassation depuis quatre ans après avoir été notamment procureur général près la cour d'appel de Bourges et la cour d'appel d'Amiens. Ceux qui le connaissent se prennent au jeu de son mystère, n'en disant rien. Il a la réputation d'un technicien rigoureux, classique par son style. « C'est un homme peu expansif, d'allure sévère, d'apparence sombre, dont on reconnaît le sérieux en qui ne s'attarde pas dans les couloirs du Palais. Pas bien bavard », note l'un de ses confrères de la « Cour de cass ». Cette invisibilité ravit Roger Lucas. « C'est mon éthique personnelle et je m'y suis toujours tenu. »

Cette invisibilité ravige Roger Lucas. « C'est mon éthique personnelle et je m'y suis toujours tenu. »

Quelques jours avant le procès, il lâchait laconiquement : « Nous nous partagerons les interventions à l'audience, Jean-François Burgelin et moi. »

Un troisième avocat général, René Amiel, a participé à la rédaction des deux réquisitoires. Ayant pris sa retraite entre-temps, il ne figure pas à l'audience aux côtés de ses confrères. Lui aussi assure que le trio, d'un bout à l'autre, était « d'accord sur tout ». « Si Roger Lucas apparaît plus accusateur, c'est seulement en raison du déroulement de l'audience. La répartition des tâches a été bien établie entre eux. Ne vous en tenez pas aux apparences. Attendez le réquisitoire final et vous ver-

rez... », lâche-t-il, croyant déjà en avoir trop dit.

Il est vrai que Jean-François Burgelin n'a pas, lui, le goût de l'availability. D'ordinaire, il expose sans retenue ses convictions parce qu'il considère que cela fait partie de ses devoirs de représentant du ministère public. Procureur général près la Cour de cassation depuis 1996, il occupe le plus haut poste du parquet, ce qui l'a conduit, conformément aux textes, à assumer la fonction de l'accusation devant la Cour de justice de la République. De tendance plutôt « barriste », sa brillante carrière n'est pas indépendante des représentants successifs du pouvoir de droite. Ancien directeur du cabinet d'Alain Chalandon en 1986, il a été nommé en 1994 procureur général près la cour d'appel de Paris, poste politique qu'il en est, sous le gouvernement d'Edouard Balladur.

SERVITEUR DU POUVOIR
Ses prises de position d'alors ont contribué à forger sa réputation de « serviteur du pouvoir ». Il s'était notamment dit favorable au désaisissement du juge d'instruction de Crétel Eric Halphen lors de l'affaire Schuller-Maréchal et il avait prononcé publiquement la « prudence » en ma-

tière de lutte contre la corruption. Sa nomination à la Cour de cassation, en 1996, par le garde des sceaux Jacques Toussaint était liée à un subtil jeu de dominos au sommet de la hiérarchie judiciaire qui avait alors été sévèrement critiqué par la gauche.

En rendant deux réquisitoires de non-lieu au bénéfice des anciens ministres socialistes, le procureur général a brouillé les pistes. Dans son texte, il met en avant le combat qui lui est cher contre une pénalisation à outrance de la vie publique. Ses détracteurs trouvent le moyen d'y voir encore une manière, via la défense d'anciens ministres, furent-ils socialistes, de se ranger aux côtés du pouvoir. Jean-François Burgelin qui, sous ses airs de protestant austère, se nourrit inlassablement de littérature et en particulier des œuvres complètes de Balzac, est loin de manquer d'humour. De ces accusations répétées, il préfère s'amuser : « Oui, dans certains journaux, c'est devenu un réflexe, une sorte d'opposition nécessaire, comme chez Homère : "Burgelin, virgule, serviteur du pouvoir, virgule... »

Marion Van Renterghem
Dessins : Noëlle Herrenschmidt

3 846 hémophiles et transfusés indemnisés

CRÉÉ par une loi de 1991 et opérationnel depuis 1992, le Fonds d'indemnisation des hémophiles et transfusés a examiné 4 333 demandes de personnes séropositives s'estimant victimes d'une contamination par des produits dérivés du sang. Parmi elles, près de 90 % avaient bénéficié, au 31 décembre 1998, d'une offre de réparation après enquête médicale de la commission d'indemnisation du Fonds. Les offres concernent 1 369 hémophiles et 2 964 transfusés.

En 1992, le Fonds avait été abandonné par des sociétés d'assurances à hauteur de 1,2 milliard de francs (environ 183 millions d'euros) et, depuis, il est exclusivement financé sur le budget de l'Etat (100 millions de francs - 15,24 millions d'euros - dans la loi de finances votée pour 1999). Depuis sa création, le Fonds a engagé une somme globale de 6,76 milliards de francs (1 030 milliards d'euros), dont 5,43 milliards (827,8 millions d'euros) ont effectivement été dépensés pour indemniser le préjudice spécifique de contamination des victimes (3 846 personnes), ainsi que le préjudice moral infligé à l'entourage (10 672 personnes, conjoints, enfants ou ascendants).

Le montant moyen des indemnités versées aux victimes s'établit à 1,5 million de francs (228 673 euros) par personne et les sommes allouées aux entourages varient de 100 000 à 200 000 francs (15 245 à 30 490 euros). Au total, 81 personnes proches d'un hémophile et 309 proches d'un transfusé, contaminées en quelque sorte par « risque », ont bénéficié d'une offre indemnitaire au titre de la réparation du préjudice moral et des troubles dans les conditions d'existence.

Le nombre des victimes indemnisées a dépassé depuis le 1^{er} août 1995, date de la mise en place du dépistage systématique du VIH dans les dons de sang. 232 personnes contaminées avaient ainsi été indemnisées au premier trimestre 1995. contre 32 au quatrième trimestre. 51 dossiers ont donné lieu à réparation en 1996, 21 en 1997, 9 en 1998, 4 en 1999 et 2 en 1999. « Depuis le début de 1992, précise-t-on au Fonds d'indemnisation, aucune personne séropositive ne s'est manifestée au près de nous. »

Publicité

L'info-communication, levier de relance en Asie

Alors que l'Asie met plus que jamais tout en œuvre pour la relance de son économie, suite à la crise financière qui l'a frappée de plein fouet l'an dernier, l'industrie de la communication se prépare à jouer un rôle vital et revitalisant dans l'effort de restructuration nécessaire au redressement espéré. Cette prise de conscience a amené de nombreux pays d'Asie à entamer un processus de développement et de dérégulation du marché des télécoms.

Confirmant son rôle de leader de l'industrie de l'info-communication et considérant cette région comme un des pions majeurs de sa stratégie globale, le groupe NTT (Nippon Telegraph and Telephone Corporation) a pris des mesures susceptibles de consolider tant la gestion des risques que la gestion financière de ses projets en Asie.

NTT intensifie ses investissements en Asie tout en développant simultanément son service global Arcstar. Opérant dans le strict respect de la réglementation propre à chaque pays, le groupe s'est fixé pour mission d'accroître sa participation à la gestion de compagnies de télécommunication internationales concurrentes, tout en augmentant sa connectivité. A cet effet, NTT concourt des accords d'interconnexion avec des compagnies de télécommunication localisées dans la région.

Par ailleurs, NTT sonde et développe de nouveaux marchés prometteurs dans le domaine du multimédia. En particulier, le système ATM (Mode de transfert asynchrone), qui teste les interconnexions internationales, est actuellement mis en place entre le Japon, Hong-Kong, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie, sous les auspices de l'AMF (Forum Multimédia pour l'Asie).

AMF: un projet multimédia qui porte ses fruits



Le Président de NTT, M. Jun-ichiro Miyazawa, s'adresse aux participants d'une réunion du Forum Multimédia pour l'Asie (AMF)

Créé en juin 1997 par des entreprises d'info-communication de premier plan, le Forum AMF a pour objectif de favoriser le développement des applications et services multimédia. En juin 1998, 40 entreprises s'y étaient ralliées. Il s'agit de compagnies de télécommunication, de distributeurs et de partenaires commerciaux, principalement basées dans la région Asie-Pacifique, mais également issus des Etats-Unis et d'Europe. En marge des tests d'interconnexion ATM, le forum AMF mène d'autres projets multimédia d'envergure internationale, parmi lesquels on peut relever la vérification des infrastructures satellites. Depuis la création du forum AMF, c'est à NTT qu'a été dévolue la tâche d'en assurer le secrétariat.

Une présence globale grâce aux joint ventures et aux partenariats

En Chine, NTT a récemment créé deux joint-ventures : Beijing Telecom - NTT Engineering (BNTE), avec Beijing Telecommunications Administration, et Shanghai - NTT Telecommunications Engineering (SNTE) avec Shanghai Posts and Telecommunications Administration. Arcstar soutient ces deux projets au niveau de l'intégration au système global.

Parmi les entreprises participant de concert à des opérations du groupe, on trouve Sri Lanka Telecom; Asia Internet Holding, qui fournit le service de connexion Internet dans la région Asie-Pacifique grâce à son support Internet; et Smart Communications aux Philippines, qui offre une assistance opérationnelle et technique aux services publics de téléphone locale.

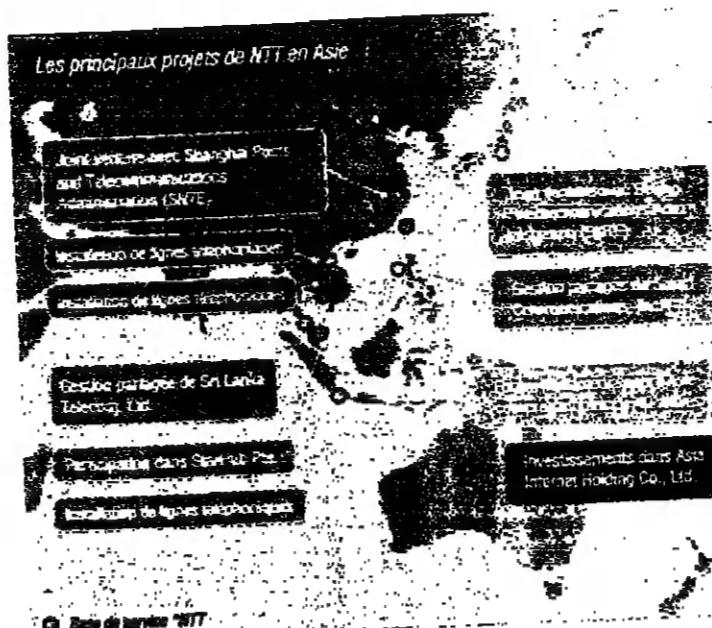
Le consortium StarHub composé de NTT, Singapore Technologies Telemedia, Singapore Power et BT, a récemment obtenu à Singapour les autorisations nécessaires pour opérer dans le domaine des télécommunications publiques de base et les services publics de téléphones cellulaires portables. Ces services seront opérationnels à partir d'avril 2000.

Enfin, NTT a passé des contrats avec un certain nombre d'organismes locaux de télécommunication et des compagnies de télécommunication locales en vue d'ouvrir plusieurs millions de nouvelles lignes téléphoniques sur l'ensemble du continent asiatique.

Relier l'Asie, l'Amérique et l'Europe grâce aux câbles sous-marins



Project de réseau sous-marin de fibre optique Chine - Etats-Unis - Japon - Etats-Unis
Etats-Unis, la Chine, la Corée et Taiwan, un nouveau réseau sous-marin de câbles en fibre optique, sera mis en service entre la Chine et les Etats-Unis à la fin de 1999. Dans le second trimestre de l'an 2000, le Japon sera relié par câble sous-marin aux Etats-Unis, via Hawaï. Enfin durant le dernier trimestre de l'an 2000, afin de répondre à l'augmentation croissante du trafic multimédia entre le Japon, les Etats-Unis et l'Europe, le réseau câblé TAT-14, reliera les Etats-Unis à la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark.



Arcstar: une nouvelle norme d'info-communication globale

Arcstar, nom donné par NTT à son unité de communications globales, propose des choix performants pour le service des réseaux utilisant en particulier le système ATM. La technologie ATM qui fait de NTT le leader mondial dans ce domaine, permet une communication multimédia à la vitesse de 120 Mbps.

Un des principaux distributeurs américains a choisi un service ATM global Arcstar pour le développement de son réseau ATM pour le pourtour du Pacifique. Parmi les autres services de base pour réseaux proposés, se trouve la possibilité d'utiliser, 24 heures sur 24, une fréquence d'une capacité de 16kbytes à 45Mbps qui a l'avantage d'offrir une grande vitesse de communication avec accès permanent à de multiples centres de connexion.

Avec son système de relais centraux, NTT réalise de bonnes performances économiques. Son réseau commercial global (EBN) garantit l'installation de réseaux fixes à des prix très intéressants. Le service IP permet l'installation de réseaux privés virtuels (VPN) compacts et économiques, tandis que le service Fax de NTT offre des connexions de très haute qualité, soit de fax à fax, de courrier électronique à fax ou de fax à courrier électronique, à des tarifs très abordables. Grâce à Arcstar, NTT avec son système intégré et son réseau global, offre le support nécessaire à l'expansion de l'industrie de l'info-communication dans toute l'Asie.



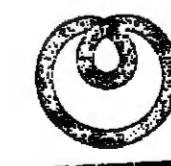
Singapour

Vous relier à l'Asie

NTT - Le choix de la flexibilité pour vos communications

Arcstar Communications globales avancées par NTT

Le réseau Arcstar de NTT propose des services de communications globales d'une flexibilité unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique ? A Singapour, par exemple, pour satisfaire au mieux chacun de vos besoins, le centre d'assistance clients de NTT vous offre des services complets d'intégration de réseau et de maintenance. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT met à la disposition des entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilingue, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.



NTT
NIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE CORPORATION

Constructeur de réseaux de l'info-communication

TOYO TELECOM INC. - TOKYO, JAPAN
ANSECO CO., LTD. - SINGAPOUR
TOKYO TELECOM INC. - TAIPEI, TAIWAN
TOKYO TELECOM INC. - SHANGHAI, CHINE
TOKYO TELECOM INC. - HONG KONG, CHINE
TOKYO TELECOM INC. - BANGKOK, THAÏLANDE
TOKYO TELECOM INC. - KUALA LUMPUR, MALAISIE
TOKYO TELECOM INC. - SINGAPOUR
TOKYO TELECOM INC. - BANGKOK, THAÏLANDE
TOKYO TELECOM INC. - KUALA LUMPUR, MALAISIE

Pour plus d'informations, contactez : NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-60 FAX: 33-1-40-76-00-15

<http://info.ntt.co.jp/global>

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

ENVIRONNEMENT Dans une étude rendue publique mardi 16 février, l'Institut français de l'environnement (IFEN) évalue à 5 milliards de francs (762 millions d'euros) le montant an-

nuel dépensé en moyenne en France depuis 1990 pour lutter contre le bruit. ● CE MONTANT est deux fois inférieur à celui consacré à la lutte contre la pollution atmosphérique et

dix fois inférieur à celui engagé pour le retraitement des déchets. ● INTERROGÉ par *Le Monde*, Claude Lamure, qui avait remis en décembre 1998 un rapport alarmant sur le sujet à Domi-

nique Voynet, ministre de l'environnement, estime que « si le gouvernement n'arrive pas à dégager des ressources, on en sera encore là dans sept ans ». ● À BONDY, en Seine-

Saint-Denis, le quartier des Fonds de Merlan attend depuis des années la construction d'un écran phonique contre les nuisances dues, notamment, aux convois de la ligne SNCF.

La lutte contre le bruit, parent pauvre du budget de l'Etat

L'Institut français de l'environnement estime à 5 milliards de francs par an (762 millions d'euros) le montant investi depuis 1990 contre les nuisances sonores. La majorité des sommes engagées est le fait des entreprises et des particuliers

SELON une enquête de l'Institut français de l'environnement (IFEN), rendue publique mardi 16 février, la France a consacré environ 5 milliards de francs (762 millions d'euros) par an depuis 1990 à la lutte contre le bruit, soit moitié moins que pour la protection de l'air. Le bruit demeure le parent pauvre de l'environnement. Ce montant, qui représente 3 % de la dépense globale dans le domaine de l'environnement, est dix fois inférieur au budget engagé dans le domaine des déchets et douze fois inférieur à celui des eaux usées ! Deux mois après un rapport sur les « points noirs » du bruit remis à Dominique Voynet, l'étude de l'IFEN, intitulée « la dépense du bruit en sourdine », confirme la faiblesse des crédits investis dans la lutte contre les nuisances sonores.

Evaluant à la fois les surcoûts des équipements de réduction du bruit à la source et les coûts des installations de correction à posteriori, les rapporteurs de l'IFEN ont épiché pour la première fois les sommes investies dans les différentes actions de lutte contre le bruit. Composées à 60 % d'investissements, ces actions sont surtout financées par les entreprises et les ménages. Les entreprises – principalement dans le bâtiment et le secteur automobile – finissent ainsi près de la moitié des dépenses en prenant en charge l'isolation phonique des logements ou l'équipement des véhicules en silencieux.

Dispositif législatif et effets sur la santé

La loi du 31 décembre 1992 de lutte contre le bruit, dite loi Royal, a pour but de « prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers [ou] à nuire à la santé ».

● **NUISANCES** : cette loi interdit la fabrication et la vente de tout objet générant des nuisances sonores élevées et fixe notamment des normes d'insonorisation pour la construction de logements. Elle établit un seuil maximal de 65 décibels d'émission le long des routes et voies ferrées. Tout ensemble exposé à plus de 60 décibels constitue un point noir à traiter. On ne peut plus construire de nouvelle voie (routière ou ferroviaire) sans en prévoir les répercussions sonores : un arrêté du 5 mai 1995 a même revu ce seuil à la baisse (55 décibels en zone d'habitation).

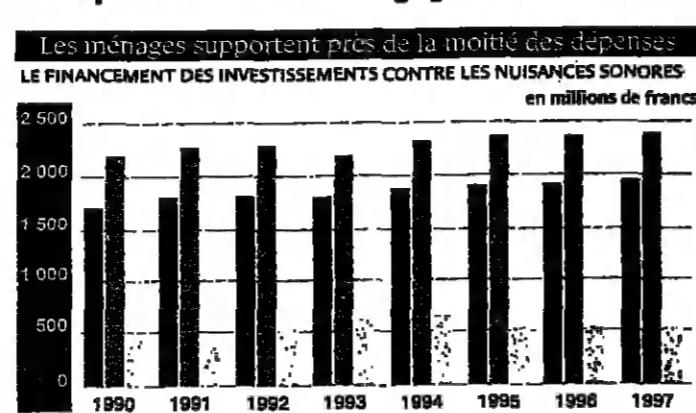
● **SANTÉ** : les effets du bruit ne se limitent pas à l'audition mais peuvent entraîner des réactions sur l'ensemble de l'organisme : hypertension artérielle, vertiges, stress, fatigue excessive... Le bruit nuit au sommeil et génère des effets secondaires : ainsi, 59 % des malades anxioc-dépressifs en consultation psychiatrique mettent en cause le bruit.

Paradoxalement, ce sont les ménages qui supportent le plus la charge de la lutte contre le bruit : ils arrivent en deuxième position avec près de 2 milliards de francs (305 millions d'euros), essentiellement investis en fenêtres à double vitrage. « Alors que le bruit touche de plus en plus de Français, les dépenses sont faibles », constate Philippe Calatayud, responsable de l'étude, qui rappelle que 7 millions de Français sont exposés à leur domicile à un bruit supérieur à 65 décibels dû aux transports terrestres.

FAMEUX « POINTS NOIRS »

A l'inverse, les administrations publiques n'ont engagé que 500 millions de francs (76,2 millions d'euros) ces trois dernières années, dont seulement la moitié pour la réorption des fameux « points noirs » (situations où les habitants sont soumis à plus de 60 décibels plus de huit heures par jour). Entre 1990 et 1997, la part des administrations dans la lutte contre les nuisances sonores a fluctué entre 8 % et 13 %, « alors qu'elle représente un tiers pour la protection de l'air, près de 20 % pour la gestion des eaux usées ou des déchets », soulignent les auteurs de l'étude. Un effort trois à quatre fois inférieur à celui consenti par habitant en Allemagne et aux Pays-Bas.

Au regard des besoins, maintes fois évalués, les sommes investies sont dérisoires. En avril 1995, Bernard Serrou, député (RPR) de l'Hérault, remettait à Edouard Balla-



dur, alors premier ministre, un rapport évaluant à plus de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros) les investissements nécessaires à la réorption des 2 500 « points noirs » recensés. Le rapport, jamais présenté devant le Parlement, sera enterré. Trois ans plus tard, le Conseil économique et social estimait, dans son rapport « Le bruit dans la ville », que seuls 200 millions de francs (30,5 millions d'euros) sont dépensés pour résorber « les points noirs », alors qu'il en faudrait cinq fois plus pour y parvenir : « Aucun effort sensible n'a été consenti sur ces dossiers depuis 1995 », concluait le CES.

En décembre 1998, Claude Lamure, inspecteur général des Ponts et Chaussées et chercheur à l'Institut national de recherche sur les

transports et leur sécurité (Inrets), rendait à son tour son rapport sur « la réorption des « points noirs » routiers et ferroviaires » à Dominique Voynet (*Le Monde* du 18 décembre 1998). Le constat demeure inchangé : le rapport estimait à 3 000 le nombre de « points noirs » en France et à 300 000 le nombre de Français souffrant de troubles de sommeil en raison du bruit nocturne. En dix ans, à peine 10 % des points recensés ont été traités. Pour dresser un tableau complet des nuisances, M. Lamure avait comptabilisé toutes les situations critiques au voisinage des routes départementales, non inventoriées jusqu'alors : une fraction représente 25 % du nombre total des « points noirs ».

Comme le lui avait demandé la

ministre de l'environnement, l'ingénieur a proposé un véritable plan de financement pour venir à bout des 3 000 « points noirs » recensés : M. Lamure préconise l'adoption d'un plan en deux volets (routier et ferroviaire), intégré dans les deux prochains contrats de plan Etat-régions. Lors du premier contrat (2000-2006), priorité doit être donnée aux 520 « super-points noirs » (où le niveau de bruit nocturne dépasse les 70 décibels) ; les autres situations critiques devront trouver une solution au cours du contrat suivant. Les investissements totaux s'élèvent à plus de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros), le rapporteur propose de faire appel aux collectivités locales.

Lors du XI^e Plan, seules trois régions (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes) avaient créé une ligne budgétaire de lutte contre le bruit. En décembre 1998, à la sortie du rapport de Claude Lamure, Dominique Voynet avait annoncé son intention de lancer une « politique ambitieuse de lutte contre le bruit ». Au ministère de l'environnement, on souligne qu'un « paquet global » sera proposé à partir de l'ensemble des propositions de M. Lamure que M. Voynet a faites siennes. Mais la ministre Verte n'est pas seule décisionnaire sur ce dossier. Les premières réunions interministérielles avec le ministère de l'équipement, en charge des routes et du réseau ferroviaire, viennent de démarquer.

Reste à publier l'ensemble des décrets de la loi contre le bruit du 31 décembre 1992 : l'étude de l'IFEN souligne ironiquement que « quelques-uns des décrets et circulaires sont parus, mais d'autres sont encore en attente », notamment ceux relatifs aux voies ferrées, hôpitaux, locaux de sports et loisirs, sports motorisés, lieux de tirs... annoncés comme immédiats par la ministre, le 4 mars 1998.

S. Z.

A Bondy, « on s'y habite sans s'y habituer »

AVEC des pointes pouvant aller jusqu'à douze convois à l'heure entre minuit et 14 heures dans la banlieue est de Paris, où transite le plus gros du trafic de

REPORTAGE

« Lorsqu'un convoi défile, on le regarde passer... Il nous arrive d'en rire »

fret SNCF, les riverains de la ligne de la grande ceinture se résignent à vivre au rythme du passage des trains de marchandise ou... démontagent. A Bobigny, en Seine-Saint-Denis, les 100 000 habitants du centre-ville, voisins immédiats de la ligne, ont obtenu, après maintes pétitions, actions et manifestations spectaculaires, le financement et la construction d'un écran phonique de 2 400 mètres de long. Pour défendre sa cause, l'actuel ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, alors député de la circonscription, assisté de l'ancien maire (PC) de la ville, Georges Valbon, et des riverains, n'avait pas hésité, en 1989, à arrêter un TGV en plein centre-ville.

Confrontés aux mêmes nuisances, les cinq cents résidents des « Fonds de Merlan » de Bondy – quartier coincé entre zone industrielle, ligne SNCF, voies de la grande ceinture et autoroute A31 – réclament depuis vingt ans une protection phonique pour atténuer les bruits de trafic de marchandise. Certains perdent patience, d'autres sont plus philosophes. Les uns ont fait installer des doubles vitrages, d'autres ont transféré leur chambre à couche du côté de la rue. Certains, été comme hiver, vivent avec leurs fenêtres hermétiquement closes...

Installés depuis 1982 dans l'une des petites résidences du quartier, Serge et son épouse « s'y habituent sans s'y habituer ». « Il y a des jours où ça n'arrête pas. Instinctivement, lorsqu'un convoi défile, on le regarde passer, même en plein film à la télé. Il nous arrive d'en rire, raconte Serge. Lorsque nous sommes sur notre terrasse en été et que, exceptionnellement, un

zone d'activité, il trouve aujourd'hui, comme beaucoup d'autres résidents, que « cela fait un peu trop ».

La construction d'un écran phonique le long de la grande ceinture pourrait sensiblement atténuer les nuisances sonores. Les habitants tentent de l'obtenir depuis vingt ans. A la tête d'une association de défense de l'environnement du quartier, Jean-Jacques Dedoncker multiplie, depuis des années, les démarches pour obtenir la réalisation d'un mur antibruit. Correspondances, réunions, pétitions ont abouti, l'an dernier, à l'organisation d'une réunion entre les représentants du ministère de l'environnement, la direction départementale de l'équipement, la SNCF, le maire (PS) de la commune, Gilbert Roger, également vice-président du conseil général chargé des transports, et l'association des riverains.

A l'issue de cette réunion, une étude pour mesurer les nuisances sonores et définir les protections nécessaires a été décidée. Selon les premiers résultats, en cours d'analyse, la réalisation d'un écran de deux mètres sur une longueur de 880 mètres, pour un coût d'environ 2 500 francs hors taxes le mètre carré, suffira à abaisser de moins de 60 décibels le niveau sonore. Le prix par rapport à Jean-Jacques Dedoncker, pour offrir un peu plus de quiétude aux cinq cents résidents du quartier.

Martine Boulay-Méric

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE CEDEX
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.49.33.51.36

91 Vente d'liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS
Jeudi 4 Mars 1999 à 14h 30 - En un lot
ENSEMBLE IMMOBILIER à LISSES
Parc Industriel des Malines, 22 ter, rue des Malines
comportant, Bâtiment élevé d'un rez-de-chaussée et un étage,
Places de parkings et espaces verts - Superficie environ 3.690 m²
MISE A PRIX : 2.700.000 F
S'adr à Me DEPOIX ROBAIN, Avocat à PARIS 17^e, 222, boulevard Pèreire
Tél : 01.44.09.89.60 - Sur les lieux pour visiter

LE MONSIEUR TE DEMANDE

www.guignols.cplus.fr

TABLEAU DE BORD

ENTREPRISES

EUROPE

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999 / 17

Des stratégies différentes entre le Nord et le Sud

DÉGRÉ D'OUVERTURE DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE



L'ouverture du marché européen est prévue pour le 19 février. La Belgique, l'Irlande et la Grèce ont négocié un délai supplémentaire.

En Grande-Bretagne, une « re-réglementation » en douceur

LONDRES

de notre correspondant à City
Après la privatisation, l'électricité britannique va bientôt être en pleine effervescence avec la mise en route d'une réforme proposée par le gouvernement travailliste et la perte du monopole des douze compagnies régionales de distribution. Après avoir été le laboratoire de la déréglementation énergétique, le Royaume-Uni l'objectif d'une opération de rééglementation en douceur destinée à favoriser

En mars 1990, dans le cadre de la plus importante des privatisations voulues par Margaret Thatcher, l'entreprise nationale d'électricité avait été divisée en une quinzaine de sociétés compétentes douze compagnies régionales de distribution et deux producteurs, National Power et Power Gen. Un organisme de surveillance, l'OFE, avait été créé pour assurer la concurrence. Sa tâche était double : contrôler les licences et assurer que les compagnies régionales achètent leur électricité au meilleur prix. Ce régime donnait l'illusion de la concurrence publique, en pratique, les producteurs avaient mis en place un puissant duopole et seuls quelques très

industriels pouvaient choisir leur fournisseur. Les principaux bénéficiaires ont été les grands groupes privatisés, et leurs dirigeants, qui ont vu leurs salaires bondir.

Les compagnies d'électricité sont florissantes, conséquence à la fois d'allégements fiscaux sévères octroyés lors de la déréglementation et de l'augmentation de la productivité provoquée par les réductions d'emplois. Après la privatisation, il a fallu le temps des batailles boursières pour le contrôle des compagnies de distribution. En 1995, l'Allemande britannique avait été achetée par une série d'OPA. A ce jour, sept ont été réalisées par des groupes américains. En 1996, le gouvernement tout avait mis le holà à cette frénésie, empêchant toute prise de contrôle des deux principaux producteurs d'électricité. En 1997, le prix de l'électricité pour les particuliers était de 9,5 % inférieur au tarif en vigueur en 1990 et de 20 % pour les consommateurs industriels.

La réforme proposée en juin 1998 par le ministre du commerce et de l'industrie, alors, Margaret Beckett, veut simplifier le système de 1990. En premier lieu, les

Les débuts hésitants de la concurrence en Allemagne

OUTRE-RHIN, Claus Rottenschäfer l'un des premiers à s'être engouffré dans la brèche. Dès l'ouverture du marché de l'électricité, en 1998, cet ancien consultant a devenu « broker ». Avec son frère, il a dénommé la tête d'une société pionnière, spécialisée dans la négociation d'approvisionnement en électricité. Installé à Berlin, Ampere AG emploie seize personnes après dix mois d'activité, et comptera plus d'une centaine de clients parmi les petites et moyennes entreprises. Ses perspectives sont prometteuses, mais M. Rottenschäfer demeure sceptique : « Il n'y a pas d'ouverture complète, mais elle n'est pas encore entrée dans la

pratique ». Pourtant, la loi du 4 avril 1998, qui a abrogé l'ancien cadre législatif datant de 1935, figure « priori parmi les plus libéraux de l'Union européenne. Elle va au-delà de la directive de la Commission de Bruxelles.

Au contraire de la France, le marché allemand est théoriquement ouvert dans sa totalité : aucun seuil d'éligibilité n'existe pour la clientèle. Les particuliers pourraient se préférer bénéficier de réductions pour aléger leurs factures d'électricité. Les producteurs ont besoin d'une simple autorisation pour construire une nouvelle centrale. Les opérateurs nouveaux peuvent négocier le coût d'accès au réseau de distribution détenu par les groupes allemands.

Ces dispositions marquent une rupture incontestable dans un paysage électrique très complexe. Malins de neuf opérateurs sont présents sur le marché. Neuf grands groupes privés, récemment privatisés, ou semi-publics, dominent le secteur. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen Energie et Vivant obtiennent un grand succès pour le moment, de contourner les obstacles. Récemment, Enron a obtenu gain de cause devant l'office fédéral des cartels, compétent en matière de concurrence, contre un distributeur local qui lui refusait l'utilisation de ses lignes pour desservir une commune de l'ouest du pays. D'autres plaintes de nouveaux jugements pourraient peu à peu contraindre les opérateurs d'origine à davantage de bonne

distribution, négociés au cas, mais élevés, suite à accord entre les principaux électriciens et les industriels allemands. Les groupes l'américain Enron, les scandinaves Vasa, Bergen

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

France Télécom cherche à céder ses réseaux câblés

L'opérateur officiellement mis en vente vingt-cinq de ses sites Plan Câble. Plusieurs groupes américains sont sur les rangs, les opérateurs français NC Numéricâble et Lyonnaise Câble butent sur le prix

CONSTRUIT sur un équilibre très fragile, tout le paysage français du câble pourrait être profondément modifié dans les prochains mois. Le maelström pourra venir de l'opérateur historique, France Télécom, qui charge la banque d'affaires américaine Donaldson Lufkin & Jenrette (filiale d'Axa) d'une mission de conseil pour 3,7 millions de prises réparties sur 44 des sites Plan Câble. Ceux-ci avaient été construits par l'Etat entre 1982 et 1986. L'époque où le plan promis un avenir radieux.

Devenus propriété de France Télécom, 44 sites — à l'exception de 11 d'entre eux gérés commercialement par France Télécom — sont loués à deux câblo-opérateurs, Lyonnaise Câble (groupe Suez-Lyonnais des eaux) et NC Numéricâble (Canal Plus).

La dichotomie historique entre le propriétaire et l'exploitant des réseaux câblés — qui sont, de plus, concurrents — une infinité de problèmes, comme le témoin le nombre élevé d'arbitrages et de décisions (huit) prononcées par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) — France Télécom et les câblo-opérateurs depuis juillet 1997. S'il est, par exemple, techniquement possible de commercialiser aujourd'hui un accès à Internet ou du téléphone sur le câble, la mésentente entre les acteurs fait que les abonnés au câble n'en voient quasiment pas la couleur. Le Conseil de la concurrence a également récemment donné raison à NC Numéricâble, en interdisant à France Télécom d'augmenter de 150 % la redevance payée pour la location de ses sites Plan Câble (*Le Monde* du 5 février).

Conscient que le plan du partage des fonctions structurelles

(propriétaire et exploitant), France Télécom cherche enfin à trancher le problème des sites Plan Câble : soit en devenant lui-même exploitant, soit en cédant lui-même ses actuels locataires, soit en trouvant de nouveaux acquéreurs par biais d'une mise aux enchères. La première solution sera vraisemblablement écartée. France Télécom cherche à sortir du plan, en témoigne la prochaine finalisation de la mission de ses petits réseaux dits « IG » (fibre optique première génération), Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud, Toulon, Mantes-la-Jolie, Evry et Massy. De fait, Lyonnaise Câble et NC Numéricâble pourraient être intéressés par une acquisition, la condition que le prix leur convienne. C'est sans doute la question qui est la plus épingleuse. « Le prix se fixe en fonction de l'intérêt des acheteurs », explique un financier du dossier.

Or, jusqu'à présent, le câble est un foyer de pertes : France

Quatre acteurs

Le 31 décembre 1998, l'Association française des câblo-opérateurs (AFCO) — 11 millions d'abonnés aux réseaux du câble en France et à 7 millions le nombre de prises commerciales (où il est techniquement possible d'être abonné au câble). Sur le nombre total d'abonnés, 300 000 sont du côté du numérique. « Le prix se fixe en fonction de l'intérêt des acheteurs », explique un financier du dossier.

Quatre principaux acteurs partagent le marché français : Lyonnaise Câble (1 000 000 abonnés) ; NC Numéricâble (630 000) ; France Télécom (754 000) et l'Association des nouveaux opérateurs constructeurs de réseaux (ANOC) (481 000).

Télécom a enregistré 1,75 milliard de francs de déficit (1997) pour les infrastructures de France Télécom Câble, soit 267 millions d'euros. NC Numéricâble a encore perdu 10 millions de francs en 1998 (27,5 millions d'euros). L'ART valorise chaque prise à 1 700 francs (259 €), mais France Télécom estime qu'il vaut davantage, au moins 2 000 francs internationales dans ce secteur (entre 150 et 5 000 francs, 457 €).

Plusieurs scénarios sont possibles : soit faire pour devenir propriétaire du réseau parisien, le plus prometteur. Quitte à acheter en cash pour monter un partenariat avec France Télécom tout en conservant la majorité du réseau. « L'une des deux hypothèses est que France Télécom va partager la valeur des réseaux avec les opérateurs, créant ensemble une nouvelle filiale qui puisse être un tiers », explique Nicolas

Dufourcq, directeur de la division multimédia de France Télécom. Il précise qu'avant l'envoi des documents de présentation du dossier de cession, quatre candidats sont déjà sur le rang pour l'acquisition des sites Plan Câble, « dont plus de la moitié d'américains ».

L'ENJEU DE LA « BOUCLE LOCALE » Plusieurs questions politiques risquent de faire débat. Certains observateurs soulignent que le fruit d'une éventuelle vente des sites Plan Câble, un peu construit grâce à l'effort de France Télécom, devrait profiter à une entreprise qui a été partiellement privatisée (à 37 %). Autant d'arguments pourraient favoriser une inexorable américanisation du réseau Time Warner câble (département du Rhône, TCI et Lenfest ont repris les parts d'EDF dans Vidéopôle). Des investisseurs américains regroupés dans Exante détiennent 37 % de NC

Numéricâble. Enfin, Microsoft a acheté au néerlandais UPC, le nouveau câblo-opérateur de Montréal, qui va commercialiser du téléphone et Internet sur le câble. « La valeur d'un réseau câblé est devenue celle d'un réseau de communication, elle est trop élevée pour un câblo-opérateur. Si une transaction se fait sur le réseau de NC Numéricâble, il serait plus logique qu'elle le soit pour Cegetel [le pôle télécommunication de Vivendi, la maison mère de Canal Plus] », affirme Nicolas Dufourcq.

En filigrane se joue une bataille bien plus prometteuse que celle de la télévision par câble : celle de la concurrence entre la téléphonie et plus précisément l'envie d'une « boucle locale » (le dernier kilomètre du réseau avant d'atteindre l'abonné). France Télécom pourra faire concurrence sur une boucle par trois moyens différents : câble, la boucle locale radio (accès de l'abonné par une liaison d'ondes radio) ou le dégroupage (location par un concurrent). France Télécom de la liaison finale (l'abonné), alors l'ART — France Télécom a l'intérêt d'orchestrer une mise en scène à sortir du câble pour gagner du temps et donner un beau coup de retardant au maximum l'ouverture à la concurrence. Cette mise en scène sur les sites Plan Câble, qui d'autant plus forte que les fonctions d'opérateur technique et commercial seront regroupées et qu'un plan d'envergure nationale va prendre les rênes », explique un proche du dossier. Tant que les deux réseaux de filiales de France Télécom ne seront pas dégroupés de leur filiales. Après avoir investi, ces opérateurs veulent élargir les réseaux de la ligne d'origine destinée à la seule télévision, aux services téléphoniques et multimedias.

Philippe Ricard

Monique Helvig

Deutsche Telekom : la filialisation, première étape avant la cession

LE PAYSAGE allemand a connu un tournant en 1998 d'année. Le premier opérateur de la télévision, Telekom, vient en effet de filialiser ses activités dans ce domaine. Il répond à une injonction de la Commission de Bruxelles, qui a demandé une externalisation nom d'une plus grande transparence. Deux filiales ont été créées, Kabel Deutschland GmbH, et Kabel 24 GmbH.

Deutsche Telekom souhaite ainsi « accroître la compétitivité du réseau et augmenter sa valeur ». La division, qui représentait un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de déutschemarks en 1997 (1,6 milliards €), a accumulé les pertes (-1,3 milliards de déutschemarks en 1997). Le réseau câblé de la unité d'entreprise de télécommunications a atteint près de 11 millions d'abonnés, sur un total de 20 millions de déutschmark, dans un pays où le taux de couverture est

largement supérieur aux performances françaises : entre sept et huit foyers sur dix câblés. La proportion d'abonnés a augmenté avec la multiplication des foyers pendant les années 80 et 90.

RÉGIONALISATION Face à la pression de Bruxelles, Deutsche Telekom cherche à régionaliser son réseau au moins au moins deux départs devraient être possibles pour l'exploiter — puis elle devra céder en partie à d'autres opérateurs. Le gain potentiel est estimé entre 12 et 15 milliards de déutschemarks. L'ensemble du processus pourrait être terminé à la fin de l'année. De nombreux entrepreneurs auraient manifesté leur intérêt : la Deutsche Bank, Microsoft, la Landesbank Baden-Württemberg sur les rangs, selon la presse allemande.

La filialisation, qui soulève un grand nombre d'incertitudes, suit suivie attentivement par les câblo-opérateurs privés concurrents. La plupart de ces derniers sont implantés de manière régionale, sur une partie de marché très en deçà de celle de Deutsche Telekom. Le réseau du numéro deux, Oetel, filiale de RWE et de Veba, regroupe 1,5 millions de foyers. Certains seraient prêts à reprendre une partie des filiales d'ores et déjà. Et d'autres filiales en sorte. Deutsche Telekom réduira significativement sa participation au capital de ses filiales. Après avoir investi, ces opérateurs veulent élargir les réseaux de la ligne d'origine destinée à la seule télévision, aux services téléphoniques et multimedias.

Philippe Ricard

Jean-Michel Helvig assure l'intérim à « Libération »

LAURENT JOFFRIN A ANNONCÉ, LUNDI 15 FÉVRIER, qu'il quittait *Libération* pour rejoindre *Le Nouvel Observateur* comme directeur de la rédaction, en remplacement de Bernard Guetta (*Le Monde* du 11 février). Serge July, PDG du journal, a annoncé qu'il allait recruter un directeur de la rédaction « dans les plus brefs délais », selon *Libération* du 11 février. Jean-Michel Helvig, directeur adjoint de la rédaction assure l'intérim, en attendant que le successeur de Laurent Joffrin soit trouvé. Le choix de Serge July, conformément au plan du titre, devra être entériné par un vote de la rédaction.

Serge July a également indiqué que la diffusion de *Libération* en 1998 que le journal avait réalisé un bénéfice net de 3,4 millions de francs (518 292 000 francs), 7,6 millions de francs en 1997. Le chiffre d'affaires (479,6 millions de francs, 73,1 millions €), en progression de 3,1 %.

Grève annulée à « L'Humanité »

LE PERSONNEL DE L'HUMANITÉ A DÉCIDÉ, lundi 15 février, d'annuler le 1er d'ordre de grève, prévu pour le même jour, en raison des « avancées significatives apportées par la direction, notamment sur l'arrêt des trois licenciements déguisés de journalistes », qui avaient motivé le dépôt d'un préavis de grève. La direction s'est également engagée à rencontrer régulièrement les syndicats pour informer les services du journal. Au cours d'un comité d'entreprise, lundi, la direction a affirmé qu'il n'y aurait pas de plan social. Les syndicats relèvent toutefois que le budget triennal prévoit une réduction de la masse salariale. *L'Humanité* prépare une nouvelle formule pour le 1er mars (Le Monde du 11 décembre 1998).

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean Miot

Nous avons reçu une lettre de Jean Miot, ancien président de l'Agence France-Presse. Il refuse la mise en vente dont il estime faire l'objet dans un article publié dans *Le Monde* du 11 février et démontre la phrase « cette période de transition (...) est mise à profit pour tenter de tirer les leçons de l'échec de l'ancien président de l'AFP » :

J'ai laissé un regret à la clé de cette agence aux administrateurs de l'Etat et de la presse, avec la fierté de rendre une grande maison dans un état financier parfait. Le total : 340 millions de francs de provisions courant et risques et aléas, 170 millions de francs de trésorerie dis-

ponible, un chiffre d'affaires porté en trois ans de 1,18 à 1,3 milliard, en dépit des pertes liées aux crises asiatique et sud-américaine ; oublier les disparitions et concentrations de titres en France. Ainsi, l'AFP a générée 300 millions de francs de chiffre d'affaires à fin 1998.

Enfin, et surtout, l'AFP n'a subi aucun déficit, les exercices s'étant achevés à l'équilibre, comme le prévoient les budgets successifs. S'il y a échec, c'est d'avoir pas pu, en trois ans, guérir l'AFP des maladies originales, liées à son état dont je n'ai cessé de réclamer la modernisation.

DÉPÈCHES

PRESSE : Gilbert Grellet a présenté sa candidature à l'Agence France-Presse (AFP). Âgé de cinquante-deux ans, diplômé d'HEC, il est directeur pour l'Europe et l'Afrique de l'AFP où il a effectué toute sa carrière. C'est la première candidature interne à la présidence de l'agence.

Marie-Claire Kieffer rejoint *Le Monde* comme directrice de la rédaction, quelques mois après avoir dû quitter la direction du mensuel *DS* qu'elle avait lancé en mai 1997.

Hayas a été racheté par CMP média, groupe américain de presse informatique. « Un dossier que nous pouvons nous permettre de négocier », a précisé, lundi 15 février à *La Tribune*, Eric Lévy, PDG de CMP média. CMP média a chargé la banque Lazar de trouver des solutions stratégiques pour son avenir, y compris les possibilités de vente ou de fusion.

La publicité interactive est à la recherche de règles du jeu

L'annonceur souhaite contrôler les informations concernant l'internaute

cialisées dans la gestion et le contrôle de bandesaux publicitaires, comme Double Click ou Real Media, et des Instituts indépendants, comme le nouveau système Cybermetrie Médiamétrie en France, qui propose de mesurer l'audience des sites. Les annonceurs savent désormais qui s'adresser et comment monter leurs campagnes pour des budgets oscillant entre 15 000 francs et 1 million de francs (de 2 287 à 152 000 €), ils se plaignent de ne pas maîtriser la chaîne.

EN OR Pour publicitaires et annonceurs, l'intérêt suprême de la publicité interactive est de savoir qui a cliqué sur le bandeau. Une fois identifiée, la personne devient une cible commerciale d'autant plus intéressante qu'elle est disant prête à acheter le produit proposé. Cette information « en or », enjeu du marketing individualisé, est techniquement disponible. Les « cookies », mouchards informatiques envoyés à l'insu de l'utilisateur, rendent compte de la promenade sur Internet. Ce

sont eux, notamment, qui comptabilisent le nombre de fois où nous avons un même bandeau ou qui adaptent les messages en fonction de nos centres d'intérêt.

Dépassant le niveau théorique qui consiste à interdire l'association d'un nom de famille avec un nom de famille, la publicité interactive, explique Marco Tinelli, patron de l'agence Grey Interactive, au prétexte que l'icône laquelle le téléspectateur clique sur la télécommande indique son écran. Il estime qu'il s'agit en fait de marketing donc que, conformément aux établissements, ses clients ont droit à une rétorsion.

Les publicitaires s'offrent désormais leurs propres règles contradictoires sur le sujet. Ils contestent, par exemple, le volume d'abonnés du bouquet TPS censé cliquer sur un publicitaire interactif : ils opposent un petit pourcentage aux % annoncés par TPS.

Philippe Ricard

Y'A QU'A CLIQUER SUR LE MULOT
www.guignols.cplus.fr

belle

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

EDF : les députés ont entamé, mardi 16 février, l'examen du projet de loi transposant la directive européenne qui va ouvrir à la concurrence le marché de l'électricité (lire p. 16).

DAIMLERCHRYSLER : le constructeur germano-américain devrait décider avant le printemps l'opportunité d'une prise de participation dans le deuxième constructeur japonais, Nissan, a indiqué, lundi 15 février, Jürgen Schrempp, le président du directoire. L'acquisition serait pour l'heure « attractive », a-t-il ajouté.

VOLVO : le constructeur suédois serait en pourparlers pour reprendre Navistar, troisième constructeur américain de camions, selon le Financial Times, mardi 15 février.

ALBERT : quatre offres de reprise pour la société de textile Albert (licences Naf-Naf, Chevignon, Elle, Kenzo, DKNY, Timberland), en dépôt en bilan, ont été déposées, lundi, devant le tribunal de La Roche-sur-Yon. Le chœrule Salmon Arc-en-ciel, le groupe Zanner et deux fonds d'investissement Aratal Europe et Fidel ont présenté leurs propositions très proches. La promesse de reprendre 72 % des 78 % de l'effectif. Le tribunal devrait rendre sa décision en mars.

SERVICES

AMERICAN AIRLINES : la compagnie aérienne, paralysée depuis huit jours par un mouvement de près d'un quart de ses pilotes, a annoncé un retour à la quasi-normale des vols lundi 15 février. La reprise du travail a intervenu après la menace d'un juge d'obliger au syndicat de pilotes une amende de 11 millions de dollars (8,9 millions d'euros).

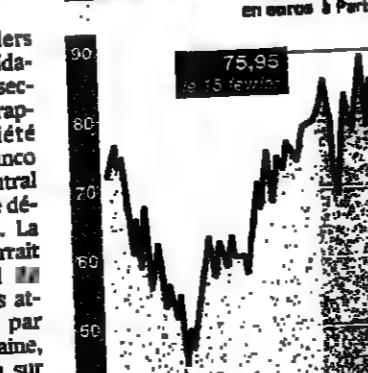
MCDONALD'S : le géant américain de la restauration rapide a annoncé lundi avoir investi 43 millions de dollars en Russie en 1998, pour ouvrir 19 nouveaux restaurants. Arrivée sur le marché en 1985, la chaîne compte désormais 45 établissements en Russie.

VALEUR DU JOUR

Le CCF convoité par ING

LES INVESTISSEURS boursiers sont persuadés que la consolidation n'est pas terminée dans le secteur bancaire et que, après les rapprochements de la Société générale avec BNP et du Banco Santander avec le Central Hispano, les opérations vont se dérouler à un rythme accéléré. La prochaine étape pourrait être le Crédit commercial (CCF). Deux échéances attendent la banque présidée par Charles de Croisset cette semaine, qui nourrit la spéculation sur son avenir. La première est la présentation des résultats pour le prévu jeudi 18 février. La seconde une étape importante de la cession de la participation de 7,8 % des Mutualies du Mans Assurances dans le capital de la banque. Un mandat de vente a été confié à la banque Lehman Brothers, qui boucle la semaine en premier tour son appel d'offres (tableau sur une dizaine de candidats). Parmi eux, les bancassureurs néerlandais ING et le plus attendu, le contrôle déjà de la banque d'affaires Baring, dont il vient d'annoncer la réorganisation, la banque belge BBL. Il est actionnaire à hauteur de 5,9 % du CCF et présente un conseil d'administration. Lundi 15 février, des rumeurs lui prétendaient l'intention de lancer une offre publique d'achat sur la banque. Les deux établissements ne commentent pas ces rumeurs. L'action CCF a gagné 1,94 % à 75,95 euros le titre ING, 0,51 % à 49,30 euros. D'après un sondage La Tribune-Sofres publié mardi 16 février, le

Action CCF



Sophie Fay

STAR ALLIANCE : l'alliance aérienne créée en 1997 autour de Lufthansa et United Airlines, une rejointe, dès le mois de mars, par Air Australia et Air Zealand.

ONE.TEL : les familles Packer et Murdoch se sont associées pour prendre une participation de 10 % chacune dans la compagnie australienne de télécommunications, pour un montant de 70 millions de dollars australiens (398,5 millions d'euros).

FINANCE

CRÉDIT : la banque reprend pour 110 millions de dollars (580 millions d'euros) Warburg Pincus Asset Management, un des leaders de la gestion de fortune des Etats-Unis avec 150 milliards de dollars d'actifs sous gestion.

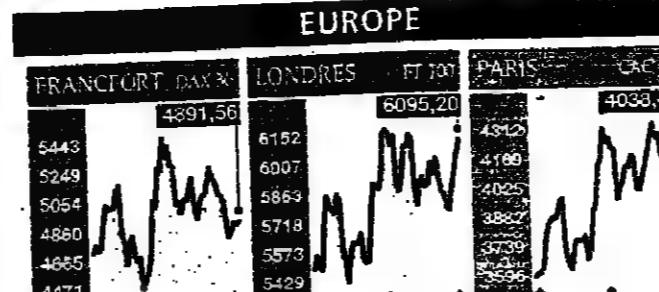
ARTESIA : le groupe français d'assurances sera en négociations « avancées » pour vendre la banque, filiale à 50 %, au belge Artesia Banking Corporation, affirme le quotidien Les Echos, mardi 16 février.

CDC : les syndicats de la Caisse des dépôts (CDC) devaient convoquer une assemblée générale mardi 16 février pour protester contre un projet de la direction de filialiser la direction des activités bancaires et financières (DABF) du CDC, séparant davantage des missions d'intérêt général de la caisse.

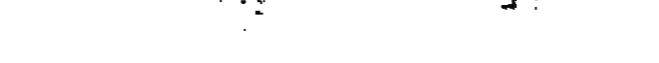
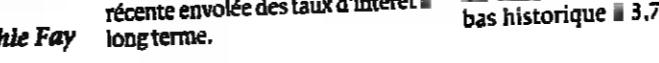
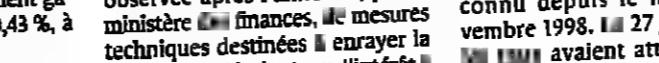
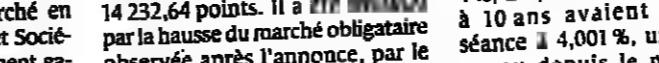
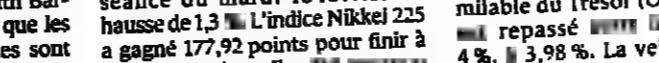
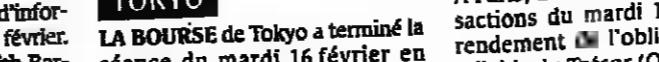
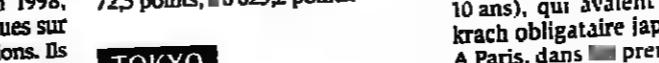
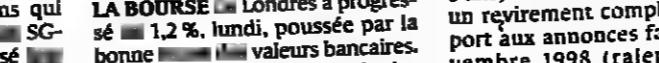
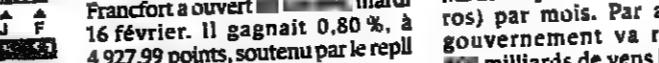
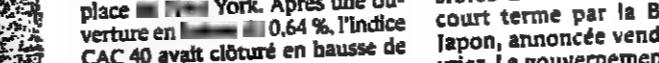
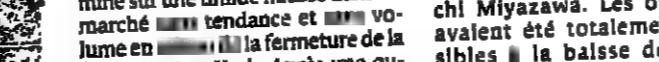
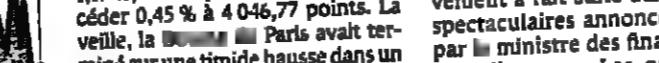
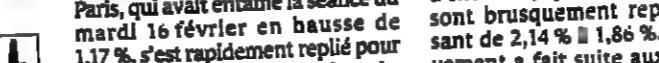
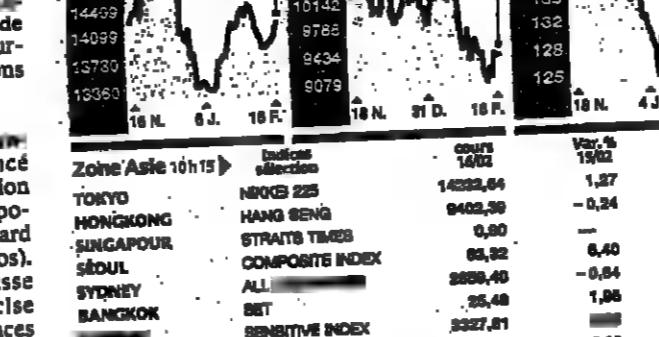
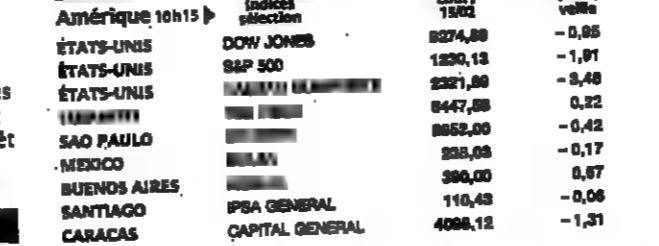
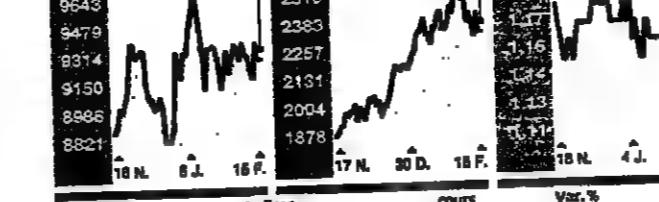
RÉSULTATS

CIMENTS FRANÇAIS : la filiale française d'italcement a enregistré, pour son exercice 1998, un résultat net de 110 millions de francs (136,9 millions d'euros), le niveau de 46 millions d'affaires de 13,6 milliards de francs (2,1 milliards d'euros). Le groupe, qui a renoncé à se séparer après plusieurs de restructurations, souhaite poursuivre sa politique d'acquisitions douceuses et plus que double à 110 millions de francs (8,9 millions d'euros).

BARCLAYS : le groupe bancaire britannique a annoncé mardi 16 février une progression de 12 % de son bénéfice imposé pour 1998 à 1,918 milliard de livres (2,76 milliards d'euros). Très affecté par la crise russe l'été dernier, Barclays précise que ses provisions pour créances douteuses ont plus que doublé à 1,1 milliards de livres.



Europe 12h30	Indices sélectionnés	Cours	Var. %	Var. % 1/2
EUROPE	Euro STOXX 50	3402,45	-0,37	1,80
EUROPE	STOXX 50	2884	-0,08	1,92
EUROPE	Euro STOXX 30	280,33	-0,40	0,32
EUROPE	STOXX 600	280,40	-0,29	2,58
ITALIE	CAC 40	4038,40	-0,66	-
ITALIE	MEDAC	1585,13	-0,08	-3,92
ITALIE	SEB 120	2777,94	-0,46	-
ITALIE	SEB 250	2580,63	-1,01	-
ITALIE	SECOND MARCHÉ	1827,99	-0,01	-5,67
ITALIE	AEX	224,84	-0,29	-2,51
ITALIE	BEL 20	3416,85	-0,32	-7,72
ITALIE	DAX 30	4891,56	-0,26	-2,22
ITALIE	FTSE 100	5095,20	-1,20	-3,81
ITALIE	STOCK EXCHANGE	8805,10	-0,97	-0,32
ITALIE	MIBEL 30	30877,00	-1,37	-3,63
ITALIE	SPI	7010,80	-0,52	-2,09



FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

● L'action Paribas a gagné 1,82 %, mardi 16 février, en début de matinée après l'annonce du retrait provisoire de l'action de la composition l'indice CAC 40 en raison de l'offre d'OPÉ de la Société générale.

● Le titre Technip a été réservé à la hausse, à l'ouverture des transactions mardi. Cet engouement pour le titre survient après l'annonce d'une hausse de 10,2 % du résultat net pour 1998 et de la volonté de faire progresser le bénéfice par action de 5 % en trois ans.

● Le titre Ciment français a bondi de 5 %, mardi matin 16 février, après la publication d'un résultat pour 1998 en progression de 46 %, et de l'augmentation de 50 % du dividende.

● La fièvre qui s'était emparée du titre Eramet depuis vendredi 12 février s'est poursuivie, mardi 16 février au matin, avec une hausse de 2,18 %.

● Mardi matin, l'ouverture de la séance, l'action Pathé n'a pas réagi à l'annonce d'un investissement de 100 millions de francs pour prendre 34 % du Club de football lyonnais. Elle a resté stable, à 239,1 euros.

● L'action Lagardère a progressé de 4,5 % dans les premières transactions du mardi 16 février. La marche a bien réagi à la présentation du nouveau groupe Aérospatiale dans lequel Lagardère a pris 33 % du capital.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 16 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 18 février

France	Précédent	Cours	Cours en francs	Diff.	% Var.	Montant
BAJA (P)	143,00	144,00	847,84	+ 0,83	0,58	
CAJONNEMENT (P)	143	143,78	2084,34	+ 0,87	15,18	
RENAULT (P)	167,80	168,78	2084,34	+ 0,87	15,18	
SAINTE COUPINE (P)	180	179,00	1180,07	- 0,05	- 0,03	
THOMSON SA (P)	140,10	140,00	1180,07	- 0,05	- 0,03	
ACCOR	200,30	200,20	1430,27	- 0,70	- 0,31	
AIR LIQUIDE	188	188,60	242,74	- 0,66	- 0,70	
ALCATEL	94	95,00	123,30	- 1,38	- 1,41	
ALSTOM	55,10	55,00	151,45	- 1,01	- 0,65	
ALTRAN TECHNO. 4	176	176,00	125,70	- 1,02	- 0,73	
ATOS CA	120,40	120,30	125,70	- 1,02	- 0,73	
ATOS INVEST.	120,30	120,30	125,70	- 1,02	- 0,73	
BAZAR HOT. VILLE	90	90,00	107,42	+ 0,88	0,85	
BERTHARD FAURE	67	67,00	105,34	- 1,77	- 2,56	
BIC	52,25	52,25	94,95	- 2,10	- 2,10	

NOUVEAU

MARCHÉ

MARDI 18 FÉVRIER

Valeurs	Cours	Cours 4 Mois	Cours 12 Mois	Diff.	% Var.	Montant
AB SOFT	160,00	160,00	160,00	- 0,00	- 0,00	
ALPHADENA	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
ALTAIR M S	57,08	57,08	57,08	- 0,00	- 0,00	
ALTAIR E C	56,82	56,82	56,82	- 0,00	- 0,00	
ALDERT	17,45	17,45	17,45	- 0,00	- 0,00	
ASTRA	101,00	101,00	101,00	- 0,00	- 0,00	
AVENIR TELEC.	40,67	40,67	40,67	- 0,01	- 0,01	
BARBARA BUI	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
BELVEDERE	160,10	160,10	160,10	- 0,00	- 0,00	
BIODOME E	120,00	120,00	120,00	- 0,00	- 0,00	
BYME E S	216,57	216,57	216,57	- 0,10	- 0,05	
CAC SYSTEMES	7,10	7,10	7,10	- 0,13	- 1,78	
CEREP	141,00	141,00	141,00	- 0,02	- 0,01	
CHEMUNIX 9	1,97	1,97	1,97	- 0,00	- 0,00	
COIL	127,75	127,75	127,75	- 0,00	- 0,00	
CRYO INTERAC.	265,00	265,00	265,00	- 0,00	- 0,00	
CYBER PREP.	160,00	160,00	160,00	- 0,00	- 0,00	
DATAK	160,00	160,00	160,00	- 0,00	- 0,00	
DESK BS 98	320,00	320,00	320,00	- 0,00	- 0,00	
DNS 5	55,36	55,36	55,36	- 0,34	- 0,61	
DURAND ALLIEZ	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
DURANT BESO	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
DURAN HV ICE	87	87,00	107,00	- 2,00	- 1,86	
EFINK	143	143,00	143,00	- 0,00	- 0,00	
ESKER	140,00	140,00	140,00	- 0,00	- 0,00	
EUROFINS SCH.	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
EUROFINS SCH.	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
EUROKATAT	226,31	226,31	1,45	- 0,51	- 27,45	
FABMASTER 9	121,00	121,00	121,00	- 0,00	- 0,00	
FI SYSTEM 9	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
FLOREANE MED.	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
GENERIK 9	375,00	375,00	375,00	- 0,17	- 0,48	
TITUS INTER.	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	

SICAV

FONDS

Une sélection.

Cours de clôture le 15 février

Émetteurs	Valeurs émission	Cours	Cours francs	Diff.	% Var.	Montant
AGPI	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
ACPI AMBITION (AXA)	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
ACPI ACTIONS (AXA)	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
BNP	100,00	100,00	100,00	- 0,00	- 0,00	
ANTIGONE TRÉSORIE	191,000	180,00	180,00	- 1,00	- 0,55	
NATIO COURT TERME	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO COURT TERME 2	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO COURT TERME 3	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EP. CROISANCE	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EP. PATRIMOINE	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EPARC. RESSOURCES	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EURO TÉR. TRÉSOR	120,000	120,000	120,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EURO OPPORT.	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO EURO PERSPECT.	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 2	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 3	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 4	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 5	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 6	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 7	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 8	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 9	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 10	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 11	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 12	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 13	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 14	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 15	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 16	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 17	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 18	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 19	100,000	100,000	100,000	- 0,00	- 0,00	
NATIO INVESTISSEUR 20	100,00					

150

L'incertitude pèse toujours sur le sort d'Isabelle Autissier

Le skipper italien Giovanni Soldini devait entrer, mardi 16 février, en début d'après-midi, dans la zone du Pacifique Sud où la navigatrice française fait naufrage

Isabelle Autissier (PRB), 37 ans, du classement de l'Around Alone, course à la voile autour du monde en solitaire avec escales, a déclenché une de ses balises de secours lundi 15 février, à 15 h 23, alors qu'elle se trouvait

L'ATTENTE, difficile, a été inévitale. Toute la nuit du lundi 15 mardi 16 février, du port de Honolulu (archipel de Hawaï) au PC d'Isabelle Autissier (PRB) ou à Charleston (Etats-Unis), point de départ de l'épreuve. Le petit monde de l'Around Alone s'est inquiété du sort de la jeune femme à bord de l'océan Pacifique, à mi-chemin entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et le cap Horn. Partout, en attendant les nouvelles de la navigatrice, chacun a fait de son mieux pour aider Giovanni Soldini (Fila), parti à sa recherche, qui matin, dans l'espérance

de salut.

A 15 h 23, lundi, en plein Pacifique Sud, alors qu'elle se trouvait en deuxième position de la 3^e étape (2 000 milles (3 700 km) au cap Horn, qui sépare l'océan Pacifique et l'Atlantique, la navigatrice a déclenché la détresse Sarsat, une ou six embûches monocoque. Sur place, le vent atteint à 30 nœuds (55 km/h) et la mer grise.

Grâce à son téléphone portable satellitaire, les deux parviennent à rentrer en contact avec son équipe à terre, dont sait la communication, mauvaise, dure que quelques secondes. L'interlocuteur d'Isabelle Autissier lui demande si elle a chaviré. Dans le craquement, il croit entendre un « oui ».

A terre, les deux s'organisent. Le centre de sécurité de Honolulu, chargé de la marine, informe qu'aucun bateau ne trouve la zone. Le naufrage

en plein Pacifique Sud, le premier de la troisième étape (Nouvelle-Zélande)-Punta del Este (Uruguay), longue de 5 690 milles (10 500 km). Une très mauvaise

Autissier et son PC parisien a permis d'établir que la navigatrice française avait chaviré. L'italien Giovanni Soldini (Fila), son suivant immédiat, a fait route sur elle pour lui porter

rejoindre Isabelle

le naufrage, en début d'après-midi (heure française). Marc Thiercelin (Somewhere), le concurrent le plus proche du PRB, handicapé par les vents, a déclenché une balise d'urgence, dans l'impossibilité de se dérouter.

Isabelle Autissier, en début d'après-midi (heure française), Marc Thiercelin (Somewhere), le concurrent le plus proche du PRB, handicapé par les vents, a déclenché une balise d'urgence, dans l'impossibilité de se dérouter.

Cyclisme : nouvelle interpellation dans l'affaire de dopage au « pot belge »

LES GENDARMES de l'unité de recherche de Poitiers (Vienne), chargés de l'enquête sur l'affaire du « pot belge » (Le Monde du 2 décembre 1998) ont procédé à une nouvelle interpellation le 14 janvier, en région parisienne.

Patrick Charron, un ancien VRP

âgé de 31 ans, déjà condamné en

novembre à deux années

prison par le tribunal correctionnel de Paris

à la découverte, le 14 novembre 1986, par la brigade des stupéfiants, de produits illicites lors de l'épreuve cycliste

Six jours après, un omnisport

Paris-Bercy, a été arrêté au domicile de sa mère, dans le Val-d'Oise, présenté à un juge d'instruction à Poitiers, le 1^{er} février 1999, en cause pour trafic de stupéfiants et violation de la loi sur le dopage, il a été incarcéré depuis cette date.

Patrick Charron nie les deux portées sur lui. Les gendarmes n'ont rien trouvé. Pas le moindre produit, pas le moindre indice susceptible de laisser croire à un trafic. Ni à son domicile ni chez sa mère », a affirmé l'avocat, M. Jean-Louis Pelleter, au Monde.

CAHIER COMPTABLE

Pourtant, selon une source proche du dossier, Patrick Charron

souppçonné d'être un important

fournisseur du « pot belge » - mélange d'amphétamines, de caféine, de cocaïne, d'héroïne et d'antalgiques - d'éthyphropéline (EPO). C'est auprès de lui que s'approvisionnaient Jacques Guillandou et Claude Deschamp, deux anciens dirigeants de clubs cyclistes de la région orléanaise, mis en examen et même arrêté au mois d'octobre

Les deux hommes avaient été

incarcérés par le juge de Poitiers,

après avoir été passés aux

Relâchés à la fin du mois de décembre 1998, ils sont l'un et l'autre reconnu

de trafic du « pot belge », produit

utilisé dans les meilleurs cyclistes

amateurs et professionnels. C'est

à leurs domiciles, à Paris et à Vendôme (Loir-et-Cher), que les gendarmes avaient mis la main sur

34 flacons contenant du « pot

belge » - 6 chez Jacques Guillandou et 28 chez Claude Deschamp - et un cahier

comptable tenu à jour par Claude Deschamp. Ce cahier serait un des éléments-clés de l'instruction

puisque il contiendrait la liste

complète des clients de Claude Deschamp.

L'arrestation de Patrick Charron

relance l'enquête menée depuis

maintenant neuf mois par les gendarmes de Poitiers. Ces derniers

ont interrogé plusieurs dizaines de personnes, coureurs cyclistes, dirigeants de clubs, en fonctions

retraités.

Pourtant, cette affaire est encore d'être bouclée. Selon un enquêteur, elle devrait conduire

l'instruction au-delà des frontières de l'Hexagone, en direction de la

Belgique et de la Pologne notamment.

Des pistes qui devraient être évoquées, jeudi 18 février, lors de l'audition par le juge chargé du dossier.

Yves Bretonne

Sauvée dans l'océan Indien par la marine australienne en 1994

ISABELLE AUTISSIER s'est déja trouvée en sérieuse difficulté dans les eaux de l'hémisphère sud. C'était il y a un peu plus de quatre ans, lors du BOC Challenge, la course qui devait devenir l'Around Alone. Le 2 décembre 1994, à 8 h 07, dans la deuxième étape, Isabelle Autissier, qui avait remporté les cinq jours d'avance la première étape arrivée au Cap (Afrique du sud), où elle a été sauvée. Elle a alors à 275 milles au sud du Cap. Sous gréement de fortune (25 mètres carrés de voile), au lieu de 370, la navigatrice française décide d'amener son monocoque Ecurie-Poitou-Charentes II aux îles Kerguelen, à 1 240 milles (2 200 km) à l'Est.

Le 13 décembre, à 15 h 18, Isabelle Autissier arrive dans le golfe de Morbihan, la baie la plus abritée des Kerguelen. Pendant son cheminement vers les îles, une chaîne de solidarité s'est mise en place. De nombreux marins lui

offrent leur matériel pour lui permettre de réparer.

Le 15 décembre, Isabelle Autissier décide malgré tout de repartir l'assaut. « Cinquantaines de houles avec seulement 158 mètres carrés de voile. Mais il a déclenché la détresse de son bateau. Pour un marin, c'est le meilleur endroit où se réfugier, même si l'embarcation est immergée. »

De plus, d'après les positions données par la balise, celui-ci dérive d'environ 1 mille par heure (0,85 km/h). Le canot, plus léger, dé-

Les lieux du naufrage



riera beaucoup rapidement dans des vagues violentes.

À 0 h 15, Giovanni Soldini envoie un e-mail. « Ça va, écrit-il, je suis à 117 milles (215 km). Il faudra faire un empannage - virer vers l'arrière (...) Il faudra se déplacer parce qu'après contre de la dépression, il va arriver du vent de sud-ouest, très fort. »

De plus, depuis le QG de Pug-sur-Argens (Var), il routeur de l'italien, Pierre Lasnier (l'ancien d'Isabelle Autissier) informe l'équipe de la navigatrice que de nombreux growlers - des îles de glace quasiment immergées dérivent vers le vent - et icebergs - pourraient se trouver sur la zone où PRB a fait naufrage.

TOUTES EN MER

À 1 heure, le PC parisien américain de Charleston informe Paris que la Française a déclenché, à 15 h 35, le bouton alarme de la balise Argos, celle qui émet en continu, et qui est située sur le balcon arrière du monocoque. Il pourra fonctionner l'eau, celle-ci s'était à 14 h 34. Soit le bateau s'est à nouveau retourné, soit Isabelle Autissier parvient jusqu'à sa balise pour la sortir de l'eau et l'actionner. L'information signifie, en tout cas, qu'elle est toujours en vie. Pendant toute la nuit, les fax crachent les derniers relevés des balises qui sont immédiatement envoyés via Internet à Giovanni Soldini.

À 5 h 45, le skipper italien qui fait les points de 25 nœuds (plus de 46 km/h) a la vitesse de 16,6 à 18,5 km/h. A 15 h 45, le skipper italien qui fait les points de 25 nœuds (plus de 46 km/h) a la vitesse de 16,6 à 18,5 km/h.

Assisté d'un nouveau record de distance en 24 heures. Mais le marin avouait une inquiétude : naviguer à une telle vitesse avec des vents de 30 à 50 nœuds (de 55 à plus de 90 km/h) et des creux de six à dix mètres.

Les membres de son équipe à terre, le navigateur doit tout d'abord sa réparation de l'heure. Mais celle-ci ne peut que provisoire et ne devrait pas lui permettre d'atteindre une traite

Punta del Este (Uruguay), terme de la 3^e étape de l'Around Alone.

Problème de gréement pour Marc Thiercelin

Actuellement en tête de la 3^e étape de la course autour du monde, le navigateur français Marc Thiercelin a été dans la grande voile de son bateau. Il a précisé qu'une partie de la grande grande voile sur laquelle il fixe la voile, était cassée. Il a également déclaré que le bateau avait été dérivé vers l'ouest à 9 à 10 nœuds moyenne (de 16,6 à 18,5 km/h).

Assisté d'un nouveau record de distance en 24 heures. Mais le marin avouait une inquiétude : naviguer à une telle vitesse avec des vents de 30 à 50 nœuds (de 55 à plus de 90 km/h) et des creux de six à dix mètres.

Les membres de son équipe à terre, le navigateur doit tout d'abord sa réparation de l'heure. Mais celle-ci ne peut que provisoire et ne devrait pas lui permettre d'atteindre une traite

Punta del Este (Uruguay), terme de la 3^e étape de l'Around Alone.

Des balises pour que les solitaires ne soient plus égarés

LES NAVIGATEURS sont plus tout à fait seuls au milieu des océans. Ils sont gardés d'en haut, les satellites, qui recueillent les signaux envoyés par les bateaux transportant. A bord du PRB, Isabelle Autissier dispose de trois types de ces engins.

C'est, tout d'abord, le célèbre balise Argos, généralement fixée sur le balcon arrière du monocoque. Il s'agit d'une antenne électrique alimentée par une batterie de 10 à 12 jours d'autonomie - qui émet en permanence. Son « bip » est capté par l'instrument français Argos sur trois satellites américains.

Deuxième type d'appareil : la balise Sarsat équipée d'une fonction GPS (Global Positioning System). Utilisant les services d'une ou de 24 satellites de l'armée américaine naviguant à 20 000 kilomètres d'altitude. Étant, de ce fait, toujours à n'importe quel point de la Terre, GPS autorise un nombre illimité de localisations avec une précision de l'ordre de la centaine de mètres.

Cependant, étant donné que l'île a chaviré dans l'un des endroits les plus isolés de la planète, une tentative de localisation avec une précision de l'ordre de la centaine de mètres.

Mais, pour une raison inconnue, Isabelle Autissier n'a pas déclenché cette balise qui permettrait de la suivre en direct.

Pierre Barthélémy, notre correspondante en Nouvelle-Zélande, Florence Changy

de déresse Sarsat-Cospas. Avec seulement 72 heures d'autonomie et une précision analogique, il celle de la balise Argos, elle n'est mise en marche qu'en cas de naufrage, présente l'avantage d'émettre sur une fréquence reçue seulement par les satellites mais aussi par les avions, qu'ils soient civils ou militaires.

DOUZE SEMAINES PAR JOUR

Croisant sur une orbite polaire, les satellites effectuent le tour de la planète en une centaine de minutes et, aux latitudes extrêmes où naviguent les concurrents de l'Around Alone, le contact est établi une douzaine de fois par jour. Ensuite, le signal est renvoyé à l'une des trois stations de réception au sol, qui transmettent les données dans un centre de calcul, soit à Toulouse, soit à Washington. Là, les mesures sont analysées et la position du bateau est déterminée avec une précision moyenne de l'ordre de 350 m. Les balises Argos sont plus joignables lorsqu'elles sont parfois dotées d'un mode alarme qui peut être déclenché accidentellement.

Deuxième type d'appareil : la balise GPS (Global Positioning System) qui a été mise à bord du PRB et dont Isabelle Autissier s'est servie, la balise

GPS autorise un nombre illimité de localisations avec une précision de l'ordre de la centaine de mètres.

Mais, pour une raison inconnue, Isabelle Autissier n'a pas déclenché cette balise qui permettrait de la suivre en direct.

Pierre Barthélémy, notre correspondante en Nouvelle-Zélande, Florence Changy

de déresse Sarsat-Cospas. Avec seulement 72 heures d'autonomie et une précision analogique, il celle de la balise Argos, elle n'est mise en marche qu'en cas de naufrage, présente l'avantage d'émettre sur une fréquence reçue seulement par les satellites mais aussi par les avions, qu'ils soient civils ou militaires.

DOUZE SEMAINES PAR JOUR

Croisant sur une orbite polaire, les satellites effectuent le tour de la planète en une centaine de minutes et, aux latitudes extrêmes où naviguent les concurrents de l'Around Alone, le contact est établi une douzaine de fois par jour. Ensuite, le signal est renvoyé à l'une des trois stations de réception au sol, qui transmettent les données dans un centre de calcul, soit à Toulouse, soit à Washington. Là, les mesures sont analysées et la position du bateau est déterminée avec une précision moyenne de l'ordre de 350 m. Les balises Argos sont plus joignables lorsqu'elles sont parfois dotées d'un mode alarme qui peut être déclenché accidentellement.

Deuxième type d'appareil : la balise GPS (Global Positioning System) qui a été mise à bord du PRB et dont Isabelle Autissier s'est servie, la balise

GPS autorise un nombre illimité de localisations avec une précision de l'ordre de la centaine de mètres.

Mais, pour une raison inconnue, Isabelle Autissier n'a pas déclenché cette balise qui permettrait de la suivre en direct.

Pierre Barthélémy, notre correspondante en Nouvelle-Zélande, Florence Changy

de déresse Sarsat-Cospas. Avec seulement 72 heures d'autonomie et une précision analogique, il celle de la balise Argos, elle n'est mise en marche qu'en cas de naufrage, présente l'avantage d'émettre sur une fréquence reçue seulement par les satellites mais aussi par les avions, qu'ils soient civils ou militaires.

DOUZE SEMAINES PAR JOUR

Croisant sur une orbite polaire, les satellites effectuent le tour de la planète en une centaine de minutes et, aux latitudes extrêmes où naviguent les concurrents de l'Around Alone, le contact est établi une douzaine de fois par jour. Ensuite, le signal est renvoyé à l'une des trois stations de réception

DISPARITIONS

Jacques Loew

Le premier prêtre-ouvrier

DU PRÊTRE-DOCKER sur quoi Marseille au prédicateur de Carême dans les appartements romains de Paul VI, l'itinéraire du Père Jacques Loew – qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-dix ans (Le Monde du 16 février) – celui d'un spirituel qui aura marqué plusieurs générations de chrétiens.

Tuberculeux, le jeune du barreau de Nice se repose en Suisse où c'est en visitant la Valsainte, l'abbaye de Fribourg, qu'il convertit. Il décide de rentrer chez les dominicains. « Je viens vous apporter avant la tendresse de Dieu », dit-il, en 1970, commençant ses études de Carême devant le pape un aréopage de cardinaux. Des mots qui expriment l'originalité de son parcours hors normes dans l'Eglise. La famille bourgeois, brillant et plein d'humour, c'est dans la condition ouvrière le contact avec les milieux populaires de la Cabucale, la première paroisse marseillaise, ou d'Osasco, bidonville de São Paulo, que Jacques Loew a été amené à se contenter d'évangélisation des masses. Très marqué par le Père Lebret (Economie et humanisme), il a passionné par l'incroyance le milieu ouvrier. *Journal d'une mission prolétarienne* son premier livre.

Déjà ordonné prêtre depuis deux ans, Jacques Loew s'embuche comme docker à Marseille, où il restera quatorze ans. Premier prêtre-ouvrier de France, visité par Simone Weil et Karol Wojtyla – le futur Jean Paul II –, il subit de plein fouet la sanction romaine de 1954 visant cette nouvelle forme d'apostolat. La condamnation des

prêtres-ouvriers restera toute sa vie une blessure, mal à l'aise. Biographe Dominique Xardel. Homme de rigueur, Jacques Loew ne vivra toutefois pas dans la « connivence » entre le marxisme ou contestation permanente de l'institution. Au contraire, il crée la Mission ouvrière Pierre et Paul, qui deviendra une pépinière de prêtres engagés dans le milieu populaire. En 1963, il prend pour la première fois la route du monde. A temps et contre-temps, avec le théologien Yves Congar et René Voillaume, fondateur des frères de l'Evangile (spiritualité de Charles de Foucauld), puis fonde l'Ecole de Foi à Fribourg. C'est là qu'il accueillera nombre de laïcs, de prêtres, de religieux, hommes et femmes, issus de tous pays. Son exigence de chaleur lui valent nombre de « disciples » (une trentaine encore aujourd'hui en Amérique latine et en Afrique).

Jacques Loew a d'abord été un homme de prêtre. Dès 1965, il avait quitté l'ordre des dominicains. Mais après dix années dans les communautés monastiques de Tamie, de Chœux, d'Échourgnac en Dordogne – où il fut mort dimanche 14 février –, il réussira à synthétiser entre la contemplation de Dieu et l'immersion auprès des plus démunis, qui restera la marque de son œuvre. Grand Prix catholique de littérature en 1970, il écrit encore *La Vie à l'écoute des grands priants ou Le Bonheur d'être homme* (entretiens avec Dominique Xardel), toujours diffusés, y compris dans le pays de l'Est qu'il a également souvent parcourus.

Henri Tincq

JOHN EHRLICHMAN, ancien conseiller du président américain Richard Nixon, emprisonné dans les années 70 pendant dix-huit mois pour son implication dans le scandale du Watergate, est mort à son domicile d'Atlanta (Géorgie), dimanche 14 février, à l'âge de soixante-treize ans. Né le 11 mars 1925, distingué à plusieurs reprises pendant la seconde guerre mondiale, avocat de renom, John Ehrlichman avait été nommé en 1969 conseiller du président Nixon pour les affaires intérieures, aux côtés de Robert Haldeman, secrétaire général de la présidence. A la suite des pre-

mières révélations dans la presse sur le cambriolage des bureaux du Parti démocrate dans le bâtiment du Watergate à Washington le 17 juillet 1972, il avait démissionné en avril 1973. Condamné en 1975 pour complicité à la Justice, conspiration et faux témoignage, John Ehrlichman a été emprisonné d'octobre 1976 à avril 1978 dans un pénitencier d'Arizona. Menacé de destitution, Richard Nixon démissionna le 9 août 1974. Son successeur, Gerald Ford, fit adopter la suite une loi d'amnistie pour tous les délits qu'il avait pu commettre durant sa présidence.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 13 février sont publiés :

■ Dissolution : deux décrets portant dissolution des conseils municipaux des communes de Craonelle (Aisne) et de Dernacquellette (Aude).

■ Le Pors : un décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

ment (direction générale de l'aviation civile) dans des corps de fonctionnaires de catégorie B. ■ Préfectorat : un arrêté déterminant la répartition des sièges des représentants du personnel au comité technique paritaire central des préfectorats, à la suite des élections du 21 janvier. La répartition la suivante : FO, 5 titulaires et 5 suppléants ; CFDT, 3 titulaires et 3 suppléants ; Sapap, 2 titulaires et 2 suppléants.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Stéphanie et Lucas DEVERGIES

ont la joie d'annoncer la naissance de

Eliot,

le 6 février 1999.

Les familles Benayou, Devergues, et Gourdi s'associent à leur joie.

« Je vous dans vos yeux vos sourires. » Kimiko

Nina Clémentine,

le 11 janvier 1999, à 15 h 45, à

Amiens.

Thierry PAPINI

et Jean-Louis MANIAQUE.

59, rue d'Engoulvent.

93160 Livry-Gargan.

Chez Sophie et Hubert KOLLER.

43, avenue Ernest-Reyer.

75014 Paris.

Anniversaires de naissance

– 17 février 1949.

Marie-Thérèse.

Pour votre anniversaire, je pense à vous

et je vous souhaite ce qu'il y a de meilleur.

Le Breton bénit.

Anniversaires

– De Neuilly à Bourges.

En passant par Saint-Brieuc.

Aler et Cognac.

sans oublier

Eindhoorn, Toronto, Bruxelles et Mexico,

à celle qui est revenue

la petite Marion d'Yffiniac,

■ qui le temps n'a pas de prise.

Que ce 17 février 1999 soit à l'image des beaux jours passés et à venir.

Avec tout notre amour.

Saint-Valentin

– Ton gros bébé de 21 ans : je t'aime !

De Sophie E. à Talib K., unis à jamais de près et de loin.

Bouda

I ♡ you. !!!

Tariq.

Tous les jours dans le

Carnet du Monde

NAISSANCES,

ANNIVERSAIRES,

MARIAGES,

FIANÇAILLES

520 F TTC - 79,27 € 10 lignes

62 F TTC - 9,45 €

toute ligne suppl.

22

17/02/99

17/02/99

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe connu sur le marché

international des télécommunications

recherche rapidement

2 COMMERIAUX

Paris / RP - Temps partiel

Salaire plus prime et formation véritable

Réunions les 22 et 23 février 1999

Voir avec photo, CV, CI et références précises

Contact : Guy BOBICHON au 01-53-93-78-02

J.F. recr. emploi secrétariat

détourage, temps complet

Bac pro. Nations Word,

Excel.

Tél. : 01-39-95-70-97

Portable : 0-80-39-65-37

IONE EN NEURO-PEDIATRIE

éval, mètore du réveil

ch. pt. simple : 01-34-43-85-30

H. 49, juif, spécialiste

relations administratives, usages,

domaines sociaux ; 25 e. exp.

serv. public, étud. les propos.

travail social, CNG, associat.

Entre sous n° 9903

MONDE PUBLICITE

21 bis, rue Claude-Bernard

75005 Paris

Bière de suite.

Tél. : 01-39-95-70-97

Portable : 0-80-39-65-37

J.F. 33, bilingue (angl.,

arabe), marketing, cherche poste.

Tél. : 01-40-20-04-99

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

21.20 Grèce antique, la mémoire en histoire. Invités : André Malraux, Paul Desnoes, Monique Trédeau, Jean-Pierre Vermunt, François Villard. Forum Planète

23.25 Carnaval, le monde à l'envers. Invités : Yves de Sist, Jean-Pierre Pernaut, Guillaume d'Andlau. Forum Planète

MAGAZINES

■ Nulle part ailleurs. Invités : Gaspard Nuit, « La Mouche », Michel Noguès, Jeanne Cavaillé, Sophie Fontenel. Canal + 19.00 Archimède. Arte 19.10 et 10.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI 20.00 20h Paris Première. Romane Bohringer. Paris Première 20.50 Les Moments de vérité. M 6 21.00 Géraldine. A-t-on le droit d'en tout dire ? Paris Première 21.00 Temps présent, nous avons oublié. TV 5 21.20 La Vie à l'envers, et pourtant sourdoué. France 3 21.30 Le Mystère de la Grande Pyramide. France 3 0.20 Zone interdite. Au 2000 : le peau de l'apocalypse. France 3 21.30 Saga-Cités. Encyclopédie urbaines, et après ? France 3

DOCUMENTAIRES

■ La Grèce antique. Forum Planète 20.45 La Vie en face. France 3 21.10 Les Descendantes. France 3 21.50 Pour une chanson d'amour. France 3 21.25 Divorce, quand le rabbin s'en mêle. France 3 21.45 Les Ateliers du rêve. France 3 21.45 On the Road Again. France 3 21.50 David Hockney en perspective. Canal + 22.30 Venise sous les masques. France 3 22.35 La Chine, dragon millénaire. France 3 23.00 L'Egypte. France 3 23.25 Forum en direct

19.00 Football. Match amical, Strasbourg - Bayern Munich. Eurosport

21.00 Boxe. Combat international WBC. Venezuela - Paolo Sammoneo. France 3

2.05 Basket NBA. France 3

THÉÂTRE

21.40 Claus Peymann s'achète un pantalon. Thomas Bernhard, Mis en scène. Thomas Bernhard. Mis en scène. Claus Peymann (v.o.). 23.10 Avant l'heure. Thomas Bernhard. Mis en scène. Claus Peymann (v.o.).

TELEFILMS

20.30 Jennie, Lady Randolph Churchill. James Cagney (v.o.). Festival 21.00 Chérie, nous avons été rétrécis. Cendrillon 21.15 Manège. Marc Angelo. Canal +

20.40 The Practice. La loi du talon. Série Club

20.55 La Vie à Chin. Un enfant encombrant. France 3

21.45 Star Trek. Star Trek (v.o.). France 3 21.50 Twin Peaks. (v.o.). High Secret Club. Les Tapis entre eux. Au cœur de la nuit. TF 1

22.30 Star Trek, la nouvelle génération. Héritier légataire (v.o.). Canal +

0.10 Star Trek. Deep Space Nine. Dramatis Personae (v.o.). Canal +

FILMS

18.15 Trente secondes sur Tokyo. Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1942). Ciné Classique 18.20 Grand Canyon. Alan Parker (Etats-Unis, 1991). Ciné Classique 18.30 1930 1941. Steven Spielberg (Etats-Unis, 1977). Ciné Classique 18.40 L'Espresso. André Malraux (France, 1959, 115 min). Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.55 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.55 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 18.55 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.00 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.05 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.10 La Vie à Chin. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 19.20 Je vous aime. Claude Berri (France, 1991, 100 min). Ciné Classique 19.25 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 19.30 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 19.35 Cap des Pins. 17.50 Hartley, coeur à vif. 17.50 Hartley, coeur à vif. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.00 1000 familles vers l'an 2000. 18.10 Qui est qui ? 18.10 Qui est qui ? 18.20 Journal. Météo. 18.20 Journal. Météo. 18.25 Jersey Girls. 18.25 Jersey Girls. 18.30 Les Tapis entre eux. Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1955, 90 min). Ciné Classique 18.35 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.40 L'Amour ou le crépuscule des dieux. Luc Besson (France, 1992). Ciné Classique 18.45 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. AIL 1972, 115 min. Ciné Classique 18.50 La Vie à Chin. Claude Berri

Sévèrement urnés !

par Pierre Georges

C'EST UNE PUB, bien sûr. C'est comme un jeu de piste aussi. Les « Guignols de l'info » pour dix ans – sont-ils grands ces nains ! – sont offert, ou fait offrir, une campagne de publicité dans *Le Monde*, journal ainsi pavé et comme qui dirait honoré, voiez caisse, quinze guignolades du plus bel effet. Quinze cadres non en faire-part de Mardi gras. Quinze phrases concises, célèbres, « onomatopées » souvent, vulgaires parfois, comme autant de pieds de nez, rouge évidemment. Les pieds de nez d'une institution l'autre. Emission du soir cherche quotidien du soir pour carnaval. Et plus si affinités.

« Putain, dix ans ! » Cela va bien ! En une ! Il a niché dans des mœurs ! « Ah que c'est ! » dans le monastère présumé des pissembrins et des va-du-tragique. « Putain dix ans », la pub de grande classe. Et déjà le vieil incompréhensible qui n'a pas suivi régulièrement n'a pas suivi régulièrement n'a pas suivi régulièrement une campagne publicitaire de quinze bougies ou plutôt de quinze phrases tombées dans le domaine et le parlé public.

Le style, c'est le, les Guignols. Pour dire s'ils existent, ils se sont offert le luxe de faire une campagne non de marionnettes, mais de trouvailles verbales, de verbaux anonymes et cependant transparents. C'est un privilège rare d'être, mais aussi, pour la signature Internet, sur ses onomatopées et. Le rire va ainsi, comme le plus détesté crime, signé.

Voilà. Il n'est d'autre raison à cette indigne chronique-pub que une pub de la reconnaissance du toujours, de la mémoire, de l'indignation parfois. A chou...

Le gouvernement renonce au projet de taxation du travail précaire

ALORS QUE le projet avait été annoncé à l'automne par la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, puis confirmé par le premier ministre, Lionel Jospin, le gouvernement ne songe plus à mettre en œuvre, au moins dans la forme initialement prévue, une taxation du travail précaire. Si l'annonce n'en a pas été faite officiellement, c'est du moins que l'on confirme de bonne foi. Le gouvernement songerait plutôt à inviter les branches professionnelles à ouvrir des négociations sur le sujet. Compte tenu du peu d'enthousiasme du patronat pour dispositif, celui-ci a donc peu de chances d'aboutir dans un proche avenir.

A la veille d'une convention sur l'entreprise, les 21 et 22 novembre, organisée par le PS, le gouvernement avait compris qu'il n'entendait pas tenir la promesse de la gauche de rétablir l'autorisation administrative de licenciement mais il avait aussi annoncé qu'il instaurerait une taxation sur les entreprises qui abusent du travail précaire. Martine Aubry avait annoncé qu'elle songeait à faire payer une « contribution » à certaines entreprises, pour « rendre plus stricts les mots à l'intérieur du CDD ». (Le Monde du

Laurent Mauduit

DÉPÉCHES

■ FOOTBALL : le groupe de communication Pathé a confirmé, lundi 15 février, un investissement de 100 millions de francs (15,24 millions d'euros) dans le club de football Olympique lyonnais (OL). Pathé acquiert 34 % de la participation, qui contrôle 66 % du capital de la (Société anonyme à objet sportif) de l'OL.

■ La direction de l'Olympique de Marseille a présenté, lundi 15 février, au Toulouse Football Club (TFC) après les incidents survenus dimanche 14 février à l'issue de la rencontre entre les deux clubs de football (trois stadiers blessés). Le TFC a décidé de déposer une plainte auprès du procureur de la République de Toulouse.

■ Francis Szkerecki, entraîneur de l'En Avant de Guingamp, a annoncé, lundi 15 février, son départ du club de football en raison des mauvais résultats. Il pourrait être remplacé par Guy Lacombe, ex-entraîneur du Toulouse.

■ L'entraîneur italien de l'Atletico Madrid, Arrigo Sacchi, contesté en raison des mauvais résultats du club espagnol, a démissionné, lundi 15 février, et mis un terme à sa carrière de technicien.

Tirage du Monde : 16 février : 506 231 exemplaires.

La gestion chaotique du programme Leonardo illustre la crise de la Commission européenne

L'avenir bruxellois d'Edith Cresson, chargée de la formation, est en question

BRUXELLES

de notre envoyé spécial
La Commission (de Bruxelles) a décidé unilatéralement de suspendre les activités du Bureau d'assistance technique Leonardo à partir du 11 février. Le bureau sera donc fermé jusqu'à nouvel ordre. La sécheresse du message enregistré par le répondeur téléphonique du BAT Leonardo, depuis lundi 15 février, laisse la peine deviner l'appréciation des règlements de comptes qui ont été faits dans les coulisses de la Commission européenne. Le programme de formation professionnelle Leonardo da Vinci (qui profite à dix-huit pays d'Europe) fait partie du portefeuille d'Edith Cresson, commissaire européen chargée de la science, de la formation et de la jeunesse.

Le programme a été mis en place par les parlementaires européens en raison d'un certain nombre d'irrégularités ayant touché sa gestion, au même temps que d'autres programmes communautaires, tels que (aide humanitaire) et (aide aux médias)

européens. Pour prix d'un compromis politique la Commission, qui menaçait d'une motion de censure visant notamment Mme Cresson, le Parlement a obtenu deux concessions : la nomination d'un comité des

(lequel doit remettre un rapport à la fin du mois), et que la « » du directeur du BAT Leonardo, Richard Walther (Le Monde du 15 janvier).

Un premier temps, l'Intérieur accepte de quitter son poste discrètement, mais il réclame une indemnité. Or, au scénario d'une sorte de crise en douceur qui régne au sein de la Commission, nourri d'accusations de népotisme et de fraudes. L'Uclaf, l'unité de coordination pour la lutte contre la fraude, vient de transmettre au juge belge Jean-Claude Van Esch quatre documents d'irrégularités touchant la gestion du programme Leonardo. Or, un rapport d'audit a détecté « un nombre considérable d'infractions », surtout dans le domaine de l'utilisation du programme Leonardo n'est guère contestée. La

meilleure preuve qu'une partie salariés – sans doute environ 450 personnes – devraient être réengagées au titre d' « auxiliaires de la Commission », laquelle assurerait désormais la gestion directe du programme. Insatisfait ce compromis boiteux, le personnel cependant introduit, lundi 15 février, une action en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

Mme Cresson et son entourage seraient volontiers passés d'une telle publicité, laquelle participe au climat de plus en plus négatif qui régne au sein de la Commission, nourri d'accusations de népotisme et de fraudes. L'Uclaf, l'unité de coordination pour la lutte contre la fraude, vient de transmettre au juge belge Jean-Claude Van Esch quatre documents d'irrégularités touchant la gestion du programme Leonardo. Dans l'entourage de Mme Cresson, on persiste à défendre la thèse d'un « complot allemand ». L'Allemand, qui aurait obtenu une réduction substantielle de sa contribution au budget communautaire, ne

Laurent

Installez votre AS/400 en mars 1999. Ne payez rien avant l'an 2000.

du 5 au 28 février 1999 pour profiter d'un incroyable sur l'AS/400e. Commandez maintenant votre AS/400e en mars et bénéficiez d'un paiement jusqu'en janvier 2000, suivi de 24 mois de location sans frais*. Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouvelle gamme AS/400e dont le rapport prix/ performance est plus que jamais. Février est donc que 30 jours, ne perdez pas une minute pour envoyer votre coupon-réponse. Vous pouvez aussi appeler le 0 800 TEL IBM (0 800 835 428) ou vous connecter sur Internet www.as400.ibm.com/france

e-business tools'

Equipez-vous maintenant,
payez plus tard.
Beaucoup plus tard.



IBM

* 24 mois de 1,24% du prix HT de l'AS/400e. Cette offre porte sur la nouvelle gamme AS/400e annoncée en février 1999, avec sur le modèle 720 (au 7/2/99) et certaines évolutions supplémentaires (veuillez consulter). Ces conditions s'appliquent à des commandes passées avant le 12 mars 1999 pour livraison avant le 31 mars 1999, avec réservation d'acceptation du dossier par IBM France. Cette offre n'est pas combinable avec aucune autre offre d'IBM à basse

Coupon-réponse à renvoyer avant le 28 février 1999 à IBM Direct BP 51 F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex

Qui, je suis intéressé(e) par l'offre "Location d'un AS/400" d'IBM France Financement. _____ de me contacter.

Nom : _____ Fonction : _____ Société : _____

Tél. : _____ Fax : _____ e-mail : _____

de l'entreprise : _____ Déjà équipée d'un AS/400 : OUI NONVous _____ un Partenaire Commercial IBM : OUI NON oui, ses _____

Les adresses des partenaires sont indiquées dans le dossier de vente IBM. En application des dispositions des articles 100 et 101 de la loi Technologie et Liberté du 6 juillet 1991, vous choisissez d'opter pour la collecte des données avec IBM France.

رسائل من الأذن

Handisport haute technologie

Les fauteuils roulants de compétition n'ont rien à voir avec les fauteuils classiques

DÉTENTEUR du record du monde du 200 m en fauteuil roulant (25'76), le Français Claude Issorat a gagné plus de cinq secondes sur cette distance en 10 ans. La performance tient d'abord aux qualités intrinsèques de l'athlète : elle est également le résultat des innovations technologiques apportées aux fauteuils de compétition. Il y a une vingtaine d'années, les sportifs handicapés utilisaient des fauteuils roulants presque ordinaires. Aujourd'hui, conçus sur mesure, les fauteuils de course sont passés de quatre à trois roues (avec des roues arrière inclinées, des bâtons ou lenticulaires), et de plus de 20 kg à moins de 10 kg grâce à l'utilisation de matériaux toujours plus légers.

Reste, selon Jean Minier, directeur technique de l'athlétisme handisport, à surmonter les problèmes qui se posent dans les virages. C'est dans cette perspective que les ingénieurs de la direction des études et recherches d'EDF ont mis en point un nouveau fauteuil, qui a effectué ses premiers tours de piste aux Jeux paralympiques d'Atlanta. Tout d'abord modélisé en trois dimensions sur station de travail, le fauteuil a ensuite fait l'objet de tests en soufflerie afin d'améliorer son aérodynamisme. Les recherches sont concentrées sur la partie avant du fauteuil et tout about à la création d'une nouvelle fourche avant « cassée » en aluminium d'avion ultra-léger. Alliant rigidité et flexibilité, celle-ci a permis des gains

substantiels en matière de maîtrise directionnelle et d'adhérence au sol, mais les incertitudes demeurent sur l'arrière du fauteuil où s'exercent l'essentiel des forces de propulsion. Pour lever ces dernières doutes, un banc d'essais offre, depuis peu, aux athlètes, la possibilité d'optimiser leur

S. M.



Les prothèses de Big Blue

IBM France a créé un laboratoire dédié à la recherche, à l'élaboration et à la diffusion de matériel et de logiciels d'aide aux handicapés moteurs

LA PRÉOCCUPATION directement importée des Etats-Unis : IBM France s'attache à développer un matériel informatique permettant une meilleure intégration des handicapés. Outre-Atlantique, il est impossible de prétendre à l'obtention d'un quelconque marché public si l'on n'a pas de préoccupations. Alors, l'image de maison mère, une branche française a mis en place, dans le cadre d'une politique interne baptisée « égalité des chances », un centre d'information et de solutions pour personnes handicapées.

Dans une petite salle, il y a une personne assise à un ordinateur. Le système, nommé Lipscom, permet de traduire en phonétique les paroles d'un interlocuteur et d'afficher cette traduction sur un écran. Il pourra être particulièrement utile dans le cadre d'une école. Nous avons aussi monté un partenariat avec le journal L'Alsace pour que, chaque jour, des personnes handicapées puissent recevoir via leur maison le journal sur leur ordinateur et l'écouter grâce à un logiciel de synthèse vocale.

Les logiciels d'IBM tournent : ViaVoice, Speech Viewer, ScreenReader, « ce sont soit des produits spécialement développés pour les handicapés, soit des logiciels grand public qui sont aussi adaptés pour les personnes-lâches. De toutes les façons, toujours l'obligation, quand on développe un logiciel, de vérifier s'il est utile et accessible pour les handicapés. Exemple : ViaVoice, un logiciel de dictée et de commande vocale à l'ordinateur ; il est très précieux pour les handicapés moteurs qui peuvent ainsi accéder à toutes les fonctionnalités de la machine et des logiciels sans avoir besoin d'un clavier. Il peut aussi être couplé à des applications domestiques pour servir d'utilitaire dans la maison pour commander vocalement l'allumage des lampes ou d'appareils électriques.

G. F.

L'égalité des chances par l'informatique

LYON
de notre envoyée spéciale
Le visage d'Abdel s'éclaire d'un large sourire, celui d'une franche satisfaction : « Pour la première fois j'ai senti le regard admiratif des gens pendant que je manipulais l'ordinateur, comme n'importe quelle personne. Certains me demandaient même des conseils : « Ce jeune handicapé moteur n'est pas près d'oublier sa présentation au Mondial des Jeux, qui s'est déroulé à Lyon du 4 au 7 février, et où il a pu, avec dix autres de ses camarades, montrer à savour-faire en matière de mise en réseau sur Internet. Alexandre, tétraplégique, qui faisait lui aussi partie du groupe, ajoute : « On a l'impression d'égalité. »

C'est précisément pour l'égalité des chances dans la vie sociale et professionnelle que se bat l'association Informatiques pour handicapés (Icon), dont Abdel et Alexandre sont membres depuis quelques années. Là, ils ont appris à se familiariser avec l'ordinateur. Crée en 1991 sur l'initiative de Handicap International, l'Icon accueille régulièrement, dans le quartier Ger-

L'utilisation d'Internet permet une meilleure socialisation des invalides

à Lyon, une centaine de handicapés ainsi que personnes atteintes de maladies neuromusculaires. Plus que n'importe quel autre moyen de formation, cette plate-forme a un lieu de passage, de socialisation. « Pour nous, c'est une évidence, l'insertion passe par l'utilisation de l'informatique. Cet outil permet aux handicapés de devenir actifs pour les valides et ainsi d'inverser le processus », explique Christophe Bordet, le directeur du centre. Finalement, il y a dans le système d'appareillage qui a fait la notoriété de Handicap International : après les prothèses en bambou et Cambodge, voici nowtchors protthèses technologiques. »

La métaphore est bien choisie car, pour la majorité des adhérents, l'ordinateur est là pour pallier leur gêne. « L'écran remplace le cahier et la

ris le stylo », résume Alexandre Oberthür, responsable de la formation initiale, un programme spécifique aux jeunes de 14 à 18 ans. L'entrée en CP, certains enfants n'arrivent pas à tenir un crayon et sont donc placés en enseignement spécialisé alors qu'ils pourraient parfois dans leur classe, et faire leurs exercices informatique. »

L'évolution technique telle que l'usage de la main n'est désormais plus une nécessité. N'im-

porter quel moyen de corps peut remplacer la pression du doigt sur la souris, comme en témoigne Ange-David Lalande, l'ergothérapeute du centre : « Les contacts sont suffisamment au point pour permettre de commander un ordinateur par simple contraction musculaire ou par le souffle. » Et d'ajouter : « Pour un paralysé qui n'arrive plus qu'à re-

monter légèrement le bas du visage, j'ai fabriqué un casque avec une languette sensible sous le menton. Face à un clavier virtuel, il a le moyen de communiquer. »

Les exemples réussis manquent pas. Ainsi cette petite fille

dans l'incapacité de parler qui, depuis peu, écrit ses premiers mots grâce à un système de beuza place

à proximité de la tête, qu'elle appelle par à-coups. Ses parents pensaient qu'elle était mentalement retardée, ils ont toutefois découvert qu'elle avait un quotient intellectuel de 130 », raconte, enthousiaste, Christophe Bordet. Et puis, il y a Patrick, dont l'histoire sonne, pour nombre des membres de l'association, comme un message d'espérance. A 38 ans, totalement paralysé par une myopathie, il est aujourd'hui un palliatif à l'hôpital de Rouen. Sur son lit, il est pourtant certainement autonome. La bouche posée sur un trackball (boule qui commande qui remplace la souris), il utilise aisément son ordinateur : « Après vingt ans d'hospitalisation, j'ai retrouvé une raison de vivre », explique-t-il, via Webcam dans sa chambre et laquelle il vit quotidiennement.

« Internet est pour moi une fenêtre sur l'extérieur, un soutien moral. Je ne pourrais plus me passer. En plus, aux forums de discussions, je me sens enfin compris. » D'autres personnes qui sont aussi victime fausser les relations. Je me sens plus différent. » Patrick a dédié un projet à créer son propre site. Et c'est un peu la motivation qui le transmet.

Ensemble de l'équipe de l'Icon, tous ont l'impression d'être utiles et espèrent poursuivre d'ici peu l'expérience à Marseille.

E. L.

A la force des neurones

Des implants devraient permettre au cerveau d'interagir avec un ordinateur sans clavier

brales leur permettant d'interagir avec l'ordinateur. Cet entraînement vise à faire bouger de haut en bas un curseur sur l'écran. Une fois que le patient maîtrise le mouvement, il peut sélectionner les lettres de l'alphabet et composer un texte. Les récentes expériences montrent qu'il fallait environ 10 secondes pour sélectionner une lettre. Pour faciliter le travail des patients, les scientifiques cherchent à développer des systèmes qui permettraient de faire apparaître des lettres sur l'écran sans les premières lettres tapées.

C'est à l'aide d'électrodes qu'on permet aux parkinsoniens et aux autres malades souffrant de tremblements chroniques de retrouver une vie presque normale. L'opération se

pratique depuis une douzaine d'années à Grenoble, la direction du professeur Benabid, chercheur à l'Inserm. Elle consiste à placer des électrodes dans des zones particulières du cerveau. Reliées à un stimulateur de type pacemaker, elles permettent de supprimer les mouvements incontrôlés et la rigidité des muscles qui leur sont associés. C'est le contrôle permanent d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique qui permet aux neurochirurgiens et électrophysiologistes d'explorer depuis le crâne le patient. Quand l'électrode trouve une cible, les neurones sont stimulés. L'expérience révèle concluante, les médecins placent cet endroit à l'électrode fixe. Le stimulateur, placé à l'omoplate, est programmable. On peut donc régler la fréquence de fonction du patient. L'appareil a été conçu pour fonctionner sept ans.

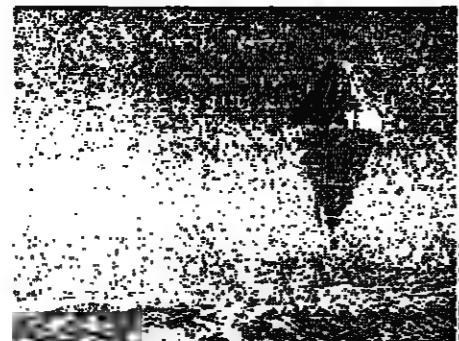
Comparé aux interventions qui pratiquaient auparavant, où l'on détruisait au laser certaines zones des régions corticales, ce système présente l'avantage d'être réversible. Son

La Toile en pictogrammes

« TECHNOLOGIES handicap » était le thème de la troisième rencontre organisée et suivi par l'Union nationale des associations de parents et amis des personnes handicapées mentales (Unapei) le 3 février à la Maison de l'Unesco, où ont rencontré plus de quatre professionnels sociaux et médicaux, ainsi que des acteurs d'Internet. « Depuis quelques années, des efforts considérables ont été faits pour rendre l'information accessible par les personnes handicapées mentales : il existe sur le marché, de nombreux logiciels éducatifs et ludiques spécialisés. Mais aujourd'hui Internet offre une pléthore d'informations écrites relevant d'un processus d'exclusion contre lequel nous nous battons depuis maintenant quinze ans », explique François Barisat, responsable de la mission nouvelles technologies à l'Unapei.

Le constat, l'organisation, en collaboration avec trois associations – allemande, anglaise et portugaise –, participe depuis mai 1997 à l'élaboration du programme Adict. Ce projet, mené par la Commission européenne, devrait permettre aux handicapés d'utiliser le courrier électronique de manière plus facile et se repérer sur Internet. « Nous travaillons à un système de communication en pictogrammes qui soit capable non seulement de passer un langage écrit dessins figuratifs, mais aussi du code image utilisé en France à celui utilisé dans les pays participants », résume Geert Freyhoff, responsable de la mission. Ce nouveau système de communication devrait voir le jour en avril.

G. F. et Co. M.

**www.breitling-orbiter.ch**

Ce ne sont pas les tentatives qui manquent. Personne pourtant n'est encore parvenu à boucler un tour du monde en ballon sans escale. Après avoir enfin obtenu l'autorisation de survoler le territoire chinois, le *Breitling Orbiter* devait relever le défi pour la troisième fois et prendre le départ depuis Château d'Oex, la « capitale européenne du ballon ». Ce site permettra aux visiteurs de suivre quotidiennement la progression de l'équipage. Des schémas et des graphiques détaillent les technologies employées par ce ballon : la tour de Pise, qui utilise l'air de l'hélium pour se mouvoir et des panneaux pour recharger ses batteries au plomb alimentant une capsule dotée d'instruments électroniques physiques de navigation et de communication par satellite. En outre, des photographies et des séquences vidéo retracent les tentatives précédentes du *Breitling Orbiter*.

www.droit-technologie.org

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et la communication pose de nombreuses questions de jurisprudence. Conçue des spécialistes en droit des ingénieurs, le site belge Droit à nouvelles technologies tente de leur apporter quelques réponses. Une rubrique rend compte des dernières avancées en matière de droit des nouvelles technologies, et des articles approfondis consacrés aux sujets les plus épingleux sont disponibles sous formats html et pdf. A partir d'exemples actuels (le procès de Microsoft

le. top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

magazine américain *Playboy*, le site analyse les cas de jurisprudence relatives à Internet : droit des marques, liens hypertextes et échanges privés de photographies dans des forums de discussion.

www.net.org

Etats-Unis, l'ordinateur possède son musée depuis 1982. Le site du Computer Museum retrace l'histoire de l'informatique et son influence sur la société, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours. Les innovations dans les domaines du matériel, des logiciels ou encore de l'intelligence artificielle, dans l'ordre chronologique, sont l'objet d'une analyse systématique. Par ailleurs, le site propose des animations comme la conception en ligne d'un robot à plusieurs fonctions, ou d'apprendre à utiliser les jeunes internautes à servir d'un ordinateur tout en comprenant le principe de son fonctionnement.

www.edf.fr/html/fr/eco/somecole.htm

L'énergie racontée aux enfants. Tel est, en substance, le contenu de ce site réalisé par EDF (Électricité de France). De la photosynthèse à la fission de l'uranium, en passant par les centrales hydrauliques, thermiques ou nucléaires, il aborde simplement et non sans une touche d'humour, des thèmes jusqu'à présent habituellement de façon plus ténue dans les manuels scolaires. Une carte interactive par exemple le cheminement du pétrole depuis son extraction jusqu'à son utilisation. Une bande animée illustre l'histoire de l'énergie et de la découverte du feu à la géothermie. Enfin, un quiz permet aux jeunes internautes de tester leurs connaissances sur les dangers de l'électricité.

**www.manoone.com**

Jeune Webdesigner de 18 ans, François Manoone a quelques-unes des plus belles créations sur son site, Mano Artwork : photos, démonstrations en 3D ou improvisations musicales... Manuel Clément propose également ses travaux - gratuits - à la vente par leurs propres fonctions. Il apprend à apprendre à ses lecteurs internautes à servir d'un ordinateur tout en comprenant le principe de son fonctionnement.

www.cst.fr

Le site de la Commission supérieure technique de l'image et du son (CSTIS) comporte une dizaine de forums traitant de productions multimédias, de la postproduction et de la diffusion d'œuvres audiovisuelles ou moyens électroniques ou encore de l'exploitation des effets spéciaux et des images de synthèse. Il publie également, chaque mois, un volumineux rapport technique, téléchargeable, en html (pages Web) et (images).

Une sélection de Stéphane Mandard

Stratégies

Alliances dans l'Internet sans fil

En moins d'une semaine, le petit monde des télécommunications et réseaux s'est engagé dans l'accès à Internet par l'intermédiaire du téléphone mobile. Microsoft et British Telecom (opérateur de téléphonie) ont annoncé qu'ils s'alliaient pour développer un type de service dans quarante pays. Motorola (constructeur d'appareils) et Cisco (opérateur de réseaux) ont aussi emboîté le pas en s'associant pour définir un standard rendant compatibles les réseaux IP (Internet Protocol) avec tous les standards GSM (Global System for Mobile Communications), CDMA (Code Division Multiple Access, un mode de télécommunication paquet) et TDMA (Time Division Multiple Access, une technologie qui permet de passer plusieurs appels par un seul canal). En termes, permettre la transmission de la voix, des données et de la vidéo. Le programme coûte d'un budget de 1 milliard de dollars (870 millions d'euros, 5,7 milliards de francs) sur quatre à cinq ans. Les deux entreprises ont reçu le soutien de trois grands opérateurs de téléphonie mobile, Sprint PCS, Cellnet et AirTouch. Netscape et Nextel (opérateur de téléphonie mobile) ont, plus modestement, annoncé le lancement d'un kit de connexion Internet depuis un portable Motorola qui permettra d'envoyer et de recevoir des e-mails et qui donnera accès à un site-portail conçu spécialement pour fonctionner sur le crédit kit.

Bull, son intranet et ses syndicats

Chez Bull, les syndicats ont négocié et obtenu la présence institutionnalisée sur l'intranet, écrits-nous dans « Le Monde interactif » du 3 février. L'histoire est plus compliquée. L'accord, passé en avril 1997, ne concerne que la CGC. La CFDT, majoritaire, a alors demandé un traitement similaire. La direction a alors suspendu, en février 1998, le site... la CGC. La CFDT a porté plainte pour discrimination à l'égard, et pour obtenir l'ouverture du site aux syndicats. Le tribunal, par un jugement du 11 novembre, lui a donné raison sur le premier point, condamnant Bull à 100 000 F (15 000 dommages-intérêts), mais pas sur le second, l'entreprise restant maître du contenu sur l'intranet.

Découpage préventif de Microsoft

Steve Ballmer, qui assure la gestion quotidienne de Microsoft depuis un an, s'est vu confier de découper le géant du logiciel en quatre divisions, opération dont l'objectif sera de répondre plus précisément aux besoins de la clientèle. Il faut pourtant qu'il s'agisse pour la firme d'anticiper les éventuelles conséquences des procès antitrust. Dans cette perspective, Bill Gates, le père de Windows 95, reprendrait en main le groupe Interactive Medi, qui gère notamment les services en ligne de Microsoft.

Et André inventa le PC

Le premier micro-ordinateur n'est pas américain : son père est un Français d'Indochine

permet de comprendre les concepts et de se donner les moyens pour les confronter à la réalité.

Au tournant des années 70, André Truong crée, avec une poignée d'amis, l'entreprise R2E (Réalisations études électroniques) : « Faire petit devenu raisonnable. » faisait moutons cinq pattes qui donnaient naissance à des moutons à quatre pattes. cherchait l'objet miracle... » En 1972, l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) demande à la jeune société de mettre au point un système informatique à moindre coût à la recherche agricole qui puisse être transportable. André Truong sait qu'Intel, aux Etats-Unis, qui est sur le marché le premier microprocesseur, vient de lancer un nouveau modèle deux fois plus puissant, le 8008. Il passe commande à l'équipe, renforcée par l'arrivée de l'ingénieur François Gernelle, sur le projet. Cinq mois, passés dans un appartement au sous-sol d'un immeuble de la rue parisienne, seront nécessaires pour créer le premier micro-ordinateur. « Le Micral n'est le fruit du travail de l'équipe, aime-t-il à préciser, le style à la main. Quel souvenir, le jour de la présentation, lorsque les journalistes étaient déplacés ! »

Le Micral est vendu au prix de 450 F, soit le prix des PC actuels. La première production de 500 Micral trouve, dès la première année, une application dans les péages d'autoroute. Mais, en 1975, à la suite de difficultés dues à des erreurs de gestion, c'est la fusion avec Bull. L'arrivée du PC d'IBM en 1981 et l'absence de dynamisme de Bull auront raison du Micral.

André Truong ne s'arrête pas pour autant. Avec un PC d'IBM, il comprend qu'il faut lancer un ordinateur compatible. Il demande à la filiale américaine de R2E de mettre au point un tel système, et en juillet 1982 le premier compatible PC est livré à Paris. Trois mois plus tard André Truong, en profond déception avec ses proches collaborateurs, qui « ne croyaient pas au compatible », donne sa démission. « On n'en voulait pas à Bull et pas plus à IBM qu'à leurs constructeurs. Aucun constructeur n'avait cru au PC », déclare avec amertume apparente l'inventeur. Il est alors dans le



conseil aux entreprises à créer, en 1988, sa nouvelle société, APCT, AbsolutBoot, un CD-ROM capable de faire fonctionner Windows NT sur n'importe quelle machine.

« Je compte bien rester quatre à cinq ans dans les nouvelles technologies, dit André Truong sur un ton devenu hésitant. J'ai passé ma vie à résoudre des problèmes. C'est devenu mon métier. Manque de reconnaissance ? Il cite volontiers Boston Computer Museum et le groupe Intel, qui voient en lui le véritable père des ordinateurs de bureau. En 1997, Comdex, pour

vingt-cinq ans du microprocesseur, le Micral est exposé. Mais il n'y a pas un dans la presse française ! », lâche-t-il en levant légèrement la voix. Silence. Un article du Street Journal soigneusement plié dans une chemise plastifiée et posé sur la table illumine à nouveau son regard. Son portrait fait la une, et il titre sonne comme une évidence : « Les raisons pour lesquelles vous n'avez jamais entendu parler de l'inventeur du premier micro-ordinateur ». Léger sourire. « Oui, j'ai souffert intellectuellement et je comprends que les créateurs du Macintosh affirment-ils

d'une voix claire, de regrets. Mais il faut se remettre dans l'époque. Les gens ne comprenaient pas ce qui se passait. »

Aujourd'hui, André Truong est d'une distinction. Tous, qui ne parle pas un mot vietnamien n'a jamais voulu vivre ailleurs qu'en France, rappelle à André le souvenir de son grand-père décédé à la grande-croix de la Légion d'honneur. Une Légion d'honneur qui lui a plu. Une distinction pour l'inventeur méconnu du micro.

Nicolas Bourcier

Le Micral

Le MICRAL, premier micro-ordinateur utilisant un microprocesseur vendu tout assemblé, apparaît en mars de mai 1973. Conçu et produit en France par André Truong, il est basé sur le processeur d'Intel qui lui-même intègre 128 bits. Le Pentium II lui compte 7,5 millions. Le Micral avait la forme d'un ordinateur classique actuel. Il ne possédait ni moniteur ni imprimante. Programmé en mode bininaire, il fonctionnait avec des bandes perforées et de nombreux interrupteurs placés sur la face avant. Il fallait, d'après les responsables de l'époque, deux demi-journées de formation pour maîtriser l'engin.

André Truong ne se rappelle l'origine exacte du nom, « la seule chose dont je me souviens c'est que "Micral" pouvait se prononcer dans toutes les langues ». Un mois après son lancement, en juin 1973, le mot microcomputer apparaît pour la première fois dans la presse américaine dans un article au sujet du Micral.

Dates

1955 André Truong naît à Saigon, au Vietnam.

1956 André Truong arrive au France.

1971 André Truong fonde la société R2E.

1972 André Truong crée le premier micro-ordinateur Micral.

1973 André Truong crée la société APCT.

1982 André Truong crée la société AbsolutBoot.

1988 André Truong crée la société Comdex.

1997 André Truong crée la société APCT.

1998 André Truong crée la société Comdex.

UtilN
tenda

on n'a

Le Big Blue

LE MONDE INTERACTIF

LEMONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1993

Ch. 150

UtilNet, « provider » tendance phalanstère

DAMIEN BONETTE est de ceux qui considèrent que les ethnologues ont désormais plus de travail sur le terrain de l'entreprise que dans les contrées lointaines. En tout cas, il a pris l'habitude de recourir à leurs services. Et c'est sur leurs conseils avisés qu'il a dû avoir imaginé UtilNet, un service qui, fin février, deviendra fournisseur d'accès Internet. Un projet qui semble tomber comme un flocon de neige au Sahara. Pas une semaine sans qu'un portail n'annonce son mariage avec un moteur de recherche, sans qu'un des bâtonnets de l'Internet communautaire ne tombe dans l'escarcelle d'un service commercial. Pourtant, Damien Bonetted affiche un optimisme de chercheur d'or. Son projet est différent, dit-il, car « il repose sur un vrai concept ». En l'occurrence, il s'agit d'offrir à l'abonné un « contenu qui a vraiment un sens » et d'établir avec lui une relation forte. Son « truc » : associer cet abonné à l'éventuel succès du service en lui offrant une action contre un abonnement d'un an. Ainsi les abonnés deviendraient « les vrais propriétaires » d'UtilNet. Ils seraient associés aux choix de leur fournisseur d'accès plutôt que de les subir. L'idée n'est après tout pas plus farfelue que celle qui consiste à ouvrir le capital d'un journal aux journalistes. Damien Bonetted la défend donc. Il croit en la capacité d'Internet à créer des communautés. « Notre cible ne correspond à aucune catégorie socioprofessionnelle », dit-il. Elle regroupe simplement des gens qui ont l'intention de venir sur Internet, mais veulent en tirer un avantage pragmatique. Il s'explique : « Internet permet de se réinsérer dans une dynamique sociale. Pour des gens qui sont bloqués dans leur situation professionnelle, c'est une ouverture, une façon d'apprendre la main. » Ils ont l'occasion de prendre la main. Il donne en exemple la recherche d'un emploi. A travers UtilNet, qui est pour l'instant un site portail, tout est regroupé sous l'action « Trouvez ou proposez un emploi ». A l'intérieur se trouvent des conseils pour construire son CV, mais aussi des

A partir du 28 février, les internautes pourront s'abonner chez un nouveau fournisseur d'accès alternatif qui veut faire des souscripteurs ses actionnaires

explications sur ce que sont les banques de CV, des liens vers des entreprises qui recrutent sur Internet. C'est astucieux et clair, mais pas totalement inédit. Le fondateur d'UtilNet ajoute que, chez la plupart des fournisseurs d'accès, l'environnement technique n'est pas pris en compte. « On demande aux utilisateurs de s'adapter, mais, eux, gardent l'impression qu'on ne se soucie pas de leurs besoins. » Toutes les offres lui semblent similaires, basées sur une logique de télévision avec des outils gadgets, comme la page personnelle. Lui voudrait exploiter l'idée de « smart pack », d'un ensemble d'outils personnalisés, adaptés aux usages des abonnés. Pour l'instant, ils se limitent à une adresse électronique et, surtout, un agenda. Au-delà du concept, la vraie question est celle de la rentabilité. Est-il raisonnable de vouloir fournir l'accès à 6 000 ou 6 000 internautes quand tous les pionniers qui n'avaient pas plus d'abonnés se sont adossés à de grosses structures ? Damien Bonetted ne voit pas où est le problème. Il pense au contraire que c'est justement le moment, parce que c'est aujourd'hui que l'Internet

devient vraiment grand public. Et qu'il juge totalement déplacée la guerre à laquelle se livrent les fournisseurs d'accès sur le pôle. « L'offre technique est homogène. Toute nouveauté est rapidement intégrée parce qu'elle vient et va à bon marché. » C'est donc sur le service qu'un fournisseur d'accès doit faire la différence. Et, partant de ce principe, la fourniture d'un accès seul n'a pas de sens ! Il estime qu'en coût réel un abonné ne représente pas plus de 30 F (4,57 €) par mois pour UtilNet. La partie réseau, de l'accès pas un point de présence jusqu'au serveur sera sous-traitée. Côté technique, UtilNet n'a gardé que la gestion des différents serveurs, le développement de nouveaux outils et la hotline. L'essentiel des 97 F (14,79 €) d'abonnement mensuel (qui tombent à 83 F - 12,65 € si l'on s'abonne pour un an) servira donc à financer le contenu, dont la rédaction occupe une trentaine de personnes.

C'est également ce qui a demandé le plus lourd investissement, environ 3 millions de francs (460 000 €). S'il s'attend à perdre 500 000 à 600 000 F (75 000 à 90 000 €) par mois, Damien Bonetted n'est pas inquiet. Il espère atteindre un point d'équilibre d'ici huit mois, entrer en Bourse sur le nouveau marché avant la fin de l'année et, d'ici là, supporter les pertes grâce aux deux autres sociétés qu'il a montées avec deux associés depuis 1993. L'une dans la télématique, qui permet aux adeptes du Mintel de télématique, qui permet aux adeptes du Mintel de se soucier pas de leurs besoins. Toutes les offres lui semblent similaires, basées sur une logique de télévision avec des outils gadgets, comme la page personnelle. Lui voudrait exploiter l'idée de « smart pack », d'un ensemble d'outils personnalisés, adaptés aux usages des abonnés. Pour l'instant, ils se limitent à une adresse électronique et, surtout, un agenda. Au-delà du concept, la vraie question est celle de la rentabilité. Est-il raisonnable de vouloir fournir l'accès à 6 000 ou 6 000 internautes quand tous les pionniers qui n'avaient pas plus d'abonnés se sont adossés à de grosses structures ? Damien Bonetted ne voit pas où est le problème. Il pense au contraire que c'est justement le moment, parce que c'est aujourd'hui que l'Internet

Dans les labos

Serveur Web de poche

Il n'est pas plus gros qu'une boîte d'allumettes. C'est-à-dire dix fois plus petit que le plus petit serveur. Le serveur Web mis au point par Vaughan Pratt, professeur d'informatique à Stanford, est l'une des premières réalisations d'un nouveau « wearable lab », conçu sur le modèle de celui à Cambridge, Massachusetts Institute of Technology. D'ailleurs, le but du laboratoire est identique : il s'agit de concevoir un ordinateur directement intégrable dans les vêtements. Mais celui-ci nécessite un système pour rentrer les données.

Un trophée à recycler

Pour sa victoire en Coupe du monde, l'équipe de France a reçu le second trophée, réplique du premier, un peu plus petit. Mis en point par des chimistes italiens et allemands, il est composé, dont l'élaboration fut un divertissement, est aujourd'hui l'objet d'attentions. L'association deux molécules de buckminsterfullerène de caliserne dont il est constitué serait en effet propice à la photosynthèse. La lumière reçue par la première molécule traverserait la seconde qui sauterait dans la seconde, si l'on parvenait à la récupérer, il pourrait alimenter un circuit électrique.

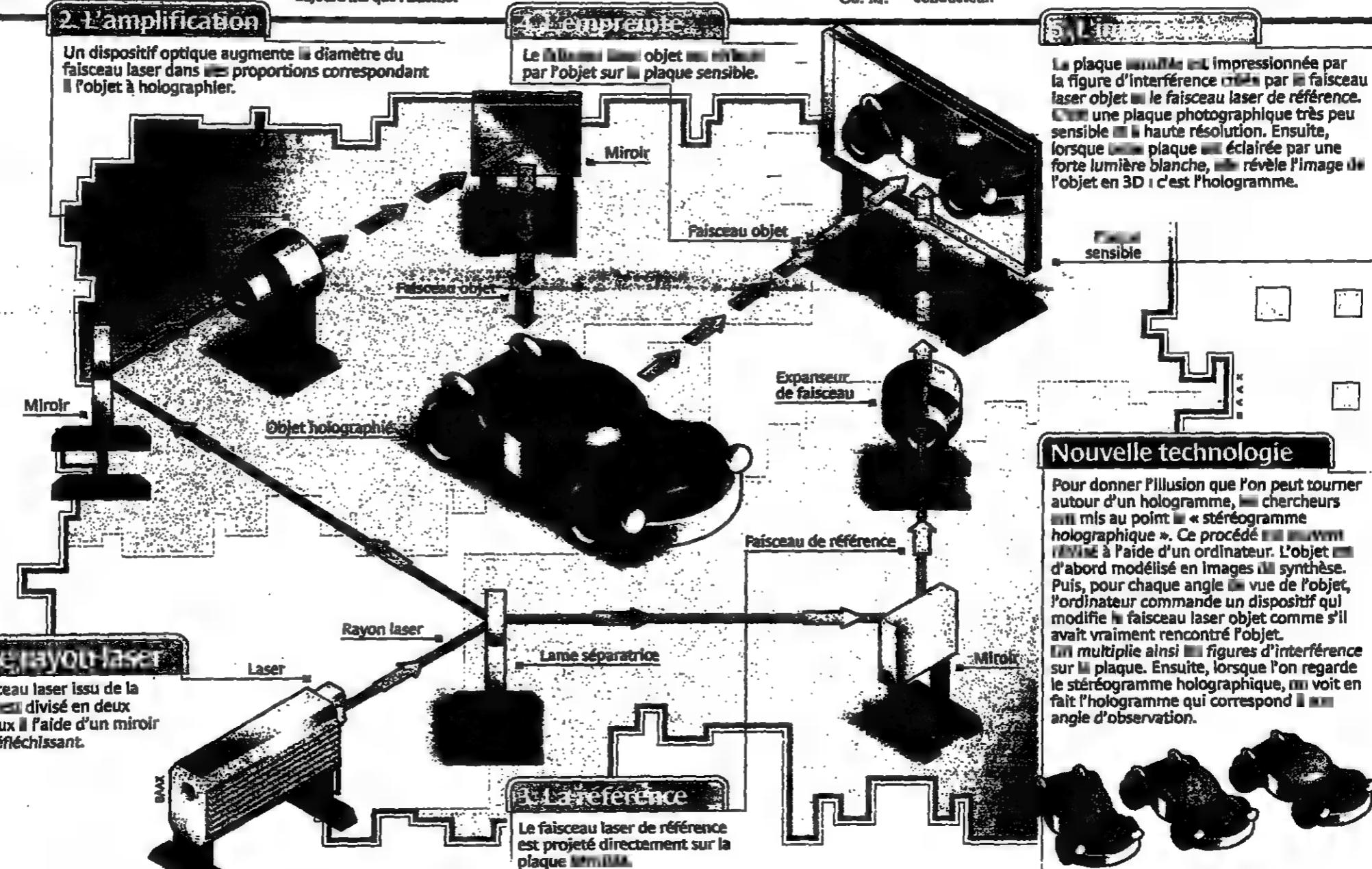
(SIC !)

Il est plus résistant à la chaleur, aux radiations, et plus économique, car il dissipe moins d'énergie. Pour le carbure de silicium (SIC), les équipes de recherche japonaises menagent leurs efforts. Dans un premier temps, c'est le Japan Energy Research Institute (Jeri) qui a mis au point un transistor classique avec un matériau semi-conducteur. Aujourd'hui, un consortium d'entreprises d'électronique, automobile et électroménager et quatre universités lancent dans un programme de recherche du carbure de silicium financé par le ministère japonais international et de l'industrie.

Des pneus bavards

Les pneus avertissent eux-mêmes l'automobiliste qu'ils sont à plat. Un ingénier de l'université Case Western Reserve de Cleveland, dans l'Ohio, a en effet mis au point un capteur qui mesure température et pression et transmettre ces informations par radio. Le capteur est composé de deux plaques de silicium. Il suffit d'un changement de pression pour que celle du haut change de forme. Pour la température, c'est un changement de résistance des matériaux semi-conducteurs qui permet d'avertir le conducteur.

Co. M.



3D : on n'a encore rien vu

LES INFORMATICIENS de mettre le monde en boîte, de représenter les objets en trois dimensions (3D) sur l'écran plat des ordinateurs. Grâce à des algorithmes évolutifs de création d'images de synthèse, ces derniers ont déjà atteint un niveau de réalisme étonnant, qui est notamment contribué au succès des jeux vidéo dans le monde entier. Cependant, le concept de réalité virtuelle - car c'est de cela qu'il s'agit - n'a pas encore tenu toutes ses promesses. Certes, des casques de réalité virtuelle permettent déjà d'immerger dans un monde imaginaire. Mais le résultat est décevant, et personne n'a envie de s'affirer d'un avenir aussi encombrant pour interagir avec une machine.

L'holographie n'impose, elle, aucun compromis. Apparus dans les années 60 en un temps que les premiers rayons laser, qui sont indispensables à leur fabrication, les

hologrammes existent maintenant depuis la fin des années 80. Ce système de représentation des objets en relief sur une surface est sans aucun doute le plus adapté à restituer l'effet de profondeur d'un objet. Remplacer l'ordinateur par un écran à holographie est certainement un grand pas vers une informatique plus conviviale.

Mais on n'en est pas encore là. Les spécialistes estiment qu'il faudra attendre environ vingt ans avant d'obtenir des images holographiques animées de bonne qualité, comme celles que le robot R2D2 projette de la princesse Leia dans *La Guerre des étoiles*, le film de George Lucas. Aujourd'hui, il commence juste à maîtriser la création d'hologrammes fixes. Jusqu'à

Moins chers, plus simples, les hologrammes commencent à se répandre

présent, la plus grande contrainte pour créer des hologrammes, était économique. Il fallait avoir un dispositif optique extrêmement précis, et les manipulations de l'objet à holographier étaient longues et complexes. Désormais, l'ordinateur aidant, un objet virtuel peut se substituer à l'objet réel. Les prises de vue sous différents angles à holographier sont donc réalisées rapidement par un logiciel, et l'opéra-

tion est moins coûteuse. Par exemple, le gigantesque hologramme de 3,7 mètres carrés réalisé par la société texane Zebra Imaging pour Ford (présenté au début de janvier au Salon international de l'automobile à Detroit, « Le Monde interactif » du 13 janvier) n'a nécessité qu'une dizaine d'heures de travail. Cette même société envisage de fabriquer le moyen terme des imprimantes à hologrammes pour l'usage courant. Design industriel, images médicales ou publicitaires : les possibles sont potentiellement nombreux. Ceux qui sont réalisés par ce procédé sont nombreux. Peut-être pourrons-nous bientôt les hologrammes autrement que sous la forme d'une colonne imprimée sur notre carte bancaire...

Eric Lecluyse

Un film en relief sur un écran minuscule

La vision en trois dimensions sans lunettes bicolores disparaît lors de la sortie en salles de certaines films. C'est possible ! Au Media Lab, le laboratoire-phare de l'Institut de technologies de Massachusetts (MIT) à Boston (Etats-Unis), on expérimente la vision holographique depuis déjà sept mois. Deux prototypes de diffusion existent : le Mark-I diffuse des images en couleurs sur un écran de 25 millimètres de côté, sur un morceau de sucre. Son angle d'observation est de 15 degrés, c'est-à-dire que l'on ne peut tourner que de 15 degrés autour de l'objet pour continuer à le voir en relief. La fréquence d'affichage atteint 20 images par seconde. Le Mark-II possède lui un écran de 150 x 75 x 150 millimètres, à peu près la taille d'un empilement de quelques CD. Son angle d'observation est de 30 degrés... mais il n'affiche que 2,5 images par seconde. Le principal obstacle à la vitesse de transmission des données. Par manque de puissance, il est déjà très difficile pour un ordinateur personnel d'afficher des séquences vidéo. Le codage de séquences holographiques nécessitant pas moins de 100 mégaoctets de données par image pour le Mark-II, soit environ 100 fois plus de données que pour une image vidéo classique, la démonstration de l'holographie attend...

Agenda

RENCONTRES

Du 15 février au 31 juillet

Explorer l'espace au planétarium de

Vaulx-en-Velin. Les

technologies spatiales du

Spoutnik il y a 50 ans.

L'astronaute russe

Alexandre Volkov

présent pendant une

semaine au mois d'avril

pour répondre aux

questions des visiteurs.

Entrée : 10 F (4,57 €).

■ Planétarium,

place de la Nation,

Vaulx-en-Velin

■ www.planetariumvv.

com

Du 2 au 25 février

IEC Europe

La première édition

européenne du Salon

Internet and Electronic

Commerce a lieu à

Amsterdam, Pays-Bas.

■ www.iec-europe.com

Du 1 au 5 mars

FWsymposium,

symposium mondial

sur les technologies

de l'information, au

Futuroscope à Poitiers.

Un thème général, acteurs

et victimes de la société

de l'information, abordé

à trois angles, l'entreprise,

la gouvernance, l'éducation

pour la première édition

d'un forum qui doit

devenir annuel.

■ www.fwsymposium.org

Le 4 mars

Marcher à quatre pattes

sur la Terre

Conférence

Renou, directeur

de recherche

CNRS, dans

l'auditorium de la Grande

Galerie de l'évolution du

Muséum national d'histoire

naturelle à Paris.

■ www.mnhn.fr

Jusqu'au 7 mars

■ de l'espace

décroche la Lune !

Une exposition et

des animations pour célébrer

les 50 ans de l'exploration

lunaire découverte

des facettes de la Lune.

Tous les jours sauf le lundi,

de 9 h 30 à 18 heures,

■ de l'espace,

■ Toulouse

■ www.cte-aspaces.com

Le 10 mars

de 10 heures à midi

■ constellations

■

Les réseaux de satellites et

leur place dans les

télécommunications,

Eitan Altman, chargé de

recherche à l'Inria-Sophia

Antipolis. La conférence

lieu à la

des sciences et

de l'industrie, à Paris.

L'entrée est gratuite.

■ www.cte-sciences.

fr/new/agendas/inria.htm

Les rendez-vous de février et de mars

Jusqu'au 14 mars

Internet et vous

Conférences,

démonstrations et séances

d'initiation pour accéder à

l'Internet et au multimédia.

Plusieurs rendez-vous

aux logiciels

l'ores également au

programme. A suivre

notamment : une

Install

Party de Linus, le logiciel

proposé par le Finlandais Linus

Torvalds, le 27 février de

l'heure à l'heure.

■ Espace Mendès France,

1, place de la Cathédrale, à

Poitiers

■ w3mf.univ-poitiers.fr

Du 14 au 21 mars

Jardin planétaire =

■ symposium = Jardin

planétaire = à la partie des

douze = du

prochain = organisés par

l'association Prospective

Ces derniers offrent

la possibilité

aux professionnels =

retrouver pour

d'anticiper = préparer

■ le = jardin

planétaire = le premier

symposium international

sur la gestion durable des

écosystèmes.

■ www.2100.org

Du 17 au 21 mars

Salon du multimédia =

de l'édition

électronique.

La 19^e édition du Salon du

Livre accueille un espace

réservé aux éditeurs

multimédia.

Entrée : 30 F

(4,57 €)

■ Porte de Versailles

■ Paris

■ salonduivre.reed-olp.fr

Du 18 mars

Expo Intranet =

■ parrainé

par le Sénat, le

secrétariat d'Etat à l'Industrie et le

Medef (ex-CNPF),

propose

démonstrations = projets

Intranet =

conférences autour des

réseaux d'entreprise.

■ CNET, Paris-la Défense

■ www.intranet39.org

Du 19 au 24 mars

CeBIT '99

Le plus grand =

l'informatique et les

télécommunications en

Europe = dont chaque

année = Hanovre, au nord

de l'Allemagne.

■ www.messe.de/cb99/

Du 19 au 21 mars

■ l'Internet

Trois jours et deux nuits

pour célébrer le réseau

■ réseaux. Les

millions d'internautes

français sont appelés à

tendre la main à ceux qui

ne connaissent

■ www.2100.org

Internet. L'Association

pour la Fête de l'Internet

lance un appel aux

initiatives sur son site.

■ Partout en France avec

un relais européen

■ Internet

■ www.internet-festa.org.

■ www.fete-internet.fr

Du 17 au 21 mars

Salon du multimédia =

de l'édition

électronique.

La 19^e édition du Salon du

Livre accueille un espace

réservé aux éditeurs

multimédia.

Entrée : 30 F

(4,57 €)

■ Porte de Versailles

■ Paris

■ salonduivre.reed-olp.fr

Du 17 au 21 mars

Salon du multimédia =

de l'édition

électronique.

La 19^e édition du Salon du

Livre accueille un espace

réservé aux éditeurs

multimédia.

Entrée : 30 F

(4,57 €)

■ Porte de Versailles

■ Paris

■ salonduivre.reed-olp.fr

Du 17 au 21 mars

Salon du multimédia =

de l'édition

électronique.

La 19^e édition du Salon du

Livre accueille un espace

réservé aux éditeurs

multimédia.

Entrée : 30 F

(4,57 €)

■ Porte de Versailles

■ Paris

■ salonduivre.reed-olp.fr

Informatique - Réseaux Télécommunications

LEMONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999 / VII

Dp 34-66150

THOMSON multimédia, leader mondial dans le domaine de la télévision numérique, (45000 personnes réparties sur cinq continents), recrute pour son centre de Recherche et Développement basé à RENNES (380 personnes) :

Ingénieur R&D - Technologie de Fabrication des circuits hyperfréquences

Au sein du laboratoire d'études, spécialisé chargé d'étudier et concevoir les modules hyperfréquences indispensables au développement des systèmes de communication sans fil, vous participez à la définition des produits et proposez des solutions technologiques innovantes. Vous êtes chargé de concevoir et développer les techniques et technologies de fabrication de circuits hyperfréquences, adaptées aux produits de grande diffusion. Vous êtes expert dans le domaine de la fabrication de modules hyperfréquences. Ingénieur dans la technique avec une qualification en électronique hyperfréquence et/ou physique des matériaux, vous possédez 3 à 4 ans d'expériences dans les technologies de fabrication de modules et circuits hyperfréquences. Une connaissance des procédés de fabrication adaptés à la production de masse serait appréciée. Vous maîtrisez les équipements nécessaires à la mise en œuvre des circuits hyperfréquences : machine à « bonding » et techniques de montage en surface. Vous êtes un expert curieux, créatif et fait preuve de créativité. Votre autonomie associée à des aptitudes de travail d'équipe seront essentielles pour réussir dans ce poste. Anglais indispensable.

Réf. LM957F

Ingénieurs R&D - Antennes hyperfréquences / Circuits hyperfréquences

Au sein du laboratoire d'études spécialisé de systèmes de communication sans fil de THOMSON multimédia, vous êtes chargés de proposer, développer et de concevoir les antennes ou circuits hyperfréquences destinés à être mis en œuvre dans des produits de grande diffusion. Vous êtes expert dans le domaine de l'électromagnétisme. Vous participez à la définition des produits sans fil du futur. Vous optimisez les choix techniques et faites preuve d'inventivité en proposant des solutions technologiques originales.

Vous possédez une formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Doctorat avec une spécialité hyperfréquence. Une première expérience dans le domaine des antennes et circuits hautes fréquences serait appréciée. Vous maîtrisez les logiciels d'aide à la conception hyperfréquence type IE3D, HFSS, SONNET, HP-EESOFTADS. Votre créativité, votre aptitude à travailler en équipe et votre volonté d'écouter pour réussir dans votre mission. Anglais courant indispensable.

Réf. LM17AC

Si vous souhaitez vous investir et évoluer dans une structure à la pointe de l'innovation, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous la référence LM957F à notre conseil :

MIREILLE PROUST CONSULTANTS,
102, rue de Rivoli, 75001 Paris.

<http://www.mireilleproust.com>

THOMSON MULTIMÉDIA

Tractations sur
échanges de fré

CHEF DE PRODUITS EUROPE

Pour réussir notre développement au niveau européen

L'unité européenne de [] multinationale [] à Lyon, développe et fabrique [] produits dans le []

Véritable interface entre la R&D, le marketing et nos usines, vous aurez en charge la fonction marketing complète pour développer les [] nos produits en Europe. [] Directeur Marketing et vente, vous analyserez le marché, définirez les besoins et serez l'interlocuteur technique des clients. Ingénieur de formation (Télécoms de préférence) de 28/30 ans, vous avez acquis une expérience dans le secteur [] Télécommunications [] un [] un opérateur ou [] distributeur et êtes couvert aux nouvelles technologies.

Autonome, mobile pour vous déplacer 40 % de votre temps en France, en Europe et en Asie, vous parlez anglais couramment et êtes prêt à prendre des responsabilités européennes dans cette entreprise en pleine croissance pour l'accompagner dans son développement. Une volonté de fonction est prévue en plus de la rémunération fixe.

Si vous êtes reconnu, écrivez sous la réf. C/1569 M à notre conseil Pierre BUCCAI - CONCORDANCES 77 rue François Mermel - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMEURE Cedex qui s'engage, si votre candidature [] à vous adresser un dossier dans [] semaines.

CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

Vous souhaitez vous investir dans les nouvelles techniques, utiliser les technologies de pointe, conforter vos connaissances, assurer votre avenir. Vous voulez renforcer vos possibilités d'évolution, vous êtes motivé et prêt à vous investir avec un véritable esprit d'équipe dans notre entreprise jeune et dynamique.

CVF
Nous offre cette chance
A vous de la saisir !

CVF, un des premiers centre serveur français (Internet, vocal, téléphonie, Minitel, mobile, fax...), plus de 300 MF de chiffre d'affaires, forte croissance, recherche pour renforcer son département développement des nouvelles technologies et notamment le secteur du commerce électronique.

2 ANALYSTES PROGRAMMERS

2 MÉTIERS D'ÉTÉS

Débutants ou expérimentés, vous avez une bonne connaissance d'UNIX et C. Vous intégrerez une équipe dynamique, motivée et participerez aux nouveaux projets.

[] la responsabilité d'un Chef de projet, vous [] analyse, [] développements, [] déploiements ainsi qu'assistance et [] aux utilisateurs.

Dynamisme et aptitude au travail en équipe seront valorisés par de réelles perspectives d'évolution dans notre entreprise.

Autonome et rigoureux, vous assurez : analyse, développements, tests, déploiements ainsi qu'assistance et conseils aux utilisateurs de produits particulièrement novateurs en matière de nouvelles technologies.

La structure souple de l'entreprise offre aux candidats toute assurance d'évolution vers le poste de Chef de projet.

Modèle d'envoi de votre candidature (lettre manuscrite + CV - protéctions) à : Service des Ressources Humaines

Maîne Jutparna [] rue du
BP 8 - 75755 Paris cedex 15
tél. : jbarr [] .fr

INGÉNIEURS DE VENTE Systèmes de Production

Voyez toute notre évolution...



...et maintenant imaginez la vôtre.

X [] le monde numérique d'aujourd'hui, [] documents [] cessent [] passer [] l'écran [] papier et vice versa [] Leader [] marché global du document, Xerox permet [] tout traiter, quel que [] support, papier ou écran. [] une [] large gamme de produits numériques, logiciels, [] d'applications. [] une [] présence [] environnements [] professionnels [] que Banque/Assurance, [] Graphiques, Production industrielle... C'est tout un monde d'opportunités qui s'offre []

Diplômé d'une Grande Ecole [] ou d'ingénieur, vous [] actuellement [] poste chez un constructeur ou un revendeur à valeur ajoutée, [] avec un tempérament de négociateur à haut niveau et aimes [] défis. A l'écoute du marché, [] votre métier au parfaite adéquation [] problématiques clients. Votre ouverture d'esprit, votre curiosité conjuguées [] une expérience professionnelle [] ou plusieurs secteurs d'activités vous permettent une approche affinée de [] solution client. Les carrières [] Xerox vous ouvrent des perspectives à la mesure de vos compétences.

[] poste, ouverte également à [] jeunes diplômés de talent, sont à pourvoir à Paris.

[] d'adresser [] la déposer sur notre [] réf. JV/2LM à [] - MBE 153 - [] bd Jean Jaurès 92100 Boulogne []

<http://www.xerox.fr>

THE DOCUMENT COMPANY

XEROX

Informatique - Réseaux Télécommunications

Responsable centre de production informatique pour l'Europe

Notre groupe international du secteur tertiaire, leader mondial dans son domaine d'activité, travaille dans le cadre de l'homogénéisation de ses systèmes d'information dans le monde. ■ 35/40 environ, nous possédez une formation dans une Ecole d'Ingénieur complétée par un MBA... Vous avez une expérience concrète de l'administration et de l'intégration de systèmes en environnement distribué, acquise dans un rôle de manager d'équipe au sein d'un groupe international ou d'un cabinet conseil. Vous avez l'autorité et le charisme nécessaires pour manager une équipe d'une centaine de collaborateurs

dans un environnement multifonctionnel de haut niveau. Vous parlez parfaitement la langue anglaise et avez des talents de communicateur et d'organisateur. Salaire attractif et évolution motivante au sein du groupe en France ou à l'étranger seront offerts au candidat performant et ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au réf. RCP/LM à Optimum&Co., 55 rue d'Amsterdam, 75391 Paris cedex 08, qui vous garantit une totale confidentialité de votre candidature.

OPTIMUM & Co.

Michael Page se développe...

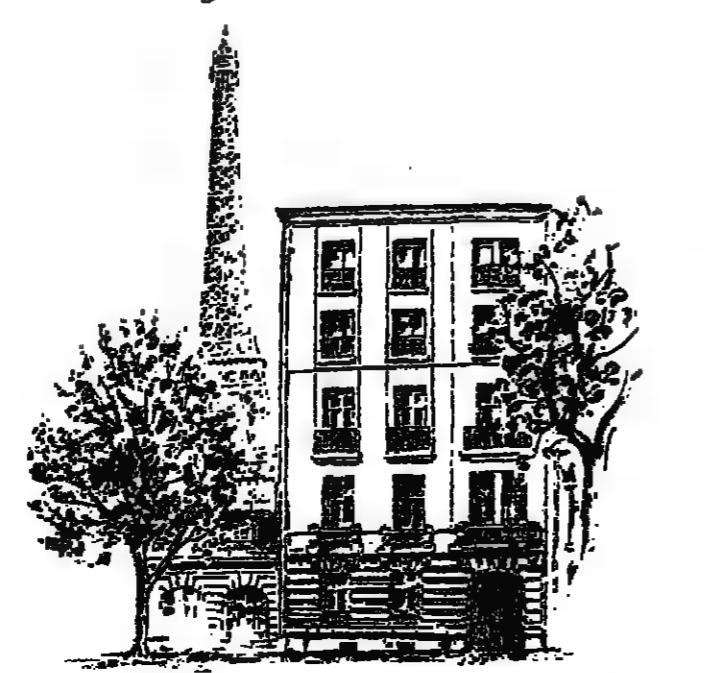
Les divisions :

Banque,
Assurances,
Audit/ Conseil/ Expertise,
Assistante & Secrétaire,
Juridique & Fiscal

sont désormais domiciliées :

23 rue Boissière - 75205 Paris cedex 16
Tél. 01 56 26 75 26
Fax: 01 56 28 18 80

Pour tout renseignement, contactez Marc Puyoulet.



<http://www.mpfrance.com>

Michael Page
INTERNATIONAL

e-mail : mpage@michaelpage.com

Notre passion commune : des solutions clients

General Electric (79 milliards de \$ de CA, 300 000 salariés, dont 1000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie (éclairage, plastiques industriels, électricité étranger), de la technologie (moteurs d'avion, imagerie médicale) et des services (services financiers, services informatiques, télévision), de GE Capital Finance, la banque Soficet, société financière spécialisée dans l'affacturage, recherche un

Directeur informatique

De formation supérieure Bac + 4/5, type école d'Ingénieur, vous avez acquis une expérience significative au sein d'une entreprise, d'une unité de services ou un cabinet conseil. Votre relationnel allié à vos compétences techniques, permettent à la fois d'adapter à vos interlocuteurs variés et à de nouvelles technologies. Responsable de l'ensemble du service informatique, suivi et validation des développements informatiques. En liaison avec les utilisateurs, vous proposez des solutions adaptées à répondre à l'exigence de l'entreprise, procédez à l'établissement de cahiers de charges déterminés par les moyens nécessaires à leur réalisation. La maîtrise de l'anglais est impérative. Ce poste est basé à Marne-la-Vallée. Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'adresse : PPF850LM à Florence FERERATON, NICHOLSON INTERNATIONAL FRANCE - 14 rue Pergola, 75116 PARIS. Fax : 01 45 00 03 20. E-mail : alfrance@nicholsonint.fr



GE Capital Finance
Soficet

Achats - Logistique - Organisation

Au confluent du commercial, de l'industriel et du contrôle de gestion
Un rôle clé

RESPONSABLE OPÉRATIONNEL DES FLUX D'INFORMATIONS LOGISTIQUES

Role d'un groupe leader européen dans son domaine d'activité (5 000 personnes, 3 Mds de CA), nous réalisons, avec nos cinq usines françaises, une gamme diversifiée de biens d'équipements destinés au grand public.

Sur un marché très concurrentiel, notre direction logistique a un rôle clé dans notre compétitivité et pilote l'ensemble de nos systèmes de gestion.

Pour le renforcer directement à notre directeur logistique, nous recherchons un candidat (h/f) de bon niveau et à fort potentiel.

Très opérationnel, en interface constante avec le commercial, le contrôle de gestion et les usines, il impulse toutes les actions et contacts permettant de faire progresser la chaîne logistique et d'assurer une parfaite mise en disposition des produits.

La réussite dans ce poste implique :

- Une formation de type Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur
- Une première expérience significative et réussie, acquise dans une activité de type logistique ou contrôle de gestion
- L'aptitude à travailler dans un environnement informatique sophistiqué
- Une capacité d'autonomie et une envergure permettant d'être reconnu comme un interlocuteur efficace par l'ensemble des partenaires du groupe.

Poste basé à Paris.

step

Ecrire sous réf.

07B 11205 BM

71, rue d'Autrêche

75016 Paris

Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>

MINITEL : 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LE MONDE (2,23 F/mn)

Une
pour le re

secteurs qui re

Informatique - Réseaux Télécommunications

99, L'ANNÉE DE TOUS LES CHANGEMENTS !

Entité française de l'un des plus importants opérateurs mondiaux de télécommunication, nous bénéficions des innovations et des investissements de notre groupe. A la pointe des services voix, données, Internet, aussi bien pour le grand public que pour les entreprises, nous développons un ambitieux projet de réseaux métropolitains en boucle locale, couvrant les 47 principales villes de France. Actuellement 300 collaborateurs, nous serons 2.000 en fin 2000. Rejoignez-nous maintenant et vous serez également à l'origine de notre «succès story» hexagonal ! Nous recherchons :

Pour notre service Voix :

Responsable Transmission Nationale (PA02998)

Responsable Réseau Intelligent (PA0299C)

Votre mission : responsable d'une équipe de 10 à 20 personnes, vous coordonnez les activités d'exploitation et de maintenance du Réseau de Transmission Nationale (PA02998) ou des plates-formes R.L et serveurs voix (PA0299C). Vous assurez l'évolution et l'optimisation des conditions opérationnelles d'exploitation et leur amélioration, ainsi que les budgets d'investissement et d'exploitation.

Votre profil : Ingénieur Télécom de préférence (PA02998 et C) ou Informatique (PA0299C), vous possédez une expérience d'environ 4 ans dans : - l'exploitation de réseaux de télécommunication de grosses entreprises ou d'opérateurs (PA02998) - l'administration de serveurs voix ou plates-formes R.L chez un opérateur ou dans la gestion de projets (PA0299C). Vous avez également l'expérience du management d'un service.

Ingénieur Gestion Maintenance (PA0299J)

Votre mission : vous préparez l'intégration de nouveaux équipements dans le réseau en rédigant et en négociant les différents contrats supports constructeurs et entreprises de maintenance. Vous assurez le transfert d'information et contribuez au fonctionnement H24 et à l'optimisation du réseau.

Votre profil : Ingénieur ou Bac +2/4, vous possédez une expérience d'environ 4 ans dans la maintenance et l'exploitation de réseaux de télécommunication chez un opérateur ou une grosse entreprise. Vous avez également une très bonne expérience dans la gestion de contrats de fournisseurs ou prestataires de services et des outils informatiques de gestion de la maintenance.

Ingénieur Support Réseau Intelligent (PA0299H)

Votre mission : vous contribuez à l'intégration et la mise en production de nouveaux équipements et à l'activation de clients pour des services à valeur ajoutée tels que le VPN, les numéros libre appels, les serveurs voix, les cartes prépayées ou prépayées, ainsi qu'au fonctionnement quotidien et à l'optimisation du service.

Votre profil : Ingénieur Télécom ou Informatique, vous possédez environ 3 ans d'expérience dans l'administration de serveurs voix ou plates-formes R.L.

Vous possédez également une très bonne connaissance en réseaux de données avec une maîtrise du protocole TCP/IP, UNIX.

Pour l'ensemble de ces postes basés en Région Parisienne, vous pouvez nous contacter par téléphone (01 45 30 36 38), par fax (01 45 30 36 39), par e-mail (paris@rh-partners.com) ou nous adresser votre CV + rémunération souhaitée sous référence ci-contre à notre Conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS - 365, rue de Vaugirard - 75015 PARIS et de consulter <http://www.rh-partners.com>

BAYONNE, BELFORT, BESANÇON, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, DIJON, LYON, MARSEILLE, PARIS, POITIERS, QUIMPER, RENNES, ROUEN, SOPHIA ANTIPOLIS, TOULOUSE, CANTON, HONG KONG.

Chef de Projet Commutation et Interconnexions (PA0299D)

Chef de Projet boucles Locales (PA0299E)

Votre mission : vous participez au développement du réseau national en garantissant la bonne intégration de nouveaux équipements, services et OMC constructeurs dans le réseau existant. Concernant le poste de Chef de Projets Commutations et Interconnexions, vous avez également la charge de l'intégration de ces équipements au réseau fixe.

Votre profil : Ingénieur Télécom ou Bac +3/4 option Télécom, vous possédez une expérience significative (au moins 4 ans) dans la conduite de gestion de projets industriels à dominante télécom ainsi que dans la gestion de contrats fournisseurs ou prestataires de service. Vous avez, par ailleurs, une très bonne connaissance :

- de la communication publique (PA0299G)

- des systèmes de boucles locales (PA0299E)

ainsi que des outils de planification de projets.

2 Ingénieurs support Commutation (PA0299F)

Ingénieur Support Transmission (PA0299G)

Votre mission : vous contribuez à l'intégration et la mise en production de nouveaux équipements ou à l'activation de clients en accès direct (PA0299G) ou à l'activation de nouvelles liaisons (PA0299E), ainsi qu'au fonctionnement H24 du réseau en assurant un support technique et en optimisant les conditions opérationnelles d'exploitation.

Votre profil : Ingénieur Télécom ou Bac +3/4, option Télécom, vous possédez une expérience significative dans l'exploitation et le déploiement d'un réseau de télécommunication d'un opérateur ou d'une grosse entreprise. Vous connaissez très bien :

- la communication publique (PA0299G)

- les systèmes SDH (PA0299E)

Pour notre service Architecture et Planification :

Ingénieur Planification et Gestion Technique (PA0299R)

Votre mission : Vous réalisez, à partir des hypothèses de trafic et des principes d'architecture définis par les architectes réseau, le dimensionnement de réseaux et évaluons les coûts. Vous participez au choix d'un outil de planification et dimensionnement ainsi qu'à l'évolution du plan de développement à court terme.

Votre profil : Ingénieur Télécom ou Informatique de préférence, vous possédez une expérience acquise chez un opérateur ou une SSI. Vous avez une connaissance générale en communication et transmission.

Pour la Direction des Systèmes d'Information :

Chef de Projet "Gestion Ventes et Clients" (PA0299P)

Votre mission : Vous concevez le système d'information de gestion des ventes, de gestion des clients et des contrats, en priorisant la mise en œuvre puis la maintenance de 2ème niveau. Votre profil : Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une forte expérience (5 à 10 ans) de la gestion de projets dans le domaine des outils Front Office de gestion des ventes, de gestion des clients et des contrats. La connaissance de l'activité des opérateurs de télécommunications est indispensable.

Pour nos services Systèmes Support & Trafic :

Ingénieur Systèmes Support & Trafic / Gestion Performance Management (PA0299Q)

Votre mission : vous établissez et pilotez la réalisation des systèmes d'évaluation des performances de réseau (Performance Management) en relation avec la Direction des Systèmes d'information et assurez l'élaboration technique et la production des indicateurs.

Votre profil : Ingénieur Télécom ou équivalent, vous possédez une expérience de Performance Management ainsi qu'une connaissance des Réseaux et Télécom dans des fonctions d'Architecture, d'ingénierie, de Déploiement ou d'Exploitation est également requise pour ce poste.

2 Ingénieurs Système d'Information Réseau (PA0299N)

Votre mission : vous participez aux spécifications de constituants du Système d'Information Réseau et avec plus particulièrement en charge d'analyser les impacts des processus/procédures d'exploitation sur les systèmes d'information, d'élaborer les spécifications complètes ou de sous-systèmes (de Network Database entre autres) et de dégager une vision cohérente du système d'information.

Votre profil : pour ces postes, dont l'un est plus junior, vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'information, des plates-formes d'administration (TIN...), des plates-formes OMC constructeurs et Performance Management.

RH PARTNERS

OBSERVATOIRE

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT / SYNTEC LE MONDE • LE FIGARO

année 1998 / année 1997

Depuis 1993, année "noire" pour l'activité recrutement, le nombre d'offres d'emploi cadres parues dans la presse nationale est en augmentation chaque année. 1998 a vu la poursuite de cette progression et s'offre même la plus forte croissance : + 27 % par rapport à l'année 1997. En surface moyenne des annonces, la progression est encore plus forte puisqu'il s'agit à + 36 %.

Le marché du recrutement des cadres est donc excellent, et l'ensemble des adhérents du Syndicat du Conseil en Recrutement/Syntec confirme cette tendance : la progression est forte, que les recruteurs s'effectuent par annonce

ou par approche directe, pour la recherche de dirigeants ou d'experts pointés.

S'il affine l'analyse sur l'ensemble de l'année, la croissance a été particulièrement forte dans la première moitié de l'année (+ 37 % en cumul à fin juillet) et s'est tassée à partir de septembre : effet de la "marché" crise boursière suivie aux dif-

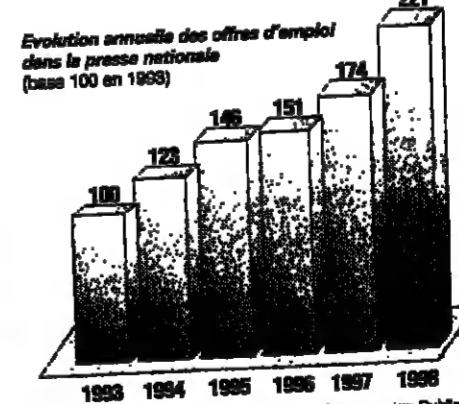
ficiles des marchés asiatique et russe, mais aussi stabilisation à un niveau élevé, car la fin de l'année 1997 avait été très bonne.

Après cette excellente année, comment devrait évoluer le marché en 1999 ? Les prévisions des adhérents Syntec, à part une minorité qui fait preuve d'une relative euphorie, se situent plutôt dans une perspective d'optimisme "raisonnable".

Les "fondamentaux" sont favorables : bonne santé économique des entreprises, reprise de l'investissement, consommation soutenue, effet Euro. Les professionnels de Syntec notent d'ailleurs que le comportement des grandes entreprises a changé : le recrutement s'inscrit à nouveau dans une stra-

(PUBLICITÉ)

Le Syndicat du Conseil en Recrutement / Syntec, Le Monde et Le Figaro se sont associés pour créer un observatoire du recrutement. Composé de professionnels du recrutement, celui-ci se réunit régulièrement pour analyser les tendances et évolutions du marché du recrutement en France et en Europe. Ses commentaires s'appuient notamment sur les données chiffrées fournies par Le Monde et Le Figaro concernant l'évolution des insertions d'annonces dans les principaux supports de la presse nationale.

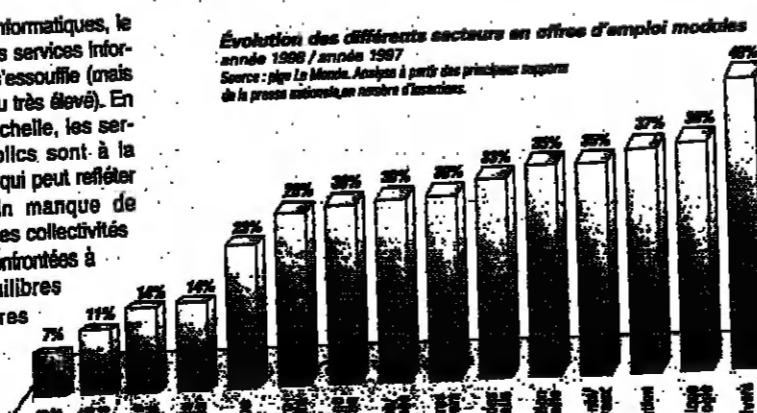


Source : papa Publicis. Analyse à partir des principaux supports de la presse nationale, en nombre d'annonces.

Les secteurs qui recrutent

Sauf exception, tous les secteurs industriels ont fortement augmenté le nombre de leurs recrutements : l'électronique, la téléphonie, l'automobile, l'aéronautique, les secteurs liés à l'investissement... et le bâtiment, tiré par la reprise de l'immobilier. La bonne tenue de la consommation profite aussi à l'industrie agro-alimentaire, à l'édition et à la distribution. Le monde du Conseil (Services, Etudes, Conseils) est également en surchauffe. Par contre, comme nous l'avons remarqué pour les

fonctions informatiques, le secteur des services informatiques s'essouffle (mais à un niveau très élevé). En bas de l'échelle, les services publics sont à la traîne, ce qui peut refléter un certain manque de moyens des collectivités locales confrontées à des équilibres budgétaires difficiles.



Parc intégral du groupement des Syndicats Syntec des Etudes et du Conseil, le Syndicat du Conseil en Recrutement créé en mars 98 résulte de la fusion des précédentes organisations professionnelles : Chambre Nationale des Conseils en Recrutement et Syntec Recrutement. Le Syndicat du Conseil en Recrutement représente plus de 50 % du marché du Conseil en Recrutement en France et regroupe plus de 140 adhérents.

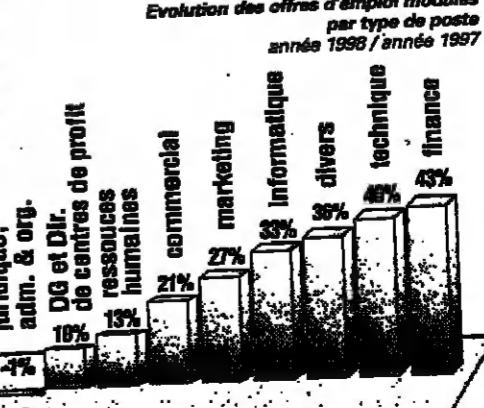
Les métiers en croissance

Les fonctions commerciales croissent un peu moins vite que l'ensemble du marché (+ 21%), mais représentent encore plus du tiers du total des offres d'emploi répertoriées. Les métiers de la finance (+ 43%) et de l'industrie (+ 40%) représentent les plus fortes croissances. Pour les financiers, on constate une forte montée en puissance des postes internationaux, notamment les contrôleurs de gestion; il y a aussi une vraie reprise quantitative des recrutements dans l'audit et le secteur bancaire. Pour les fonctions industrielles, cela s'explique d'abord par un rattrapage "structurel" et le redémarrage de l'investissement. Il y a aussi l'émergence de fonctions "nouvelles" : qualiticiens, logisticiens, spécialistes productivité... Après un début d'année explosif (+ 70 % à fin juillet), la tendance s'est inversée pour les recrutements d'informaticiens, qui sont en croissance négative depuis quelques mois : essoufflement, signe d'un prochain retour à une stabilité à un niveau élevé ? En ce qui concerne les dirigeants, qui relèvent plutôt de l'approche

directrice, le mouvement continu des implantations, fusions, rapprochements et restructurations entraînent toujours une certaine mobilité pour ce type de postes, notamment à l'international. Les exigences de résultats des actionnaires ont aussi parfois pour conséquence des... remplacements.

Evolution des offres d'emploi modulées par type de poste

année 1998 / année 1997



Source : papa Publicis. Analyse à partir des principaux supports de la presse nationale, en nombre d'annonces.

Le monde de l'industrie et de la recherche

FRANCE TELECOM, en opérant 22 ordres, 157 milliards de francs de chiffre d'affaires, possède le premier centre européen de recherche et développement en matière de télécommunications, dont les innovations contribuent à donner au Groupe une réputation d'excellence technique. Afin de maintenir l'ensemble de la filière de l'innovation face à un marché en constante évolution et fortement concurrentiel, nous renforçons nos équipes de Propriété Intellectuelle avec des ingénieurs brevets spécialisés dans les hautes technologies (télécoms, Electronique, logiciels, informatique) et notamment l'anglais.

Ingénieur brevets senior

Mandataire européen

Vous prenez en charge la gestion de la protection et la défense des brevets du Groupe en matière de propriété intellectuelle, assurant la mise en œuvre de la politique détaillée dans ce domaine, en étroite équipe d'ingénieurs brevets qui vous conseille dans votre travail.

Le poste est basé à Issy-les-Moulineaux (92).

Ingénieurs brevets

Diplômés du CEIPI (5 années d'expérience)

Vous prenez en charge la recherche et le suivi d'une portefeuille de brevets

Les postes sont basés à Issy-les-Moulineaux (92).



France Telecom

Nous allons vous faire aimer l'an 2000

Ingénieurs propriété intellectuelle

Diplômés du CEIPI (5 années d'expérience)

Interface entre la R&D et le service central de Propriété Intellectuelle, vous détectez les inventions et incitez à les faire protéger.

Les postes sont basés à Caen (14) et Lannion (22).

Vos qualités de rigueur de méthode et votre sens relationnel du métier et votre réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser, sous référence FTB, votre dossier de candidature à notre conseil, qui vous garantit une totale confidentialité :

SM CONSEIL, 67 rue de Miramas, 75006 Paris.



Filiale du groupe SAUR
(14 MdF de CA,
24 000 collaborateurs),
spécialisée dans le traitement
de l'eau, nous souhaitons,
dans le cadre de notre
développement, recruter un :

Ingénieur de Projet

Vous répondez aux appels d'offres concernant les usines de traitement d'eau potable et d'eaux usées en France et à l'international, en vous appuyant sur les différentes compétences techniques et administratives du groupe.

De formation Ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une expérience réussie dans une activité d'ingénierie similaire à la nôtre, où vous avez démontré des capacités d'analyse, de rigueur et de curiosité. A l'aise dans un milieu international, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vous possédez un fort pouvoir de conviction et si vous souhaitez vous investir dans de nouveaux challenges, venez rejoindre notre équipe en plein développement.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV et préventions à STEREAU, Direction des Ressources Humaines, 36-38 route de la Princesse, 78435 Louveciennes.



Lyondell Chemical Company est un des principaux acteurs mondiaux du marché des produits chimiques de base et intermédiaires.

Notre site de Fos-sur-Mer fait partie des opérations européennes de Lyondell Chemical.

Spécialisés dans la production d'oxyde de propylène, de MTBE, de polyols et de glycols, nous recherchons des

Au sein du département technique de notre usine de Fos-sur-Mer, vous assurerez la conduite des études d'améliorations de nos installations ainsi que le suivi de leurs performances. Jeune ingénieur (Centrale, Mines, ENSIC, ENSIG...), vous bénéficierez d'une expérience de 2 à 5 ans dans une industrie de procédés ou dans une société d'ingénierie. Votre sens développé des relations humaines, votre maîtrise de l'anglais et votre capacité à évoluer dans un environnement multiculturel vous permettront d'intégrer rapidement une équipe dynamique.

De réelles perspectives d'évolution existent pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature

avec CV, photo et préventions à :

Lyondell Chimie France, SNC

Direction des Ressources Humaines

Route du Quai Minéralier

BP 201

13775 Fos-sur-Mer cedex.

Ingénieurs Process

Organisme aubois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité et de l'éclairage public, recrute un

Ingénieur maître d'œuvre électricité

Charge de la conception des projets, du suivi technique, administratif et financier des travaux. Vous serez également coordinateur (loi 93.1418 du 31.12.1993 pour la sécurité des chantiers).

Diplômé ENPC, ENGRÉF, INPG ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique d'électricité et en installations d'éclairage public seraient un atout supplémentaire.

Pour ce poste motivant basé à Troyes dans l'Aube, merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, salaire actuel ou préventions, sous référence IMO 52 à notre Conseil CDL Ressources Humaines, Grande rue, 10190 Prugny.

**Vu sous cet angle,
vos recrutements
seront plus efficaces**



SYNTEC SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

Contrôle qualité Pharmacien microbiologiste

NOVARTIS, un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux poursuit l'effort de certification FDA de son site en Alsace (diverses formes galéniques, notamment stériles) par l'intégration d'un spécialiste en microbiologie. A la fois scientifique diplômé et manager expérimenté (au moins cinq ans en position opérationnelle), il sera directement rattaché au Responsable Qualité, pilotera le laboratoire de microbiologie (10 personnes), préparera les audits en relation avec le service qualité du groupe et, plus globalement, participera, en tant qu'interlocuteur clé, à la mise en œuvre de la stratégie qualité de ce site à taille humaine (350 per-



NOVARTIS

sonnes). L'anglais favorisera les contacts internes et externes, le savoir-faire, la volonté de réussir ainsi que les qualités personnelles ouvriront une trajectoire professionnelle dans un groupe en plein essor. Merci d'écrire à Jean-François JARDINI - PA Consulting Group - 8, rue Gustave-Adolphe Hirn - 67000 STRASBOURG, en précisant la référence 0976/JJ/CP - Tél. 03.88.15.58.58. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse jean-francois.jardini@pa-consulting.com ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting
Group

C MIS N
Nous sommes le Comité National chargé de la certification du Matériel d'Incendie et de Sécurité, mandaté par l'AFNOR, par d'autres Organismes (Assurances) et par le Ministère de l'Intérieur. Notre activité se développe dans la certification des entreprises d'installation de matériels et systèmes de Sécurité Incendie et, d'une façon générale, à la promotion de la qualité et de la sécurité dans ces domaines. Notre croissance (de 5 à 10 MF en 4 ans) requiert la création d'un poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEN SENIOR H/F

Bilingue Anglais

RESPONSABLE CERTIFICATION

Apurès le Directeur général, vous serez chargé de mettre en place et de gérer la certification des INSTALLATEURS de systèmes de sécurité incendie.

Après votre diplôme d'ingénieur, de préférence en Electronique, vous avez acquis une expérience (de 8 à 15 ans) en études, développement et installation de systèmes dédiés à la sécurité, si possible dans un contexte Bâtiment. Les responsabilités de suivi, de contrôle et d'animation ainsi que les nombreux contacts exigent autonomie, rigueur, sens des initiatives, esprit pragmatique et aussi des compétences indéniables pour les comptes rendus et les publications. Poste basé à Paris

Adressez une lettre motivée manuscrite en précisant votre salaire et un CV détaillé à : HERVE LE BAUT - CONSULTANTS 8, rue Aristide Briand, 92300 LEVALLOIS

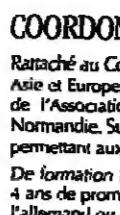
SYNTEC SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

9 Blue

Carrières internationales



Notre métier, sur les deux régions Haute et Basse Normandie, est d'une part l'ingénierie administrative et financière des projets d'implantation et d'extension d'entreprises, d'autre part, en liaison étroite avec nos partenaires, l'organisation de l'offre territoriale autour des filières d'excellence et la prospection internationale d'investisseurs. Nous recherchons, basé à Rouen, notre



COORDONNATEUR DE L'ÉQUIPE DE PROSPECTION ET CHARGÉ DE MISSION USA
Rattaché au Commissaire, Délegué, votre mission sera double : coordonner et animer les chargés de mission prospection Asie et Europe, ainsi que le réseau de développeurs économiques (décideurs institutionnels et professionnels) partenaires de l'Association. Simultanément, prospection aux USA des investisseurs potentiels susceptibles de s'implanter en Normandie. Sur des projets plus avancés, prendre en charge tous les aspects (techniques, financiers, négociations, ...) permettant aux décideurs de concrétiser leurs projets d'implantation.

De formation ESC ou similaire, vous avez, à 28/35 ans, acquis après si possible un CSNE, une expérience d'au moins 4 ans de promotion et vente aux entreprises internationales. Vous avez une très bonne pratique de l'anglais, ainsi que de l'allemand ou de l'espagnol.

Pour recevoir des informations complémentaires sur ce poste, nous vous remercions d'adresser avant le 16 mars lettre de motivation + CV + rémunération actuelle sous référence CDE99036M à FC Conseil, 9, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.
e-mail : fcconseil@fcconseil.fr



SOCIETE EUROPEENNE DES SATELLITES

Société Européenne des Satellites (SES) is a private company with its headquarters based in Luxembourg. The company owns and operates the ASTRA Satellite System which broadcasts television and radio channels throughout Europe. The ASTRA Satellite System consists of a fleet of eight satellites which will be significantly extended within the next years.

SES has an immediate vacancy for a highly motivated:

COMMUNICATIONS SYSTEM ENGINEER (m/f)

Reporting to the Communications-Software Engineering Manager the Communications System Engineer will work on the design and implementation of the satellite based network with a specific focus on the network management of the Return Channel System.

Ideal candidates should meet the following criteria:

- have a university or technical degree in telecommunications or computer science;
- have 3-4 years professional experience in a related environment;
- have good knowledge of TCP/IP and ATM and possess hands-on experience with network management systems (working knowledge of HP Open View would be an advantage) as well as broadcast and multicast technologies, experience in VSAT networks and/or network planning and modeling would be an additional asset;
- be fluent in English;
- possess good communication skills and team-spirit;
- be willing to integrate into an international environment.

We offer you an interesting and challenging job in a growing leading industry and a remuneration package in relation to your experience and competencies.

If you are interested in being part of our team, please send your handwritten application and your CV typed in English with a photograph and copy of your diploma(s) before 7 March 1999 to:

Société Européenne des Satellites
Human Resources Office
(Ref. Mon/Com.Sys.Eng./02/99)
L-5815 Château de Betzendorf
Grand-Duchy of Luxembourg
<http://www.astra.lu>

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans *LE MONDE* et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

■ Sur Minitel
3615 LEMONDE (2,25 F/min)

■ Sur Internet
<http://www.lemonde.emploi>

Une façon
SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

InterXion

Est une société néerlandaise de télécommunications, le premier prestataire multi-services sur le marché, au niveau national et international, de la commercialisation de téléphonie, bande passante et fourniture de bases de données aux fournisseurs de réseaux et aux fournisseurs de télécommunications à travers le monde. La société est basée à Amsterdam.

Afin de renforcer la position d'InterXion sur le marché à travers l'Europe, la société recherche, pour l'environnement dynamique de Paris, son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le poste :

- Vous serez responsable des ventes des services d'InterXion sur les marchés des grands usagers et des courants porteurs en télécommunications
- Vous assurerez la gestion au jour le jour des opérations de services d'InterXion avec les marchés des grands usagers et des courants porteurs en télécommunications
- Ceci inclut les finances, les opérations et les ventes
- Votre principale mission sera de conduire la filiale française au succès et de former votre équipe en vue de cet objectif
- Vous serez responsable des pertes et profits et appartiendrez à l'Equipe de Management Européenne d'InterXion.

Le candidat :

- Aura une solide expérience des ventes et du management, de préférence dans le secteur des télécommunications (services grande usager/courants porteurs) chez un exploitant (nouveau), ainsi qu'une bonne connaissance du marché néerlandais des télécommunications et de ses futurs développements
- Une communication excellente en français et en anglais est nécessaire
- Devra être un pionnier qui sait motiver et qui joue un rôle actif au sein de son équipe, avec des qualités reconnues de direction, de gestion et de solution de problèmes
- Un responsable des ventes à objectif de résultat, ainsi qu'un chef du personnel, avec d'excellentes capacités de communication
- De niveau universitaire, avec une formation financière appropriée
- Âgé de 30 à 37 ans

Veuillez adresser votre lettre de candidature et votre CV (en mentionnant votre rémunération actuelle) en anglais, sous 15 jours, à STN&C, M. A.A.M. Schoonhoven, P.O. 176, 3740 AD Baarn, Pays-Bas.

Ingénieur Traitement des données H/F

Réf. VN 98/13

En votre qualité d'Ingénieur Traitement des Données de la Division des satellites en orbite basse (LEO), votre participation à la gestion des installations de traitement des données EPS ira de la gestion contractuelle des installations, la réalisation du projet aux activités de soutien après-livraison, en passant par l'élaboration d'une stratégie et de procédures d'essais pour la recette du secteur-sol.

Relevant du Responsable du Secteur-sol d'EPS, vous évaluerez les compromis au niveau de l'architecture et les spécifications techniques pour les installations de traitement des données et vous contribuerez également à la planification et à la coordination de leur mise en œuvre ainsi qu'à leur intégration, essais et validation au sein du secteur-sol d'EPS. Vous participerez également aux activités de développement industriel en concentrant votre analyse sur des points précis de la conception des logiciels, des interfaces, de l'architecture et de la fiabilité du matériel.

Pour être retenu, vous devrez posséder un diplôme universitaire en électronique ou en informatique, assorti d'une expérience équivalente d'au moins 5 ans, dans le domaine de la gestion des activités de développement industriel d'importants logiciels. Des compétences spécifiques en matière de traitement des images et de traitement des données satellitaires sont indispensables, ainsi qu'une base théorique dans le domaine du signal numérique, de la reconnaissance des formes, de la détection par corrélation et de la déconvolution.

Ingénieur Système de données H/F

Réf. VN 98/3

Relevant du Responsable du système EPS, vous aurez pour tâche de coordonner toutes les activités associées à la préparation des opérations du système des données de la charge utile. Vous devrez donc définir les besoins opérationnels à prendre en compte dans le développement des segments sol et bord au niveau de la chaîne des données de la charge utile ainsi que les exigences relatives au contrôle de la qualité des données de la charge utile, à l'étalonnage et à la validation des produits. C'est à vous que reviendra ensuite la tâche d'évaluer l'adéquation des solutions techniques proposées par l'industrie pour répondre à ces besoins.

Vous participerez en outre à l'établissement d'un plan de vérification, de validation et d'essais du système ainsi qu'à celui d'un plan d'essai pour la préparation des opérations et devrez identifier tous les éléments relatifs au traitement des données de la charge utile requis pour la préparation des opérations y compris la documentation, les moyens d'essais et les outils d'essais spécifiques.

Pour être retenu, vous devrez posséder un diplôme universitaire ou équivalent assorti d'au moins cinq (ou mieux dix) ans d'expérience dans un domaine équivalent. Des connaissances pratiques de l'exploitation de segments sol et des systèmes de traitement des données de la charge utile sont indispensables.

La maîtrise de l'anglais ou du français ainsi qu'une connaissance pratique de l'autre langue est exigée pour les deux postes.

Basés à Darmstadt, les postes sont proposés pour une période initiale de quatre ans. En retour, EUMETSAT offre un salaire très compétitif et de nombreux autres avantages.

Les candidatures (CV et lettre d'accompagnement) sont à adresser en anglais ou en français à EUMETSAT, F. Jayawant, Postfach 10 05 55, 64205 Darmstadt, Allemagne et doivent mentionner la référence choisie. Seuls les rassortissants des états membres d'EUMETSAT sont habilités à poser leur candidature.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 mars 1999.

Etats membres : Autriche,
Belgique, Danemark, Finlande,
France, Allemagne, Grèce,
Irlande, Italie, Pays-Bas,
Norvège, Portugal, Espagne,
Suède, Suisse, Turquie,
Royaume-Uni.

EUMETSAT
Europe's Meteorological Satellite Organization
Organisation Européenne de Satellites Météorologiques

INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens



Ville de MAISONS-ALFORT

(Val de Marne) 54 000 habitants

recrute selon conditions statutaires pour son service informatique :

UN INFORMATICIEN

Missions :

- Installer, configurer, maintenir et exploiter les matériels et logiciels existants (postes et serveurs).
- Assistance technique aux utilisateurs.
- Assurer l'intérim du responsable informatique pendant ses congés annuels.

Profil :

- Expérience en informatique, sens de l'initiative, qualités relationnelles, capacités d'organisation.

Connaissances souhaitées : • Unix, Windows NT, Oracle V7, Réseaux. • Windows 9x, Microsoft office.

• Logiciels propres aux collectivités (Coriolis, JVS, Arpège, Livre foncier, Atal...).

Rémunération statutaire + Régime indemnitaire

Merci d'adresser lettre de motivation + C.V. + Photo à : Monsieur le Député-Maire

Hôtel de Ville - 118, avenue du Général de Gaulle - 94701 MAISONS-ALFORT.



• Seine-Saint-Denis, à 10 mn de Paris
• 50 000 habitants
• Crèche des industries du cinéma

recrute par voie statutaire

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE (OU EN CHEF)

Directeur du Service Voiturier

Vous serez responsable de la gestion et du développement des infrastructures de la commune • Voiturier • Eclairage Public • Signalisation tricolore • Assainissement.

Collaborateur direct du DGST, vous aurez pour principales missions : la coordination des études, la programmation et le pilotage des projets de travaux neufs et de maintenance, la gestion du domaine public et du stationnement, la préparation et l'exécution du budget de la direction.

Vous aurez en outre à diriger les études relatives aux différents modes de déplacements urbains.

Ingénieur ESTR TPE INSA, vous justifiez d'une expérience confirmée dans les études et la réalisation des projets d'infrastructure. Une connaissance dans les réseaux d'assainissement et dans la circulation routière est souhaitée. Vous possédez des capacités de management, le sens de l'organisation, et la connaissance des procédures de passation des marchés publics.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV sous r/éf. 99/05 à M. le Maire, Député de la Seine-Saint-Denis, Hôtel de Ville, 1 Esplanade François Mitterrand - 93806 EPINAY SUR SEINE Cedex.

Le Conseil Général
SEINE & MARNE

Un Ingénieur Intranet

(Cadre d'emploi des Ingénieurs territoriaux)

Au sein de la sous-direction des techniques de communication, vous mettez en place dans les services du Département, un réseau Intranet et travaillez à son extension (Extranet) aux partenaires du Conseil Général (services de l'Etat, de la région, des communes, collèges...). Cette mission vous conduit : à installer, configurer et administrer les serveurs de l'intranet, à créer des présentations WEB interactives, à définir la sécurité des réseaux et contrôler les échanges d'informations, à élaborer des statistiques de visites et analyser les flux, à assurer une veille technologique et juridique permanente.

De Formation Ingénieur en informatique, vous avez choisi de vous spécialiser dans le secteur de la communication ce qui vous donne une bonne maîtrise des systèmes et protocoles de l'intranet. Votre rigueur et créativité se doivent d'un sens aigu de l'écoute et de la communication. Une première expérience dans des missions similaires sera appréciée.

Poste basé à Melun, à pourvoir par voie statutaire ou de contrat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et copie de votre dernier arrêté de situation administrative à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, Sous-Direction du Recrutement - Hôtel de Ville - 77010 MELUN Cedex

SEVRAN

Seine-Saint-Denis - Ville Citoyenne

Ville Entrepreneure - Ville Européenne

(860 agents au service de 52 000 habitants)

R.E.R à 20 mn de Paris/Châtelet,

10' de l'Aéroport de Roissy Charles de Gaulle

UN ANALYSTE INTEGRATEUR

Rattaché au responsable des études

MISSIONS :

- intégration et paramétrage des progiciels sous la responsabilité des chefs de projet
- essai de qualification et proposition de recette du progiciel
- préparation de la mise en production des progiciels (dossier de mise en exploitation) avec le support de l'équipe technique
- administration et maintenance (préventive, évolutive, curative) des progiciels installés incluant l'installation des nouvelles versions
- accompagnement des services dans l'utilisation quotidienne des solutions
- gestion des données relatives aux domaines concernés
- gestion complète des infrastructures affectées (BOL)
- assistance aux utilisateurs sur les progiciels

QUALITÉS REQUISITES :

- capacité d'analyse, de synthèse et de rigueur
- capacité à proposer et mettre en place des procédures, à formaliser, à structurer, à organiser
- qualité relationnelles, pédagogie
- capacité à travailler en équipe
- sens de l'écoute et du service aux utilisateurs

FORMATION ET EXPÉRIENCE :

- BAC + 2 ou BAC + 3
- Ingénieur avec très expérience en informatique d'étude expérimenté ou non informatique de formation
- très bons résultats d'études
- très bonne connaissance fonctionnelle des domaines gérés
- connaissance d'un environnement technique Unix/NT/SGBDR et d'outils
- expérience du monde communal appréciée

Adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

Monsieur le Maire, à l'attention de Monsieur le Secrétaire Général

Hôtel de Ville - 5, rue Roger la Maner - 93270 SEVRAN

Le Conseil Général du CANTAL

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Recrute

Sous l'autorité du chef du Service Informatique, vous participerez aux différentes phases de conception, à l'analyse détaillée à la réalisation des projets, à la maintenance d'applications existantes ainsi qu'à des fonctions d'administration systèmes et réseaux. Vous utiliserez des techniques telles que bases de données relationnelles, outils de la 4ème génération, programmation objet, Internet / Intranet, et assurez la veille technologique et la garantie de la fiabilité des systèmes. Vous contribuerez au choix et à l'évolution du matériel, des réseaux et des logiciels.

Il serait souhaitable que vous ayez une connaissance fonctionnelle des besoins d'aide sociale, et une expérience significative des environnements Unix et Windows NT, x86, ainsi que des méthodes de conception (MERISE).

Votre candidature doit parvenir avant le 5 mars 1999, à M. le Président du Conseil Général du Cantal, Service RH, 28, av. Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex.

LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-CORSE

recrute par voie statutaire ou contractuelle

1 TECHNICIEN RÉSEAU

pour son service Télécommunications et informatique

MISSIONS : Conception, architecture et évolution de l'infrastructure technique des serveurs et réseaux.

PROFIL : Formation BAC + 2, avec 3 à 5 ans d'expérience dans les télécommunications ou réseaux.

COMPÉTENCES : Windows, NT, UNIX, TCP/IP, Internet, dispositifs de télécommunications, (autocommunicateurs, modems, routeurs, etc...)

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé, doivent parvenir à :

M. le Président du Conseil Général
Service des Affaires Juridiques et des Ressources Humaines,
Rond-Point du Maréchal-Leclerc - 20405 BASTIA Cedex



TECHNICIENS

Votre avenir assuré



VOUS POUVEZ DEVENIR

TECHNICIENS SUPERIEURS DE MAINTENANCE

par voie de concours

dans les domaines électronique, mécanique industrielle, informatique générale.

MISSIONS : Concevoir, prescrire, conduire des réalisations dans la maintenance des matériels de l'armée de terre.

PROFIL : Détenir DUT-BTS ou diplôme du niveau III.

INTERET : Accès possible au corps des ingénieurs. Formation gratuite et rémunérée, Sécurité de l'emploi, rémunération à partir de 10 900 F

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION : Ministère de la Défense, D.F.P. Concours GPC/2, 26, boulevard Victor Paris 00463 ARMEES - Renseignements : tél. : 01.46.73.73.21
Minitel : 3614 SGAI - Internet : <http://www.defense.gouv.fr>

Retrouvez chaque semaine la rubrique INITIATIVES LOCALES

⇒ **Lundi dans le supplément Le Monde Economie "enjeux et initiatives"**

- Cadres territoriaux, Gestionnaires et Financiers, Avis de Concours.

⇒ **Mardi dans le supplément Le Monde Interactif "les nouvelles technologies"**

- Ingénieurs et Informaticiens, Avis de Concours.

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : **01-42-17-39-42**